

Vol. 10 | ÉTÉ 2021

Le journal DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER



**ÉLECTIONS
CONSULAIRES**
Le temps
du renouveau

EXCLUSIF



La carte 2021
des 3,5 millions
de Français
dans le monde

**LES NOUVEAUX
VISAGES
DES FRANÇAIS
DE L'ÉTRANGER**

Portraits de
nouveaux élus

**DOSSIER
SPÉCIAL**

48 PAGES

Québec

Emploi, entrepreneuriat
et études dans les 17 régions
du Québec

AEFE

Vers une rentrée
particulière



**FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER
.FR**

BEL/LUX : 6,00 € - PORT CONTI : 6,50 €
CH : 9,00 FS - CANADA : 9,99 \$CAN - DOM : 6,50 €
TOM : 1050 XPF - MAR : 70 MAD - TUN : 7,10 DT

M 02525 - 10 - F: 6,00 € - RD





SOMMET
EDUCATION

Leader mondial des formations en management hôtelier et des arts culinaires et pâtisseries

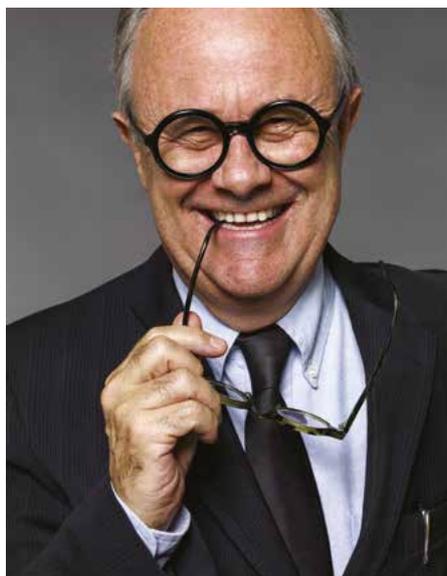
somet-education.com



ÉDITO

Nouvelle génération

Les résultats des élections consulaires de fin mai – les deuxièmes de ce type depuis la loi de juillet 2013 relative à la représentation des Français établis hors de France – sont riches d'enseignements à plus d'un titre. Globalement, les électeurs français de l'étranger se sont exprimés en faveur de la majorité présidentielle et des écologistes qui réalisent une percée inattendue avec une soixantaine d'élus. Mécaniquement, ce sont les listes de la droite traditionnelle – habituellement plébiscitées dans ce type de consultation électorale – et du PS qui sont les grands perdantes de ce scrutin, reflet d'une perte de vitesse que l'on observe plus largement chez ces deux habituels poids lourds de la politique française. À cet égard, l'annonce pour le moins surprenante de la candidature de Ségolène Royal aux élections sénatoriales de septembre prochain – où six postes seront renouvelés – est évocatrice de cette tendance ancienne à considérer la représentation des Français de l'étranger comme une aubaine de fin de carrière. Le résultat de ce scrutin semble pourtant envoyer un message de refus de ce temps ancien... Autre enseignement, cette élection rappelle aussi que le recours aux grands moyens ne suffit pas pour parvenir à ses fins. En témoigne les faibles scores de l'Alliance solidaire des Français de l'étranger (ASFE) de Jean-Pierre Bansard, malgré les investissements très importants qu'il a déployés lors de



© Stéphanie de Bourgies

cette campagne. L'ancien sénateur, qui aspire à le redevenir, devra négocier avec d'autres formations politiques de droite pour revenir dans le jeu. Une issue incertaine car, selon nos informations, certains élus consulaires se sont désolidarisés de son mouvement après ce bilan décevant. Ce sont donc de nouveaux visages, de nouveaux projets et de nouvelles pratiques qui ont été plébiscités lors de ces élections consulaires, et nous nous en réjouissons. Le recours massif au vote électronique anticipé (pour 85% des votants) est

révélateur des nouveaux usages de nos compatriotes à l'étranger, de plus en plus jeunes, mobiles et connectés. Notre journal l'avait compris, développant son activité digitale par un site internet et une newsletter quotidienne, une présence sur tous les réseaux sociaux, une application mobile, mais aussi par des productions vidéos live diffusées sur toutes les plateformes, des rendez-vous quotidiens tout au long de l'année en dépit d'un contexte sanitaire et économique pour le moins difficile. Le terme est à la mode mais nous l'empruntons à dessein : nous avons fait preuve de résilience en cette période si difficile. Celle-ci a été rendue possible grâce à la fidélité de nos lecteurs et de nos partenaires de la première heure. Qu'il en soient ici tous remerciés.

Jean-Pierre Pont

Retrouvez-nous sur notre site et abonnez-vous à notre newsletter gratuite :
www.francaisletranger.fr

**Le journal
DES FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER**

Français à l'étranger est édité par TDME, 18 bis, rue Henri-Barbusse, 75005 Paris.

SAS au capital de 1.000 €. RCS Paris 798 269 726.

Numéro de commission paritaire : 0520 I 93671.

Directeur de la publication :
Jean-Pierre Pont
jeanpierrepont@gmail.com
Tél. : 07.71.70.78.54.

Rédacteurs :
Didier Bras,
Amaia Masson,
Frédéric Laloux,
Emmanuel Langlois,
Nora Litoussi,
Martin Rigaud-Pezzoni.

Secrétariat de rédaction :
Didier Bras.

Direction artistique et maquette :
Grand National Studio.

Directeur du digital
Mathieu Clément.

Responsable réseaux sociaux :
Prune Pont-Benoît.

Photo de couverture :
Montréal
© Firefighter Montreal
Impression : CEE.

Retrouvez-nous sur internet :
www.francaisletranger.fr

 **FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER
.FR**



LE PRIVATE EQUITY (OU CAPITAL INVESTISSEMENT)

QUELLES OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT ?

Aujourd'hui l'épargne sans risque ne rémunère plus et les marchés cotés deviennent chaque jour plus incertains. Les investisseurs doivent alors se tourner vers de nouvelles solutions pour rémunérer leur épargne financière, et investir dans des sociétés non cotées prometteuses permet d'espérer de belles performances.

Performance et diversification

Excellent moyen de diversification, la private equity offre historiquement les rendements les plus attractifs, toutes classes d'actifs confondues. Les fonds d'investissement sélectionnés méthodiquement permettent de doubler ou tripler le montant investi sous condition d'avoir une perspective de long terme. Cependant, il convient d'être vigilant au stade d'investissement étudié : investir dans une PME en forte croissance permettra de bénéficier d'une perspective de croissance plus élevée et d'un risque moindre que dans une start-up.

Un cadre d'investissement privilégié

Le Private Equity est aujourd'hui porté par un contexte législatif et fiscal très favorable dans le but d'orienter l'épargne des Français vers l'économie réelle et soutenir le développement des TPE/PME puisqu'il propose des dispositifs et des véhicules spécifiques très avantageux pour les investisseurs. En effet, 600 milliards € sont aujourd'hui déposés sur les comptes courants des ménages,

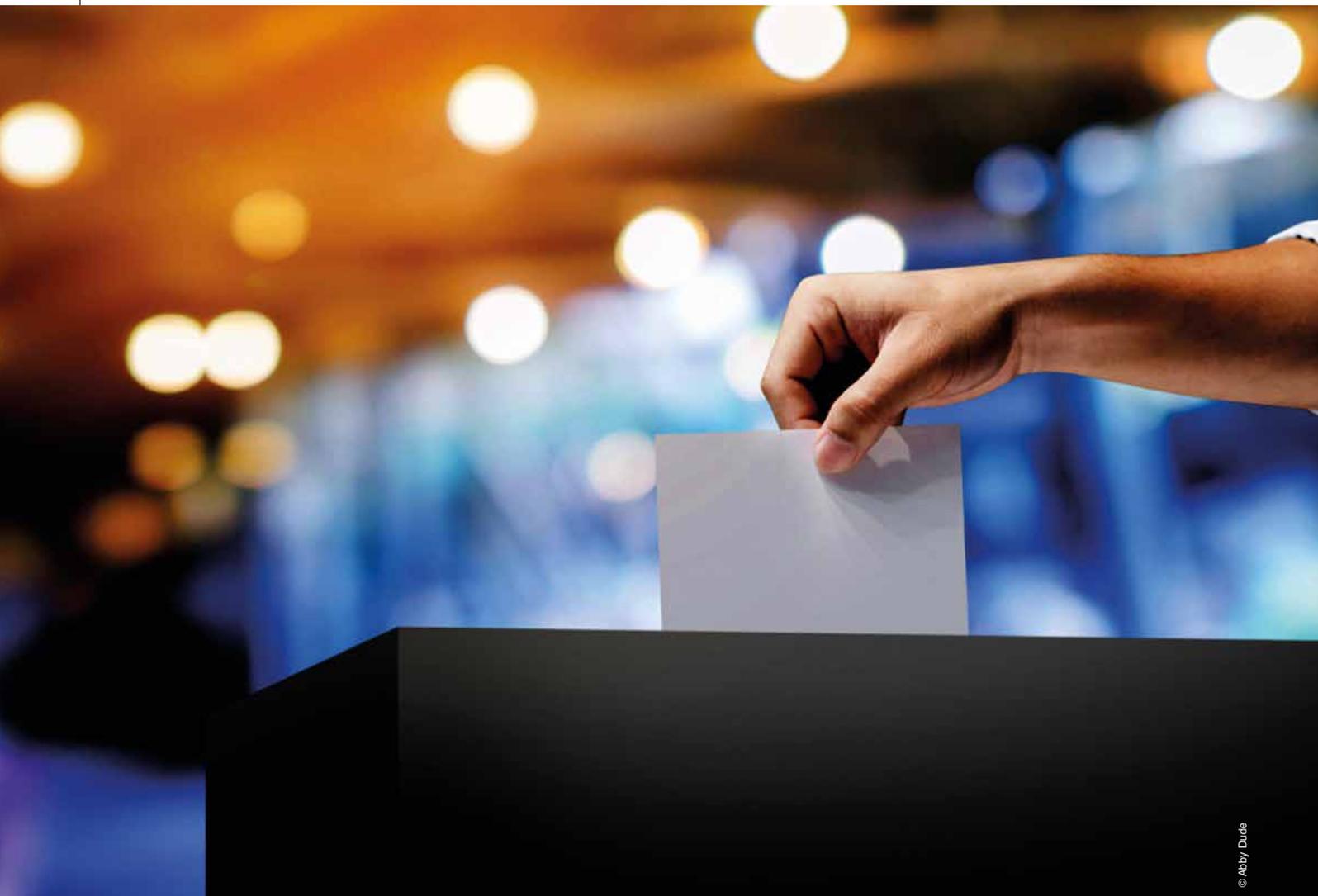
300 milliards sur des livrets A et 2 100 milliards sont investis dans des contrats d'assurance-vie et épargne retraite. Une partie de cette épargne, dirigée vers des activités locales, permettrait de consolider fortement le plan de relance ! C'est le but recherché de la loi pacte, par exemple, qui cherche à favoriser la souscription de fonds de Private Equity au sein des enveloppes d'assurance-vie. Théoriquement, il est possible depuis 2019 d'investir la moitié de son contrat d'assurance en Private Equity. En revanche, les investissements en direct (ne passant pas par un contrat d'assurance-vie/capitalisation) bénéficient quant à eux de régimes de faveur fiscaux sous conditions.

Comment apprécier ce risque ?

Comme tout placement, le risque est corrélé aux perspectives de performance. Le Private Equity offre un couple rendement/risque élevé et doit trouver sa place de manière intelligente dans une allocation d'actif. Le risque doit être ainsi pondéré par des investissements plus défensifs et liquides au sein du

patrimoine financier, tels que du fonds en euros à capital garanti, des produits structurés au capital protégé à l'échéance et des allocations financières liquides sur les marchés cotés. Le Private Equity peut en effet représenter 10% du patrimoine d'un HNW (high net worth individual : patrimoine > 1M\$) et augmenter exponentiellement au regard de la fortune. Il peut donc représenter pour certains UHNW (ultra high net worth individuals : patrimoine > 30M\$) jusqu'à 50% des actifs. Il convient de préciser que le spectre d'investissement est très large sur cette classe d'actif. Plusieurs secteurs peuvent être envisagés (services, santé, technologie, ou encore immobilier ou hôtellerie pour les investisseurs préférant s'orienter vers des actifs tangibles). **Ainsi, le groupe Crystal propose de vous accompagner dans la création de votre stratégie et de vous proposer des solutions adaptées à votre situation et vos besoins et sélectionnées rigoureusement.**

Pour plus d'informations, n'hésitez pas à nous contacter par mail à l'adresse contact@groupe-crystal.com



© Abby Duré

ÉLECTIONS CONSULAIRES 2021

Le temps du renouvellement

Samedi 29 et dimanche 30 mai 2021, les Français de l'étranger ont pu choisir leurs 432 conseillers et 68 délégués consulaires pour les cinq prochaines années*. Ces élections étaient particulièrement importantes pour la représentation des Français de l'étranger. En effet, les candidats élus, conseillers ou délégués, participeront à l'élection des 12 sénateurs représentant les Français établis hors de France. Ce sera le cas dès septembre prochain lors du renouvellement partiel qui permettra d'élire six de ces sénateurs.

Ce sont 357 bureaux de vote qui étaient ouverts dans près de 144 pays à l'occasion des élections consulaires 2021. Ce scrutin a permis aux 1,3 million de Français inscrits auprès des consulats dans le monde de choisir les conseillers qui siègeront et présideront les conseils consulaires.

En raison du contexte sanitaire, les Français inscrits sur les listes électo-

rales avaient la possibilité de voter par vote électronique anticipé du 21 au 26 mai. Ce dispositif, s'il avait déjà été mis en place lors des élections de 2014, a cette année rencontré un franc succès. En effet, 176 734 électeurs ont choisi le vote par internet contre 29 131 par urne traditionnelle. « Nos compatriotes de l'étranger ont fait le saut numérique. Ils ont été deux fois plus nombreux qu'en 2014 à utiliser cette modalité de vote,

portant la participation par internet à 85% de l'ensemble des votes », a affirmé Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargé du Tourisme, des Français de l'étranger et de la Francophonie. Ainsi, ce sont 205 865 électeurs qui se sont exprimés lors de ces élections, augmentant de 11% le taux de participation par rapport à celles de 2014.

Percée écologiste

Avec 155 élus, les listes issues de EELV, de LFI, de l'ADFE, du PS et des diverses gauches réalisent la meilleure performance du scrutin. La secrétaire nationale adjointe d'EELV, Sandra Regol, s'est d'ailleurs réjouie de ce résultat : « Cette élection marque l'ancrage de l'écologie dans le paysage politique. » C'est notamment en Europe et en Amérique du Nord que les écologistes ont enregistré leurs meilleurs résultats, accomplissant une véritable ascension depuis les dernières élections de 2014. La progression saisissante d'EELV se fait notamment au détriment du PS, battu dans de nombreuses circonscriptions où il comptait depuis longtemps des élus et où l'union de la gauche et des écologistes ne s'était pas faite. C'est une évolution majeure, qui voit le poids central du PS à l'étranger et au sein de l'ADFE disparaître.

De bons résultats pour la majorité présidentielle

LREM, le Modem et les autres listes de la majorité présidentielle recueillent de bons résultats avec 102 sièges. « C'est un beau résultat. LREM et ses partenaires sont devenus une force politique incontournable chez les Français établis hors de France. Une nouvelle génération d'élus s'installe sur tous les continents [...] Les élus de la majorité présidentielle ont fait des bons scores dans les anciennes circonscriptions de droite. Tout en gardant notre ADN avec des candidats issus de la gauche, de la droite, du centre et de la société civile. [...] Nos candidats ont assumé d'être ceux de la majorité, ceux du président de la République. Ils ont affiché la couleur quand la tentation chez nos compétiteurs est parfois de se camoufler sous des listes "d'intérêt local" », s'est félicité Jean-Baptiste Lemoine. Si elle parvient à fédérer des conseillers élus sur des listes sans étiquette ou LR, la majorité présidentielle pourrait bien conquérir deux sièges au Sénat, dont le renouvellement de six des douze sénateurs des Français de l'étranger interviendra en septembre prochain.

La droite traditionnelle bousculée

Cette famille politique est en effet la principale perdante de ce scrutin. Alors qu'aux élections précédentes en 2014 elle avait obtenu de bons résultats, elle ne compte plus aujourd'hui que 80 élus issus de listes LR, de

QUELLES PERSPECTIVES POUR LES SÉNATORIALES ?

Le gain de 102 sièges de conseillers et délégués consulaires des Français de l'étranger par la majorité présidentielle la place en seconde position dans le rapport de forces au sein du collège des grands électeurs, derrière le bloc de gauche (FdM-ADFE + EELV) et devant les partis de droite (LR + ASFE). Ce qui augure pour LREM un possible siège de sénateur en septembre, voire deux dans le cadre du renouvellement des six sièges sénatoriaux de septembre prochain. Du côté de la gauche, le recul du Parti socialiste offre à EELV la capacité de remporter deux sièges en élargissant sa base de grands électeurs aux très nombreux élus divers gauche, souvent d'anciens membres du PS et qui l'ont quitté depuis. Le Parti socialiste, qui avait remporté deux sièges en 2014, tentera d'en conserver au moins un. Quant à la droite, elle est incontestablement la grande perdante de cette élection. Les incertitudes autour de possibles alliances rendent aujourd'hui difficiles les prédictions quant à sa représentation des Français de l'étranger au Sénat.

l'UFE ou des diverses droites. Malgré quelques gains électoraux ponctuels dans des circonscriptions d'Amérique du Sud et d'Afrique, ce faible score sonne clairement la fin d'une époque, celle qui voyait l'Union des Français de l'étranger (UFE) construire de larges majorités à chaque renouvellement de l'Assemblée des Français de l'étranger (AFE) et garantir au RPR et à l'UDF, puis à l'UMP et enfin à LR quelque dix sièges assurés de sénateurs des Français de l'étranger.

UNE NOUVELLE GÉNÉRATION D'ÉLUS CARACTÉRISÉE PAR LA DIVERSITÉ DE SES ORIGINES ET DE SES PARCOURS.

L'ASFE en retrait

L'Alliance solidaire des Français de l'étranger (ASFE) enregistre des résultats en retrait par rapport à ses espérances et aux immenses moyens qu'elle avait mis en œuvre pour cette élection.

Avec 59 sièges, le parti de l'ancien sénateur Jean-Pierre Bansard n'obtient pas en effet le nombre de grands électeurs nécessaire à l'obtention assurée d'un siège de sénateur des Français de l'étranger. Il devra, à ce stade, passer par le débauchage de grands électeurs proches d'autres formations politiques pour s'assurer de ce siège de sénateur.

Une nouvelle génération

Comme le démontrent les quelques portraits que vous découvrirez dans les pages suivantes, cette nouvelle génération d'élus est caractérisée par la diversité de ses origines et de ses par-

cours. Nombre d'entre eux s'impliquent pour leur communauté à travers leurs activités associatives, professionnelles, ou simplement par solidarité et générosité. Ils incarnent une génération de Français engagés, compétents, conscients des problématiques qu'implique chaque statut, d'étudiant à retraité, en passant par entrepreneur, salarié ou parent d'élèves. Ils sont également conscients des enjeux d'aujourd'hui et de demain tels que la protection de notre planète, la justice sociale ou encore l'égalité des droits des femmes, de la communauté LGBTQI+ et des minorités.

Le *Journal des Français à l'étranger* profite aussi de ce bilan post-électoral pour tirer son chapeau aux élus qui se retirent. Notamment Claudine Lepage, Richard Young, Jean Louis Mainguy ou Didier Lachize (vice-présidents de la CFE) qui ont su, tout au long de leur mandat, être au plus près de la communauté française, la soutenir et la conseiller. Ils ont pris la sage décision de se retirer et de « laisser leur place aux jeunes ». ♦

** Initialement d'une durée de six ans, le mandat de ces conseillers consulaires est amputé d'une année à l'issue de ce scrutin en raison du report des élections, initialement prévues en 2020 et décalées à cause de la situation sanitaire.*

POUR EN SAVOIR PLUS

- Liste des conseillers et conseillères consulaires des Français de l'étranger élus : www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/2021_liste_cfde_elus_pour_fd_cle0ab621.pdf
- Liste des délégués et déléguées consulaires élus : www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/2021_liste_dc_elus_pour_dc_cle45fb11.pdf
- Résultats par circonscription électorale : www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/2021_resultats_urne_et_vpi_par_cec_cle43ce5c.pdf

SUISSE ÉLÉONORE CAROIT

« Française de l'étranger, c'est une belle identité »

Entre Saint-Domingue, New York et Genève, Éléonore Caroit, 35 ans, a passé la majeure partie de sa vie à l'étranger. Éluë lors des élections consulaires 2021, la jeune avocate revient sur son parcours et son expérience d'expatriée.



Éléonore Caroit a constaté une évolution entre l'expatrié d'il y a trente ans et celui d'aujourd'hui. « *Quand j'étais petite, la majorité des expatriés travaillaient pour des institutions et entreprises françaises, leur expatriation se faisait à travers ces structures, qui prenaient en charge leur installation. Certains étaient mutés fréquemment, d'autres s'installaient durablement dans leur pays d'accueil, mais l'origine de l'expatriation était, la plupart du temps, professionnelle. En tant que jeunes expatriés, on a une vision un peu différente aujourd'hui. On ne part pas forcément pour le travail, ni s'installer pour vingt ans dans un même pays. Nous nous étions dit que nous nous installerions à Genève pour trois ans et qu'ensuite soit nous rentrerions en France, soit nous partions à New York ou en Amérique latine pour que nos enfants soient proches de mon autre culture... et finalement on est très heureux ici.* »

La jeune expatriée à conscience des nouveaux challenges auxquels les jeunes Français de l'étranger sont confrontés. Elle témoigne : « *Quand on est jeune expatrié autodidacte, on prend la mappemonde, on choisit où on aimerait vivre et on part s'y trouver un job. Ce n'est pas forcément votre employeur qui vous envoie quelque part, c'est vous qui prenez l'initiative de ce déplacement. Par rapport aux expatriés d'il y a trente ans, les jeunes expatriés sont finalement dans la cabine du pilote. Ce sont eux qui dirigent entièrement leur expatriation avec ce que cela a de positif – vous choisissez où vous voulez vivre, comment, etc. – et les obstacles que cela induit tels que les démarches administratives et la difficulté de construire une carrière internationale. C'est pour cela que je pense qu'il est important qu'il y ait un fort réseau local de Français, par l'intermédiaire des conseillers consulaires, pour donner une voix aux Français de Suisse et être au plus près de leurs préoccupations quotidiennes.* » ♦

Née à Paris en 1985 d'un père français et d'une mère dominicaine, Éléonore Caroit part à l'âge de 3 ans vivre à Saint-Domingue, en République Dominicaine, où elle y fera toute sa scolarité. À 17 ans, elle rentre à Paris et intègre Sciences-Po. Elle se dirige ensuite vers des études de droit international et sera diplômée de l'école de droit de Sciences-Po/Paris I. Elle passera d'ailleurs son premier barreau à New York, devenant avocate spécialisée en contentieux international. Après quelques années à Paris, la Française décide de partir pour Genève en 2015. Là-bas, elle est d'abord recrutée par un cabinet d'avocat spécialisé en arbitrage avant de rejoindre une structure en tant qu'associée.

De nationalité franco-dominicaine, Éléonore Caroit a fait le choix d'acquiescer la triple nationalité suisse. « *Je trouvais cela plus avantageux pour un certain nombre de démarches, mais surtout, cela me permet de voter. J'adore m'impliquer*

**« PAR RAPPORT AUX
EXPATRIÉS D'IL Y A
TRENTE ANS, LES JEUNES
AUJOURD'HUI DIRIGENT
ENTIÈREMENT
LEUR EXPATRIATION. »
ÉLÉONORE CAROIT**

dans la vie de ma communauté au niveau local, donc c'était important pour moi. De plus, mon mari est suisse, mes enfants aussi, c'était donc cohérent de le devenir. Je me sens française avec quelque chose d'autre, Française de l'étranger c'est une belle identité je trouve », explique l'avocate.

**« Donner une voix
aux Français de Suisse »**

De ses expériences en République Dominicaine, à New York et à Genève,



©A. Ravera



CORINNE MANDJOU

VIVRE AILLEURS

SAMEDI À 6H25 (HEURE DE PARIS)

DIMANCHE À 6H22 (HEURE DE PARIS)

La radio mondiale en français et 15 autres langues



CANADA [GUILLAUME LECOMTE](#)

« Insuffler une nouvelle dynamique au Conseil de Québec »

Installé au Canada depuis 2014, Guillaume Lecomte, jeune français originaire d'Alsace, incarne une nouvelle génération de Français expatriés ambitieuse et engagée.

C'est en 2012 que Guillaume Lecomte connaît sa première expérience au Canada. À cette époque, il n'a que 15 ans lorsqu'il décide de partir vivre à Toronto quelques semaines dans une famille d'accueil pour parfaire son anglais. Une fois là-bas, il est séduit par le pays et ses habitants, si bien qu'il décide quelques années plus tard de réitérer l'expérience, en tant qu'étudiant cette fois-ci. Guillaume Lecomte intègre ainsi à 17 ans la prestigieuse université Laval à Québec d'où il sortira diplômé d'études en comptabilité. Il décroche son premier emploi trois ans avant d'être diplômé en tant qu'expert-comptable. Guillaume Lecomte est aujourd'hui analyste financier pour une grande compagnie d'assurance.

Arrivé jeune au Canada, Guillaume Lecomte a pu compter sur la communauté française locale pour l'accompagner dans son intégration. « J'ai eu l'occasion de la rencontrer à de nombreuses reprises. Il y avait beaucoup d'étudiants français dans mon université dont une grande partie s'est établie au Canada une fois leurs études finies. J'ai également eu l'occasion de rencontrer la communauté française autour de la chambre de commerce française au Canada, section Québec, ou grâce à des associations de Français au Québec comme les Amis d'Alsace de la ville de Québec qui font d'ailleurs un travail admirable en termes de solidarité ou d'entraide locale », raconte-il.

Structurer la communauté française

Guillaume Lecomte remarque que cette communauté française, bien qu'elle soit soudée, manque tout de même de structure et d'aide. « Cette idée de structurer est très importante pour moi. Je pense que c'est tout le rôle des conseillers des Français de l'étranger que d'assister les entrepreneurs et les associations dans leurs démarches, en essayant de les aider



▲ Guillaume Lecomte. © DR

« ILYA UN RICHE BASSIN D'ENTREPRENEURS FRANÇAIS À QUÉBEC, NOUS SOUHAITONS LES METTRE EN AVANT. »
GUILLAUME LECOMTE

dans leurs missions et leurs valeurs pour qu'ils atteignent leurs objectifs. C'est ce qui est à la base de mon engagement », explique Guillaume Lecomte.

Pour parvenir à cela, celui qui était investi par la majorité présidentielle lors de ce scrutin a prévu plusieurs mesures et thématiques dans son programme électoral. Parmi ces idées, l'organisation d'un 14-Juillet populaire qui permettrait aux 14 000 Français inscrits au consulat de Québec de se retrouver et ainsi célébrer ensemble la fête nationale et la culture française. Guillaume Lecomte souhaite porter des valeurs progressistes et écologiques au Conseil consulaire de Québec.

Favoriser les opportunités d'affaires

La transition écologique se retrouve ainsi au cœur de son engagement. On retrouve par exemple dans son programme l'idée de la création d'une forêt des Français d'Amérique du Nord. Cette initiative permettrait de compenser l'empreinte carbone des expatriés qui doivent prendre l'avion pour retrouver leurs proches de l'autre côté de l'Atlantique. Elle se présenterait sous la forme d'une contribution volontaire qui serait dédiée uniquement à la gestion d'une forêt.

Le développement d'une French Tech à Québec est également un des projets de Guillaume Lecomte. « La French Tech est présente à Montréal et on aimerait la faire venir à Québec. Cela pourrait se faire en travaillant avec le réseau de chambres de commerce françaises au Canada section Québec. Il y a un riche bassin d'entrepreneurs français à Québec, nous souhaitons les mettre en avant car il y a vraiment de réelles opportunités en ce qui concerne cet enjeu-là », explique-t-il. ♦

BELGIQUE THIERRY MASSON

« Regarder l'exemple belge »

Installé depuis quinze ans en Belgique, Thierry Masson partage son expérience de Français résident dans le Plat Pays.

Après des études en droit et affaires européennes à Montpellier puis à l'IEP de Bordeaux, le Français originaire de Bergerac, en Dordogne, s'est installé à Bruxelles. Là-bas, il a d'abord été assistant parlementaire avant de devenir chef de l'unité économie et transformation numérique au Parlement européen. Thierry Masson est salarié du groupe Renew Europe.

Très intégré dans la communauté française de Belgique, Thierry Masson a pu constater son évolution. Selon lui, cette évolution a un impact assez clair sur les lycées français, notamment à Anvers. « Avant, il y avait beaucoup d'expatriés dont l'entreprise pouvait prendre en charge les frais de scolarité. Ce genre d'expatriation de courte durée, j'ai le sentiment qu'elles ont réellement diminué, et il va falloir trouver des moyens de dynamiser l'enseignement français », explique-t-il. « On se rend compte qu'il y a maintenant des Français de deuxième ou troisième génération qui ne parlent plus français en Flandre. On y apprend l'anglais de plus en plus, mais l'enseignement du français perd du terrain. Il y a un réel enjeu de multilinguisme dans le sens où les Français qui s'installent devraient faire la démarche d'apprendre le néerlandais. Parallèlement, il faudrait que le français soit facile d'accès en Flandres. »

Créer une mobilisation

Thierry Masson se sent concerné par les problématiques qui touchent la communauté française. Notamment les problèmes fiscaux qu'ont pu rencontrer certains Français qui, télétravaillant depuis un autre pays que leur pays d'origine, sont tombés dans le régime fiscal de l'autre État membre. Il raconte : « Pendant toute la crise sanitaire, j'ai agi auprès des députés européens pour essayer de créer une mobilisation et ainsi faire en sorte que les règles ne soient pas appliquées pendant la durée de la crise. C'est quelque chose qui dure encore, on repousse à chaque fois de six mois pour que personne ne se retrouve sanctionné du fait qu'il soit obligé de télétravailler. »



▲ Thierry Masson.

© DR

**« LES BELGES PORTENT PARFOIS UN REGARD DIFFÉRENT SUR LES CHOSES, UN REGARD UN PEU MOINS SÉRIEUX QU'EN FRANCE. »
THIERRY MASSON**

Thierry Masson a récemment mené un sondage auprès des Français de Belgique. Les résultats ont permis de faire ressortir une autre problématique à laquelle cette communauté est confrontée : leur intégration au sein de la partie flamande de la Belgique. « La communauté des Français en Belgique est assez diverse. Le sentiment d'intégration dans le pays est moins fort en Flandre qu'en Wallonie. On voit donc que la barrière de la langue a des conséquences sur la capacité d'intégration. C'est pour cette

raison que nous souhaitons faire en sorte d'aider les Français à mieux s'intégrer », explique Thierry Masson.

Un certain recul

Ce qui a séduit le jeune Bergeracois, c'est la convivialité de la Belgique. « Les Belges portent parfois un regard différent sur les choses, un regard un peu moins sérieux que ce qu'on peut avoir en France », affirme-t-il. Son expérience d'expatriation lui aura aussi permis d'observer la vie politique française avec un certain recul : « Être loin de la France permet de vivre les débats qu'il s'y passe différemment. Lorsqu'il y avait celui sur le mariage homosexuel en 2012, les Belges regardaient cela en étant complètement ahuris, car le mariage gay est légal depuis vingt ans ici, et j'avoue que moi aussi en voyant ça, j'ai eu mal à ma France. De même, pour le débat qui s'est déroulé à l'Assemblée nationale sur l'euthanasie, je pense que l'exemple belge peut être regardé. » ♦

ESPAGNE [STÉPHANE VOJETTA](#)

« L'expatriation est une grande chance »

À 46 ans, Stéphane Vojetta a passé près de la moitié de sa vie à l'étranger. Entre Turin, Londres et Madrid où il est arrivé en 2005, il se dit pleinement épanoui dans sa vie de Français en Espagne où il jongle entre ses engagements politiques et ses activités d'entrepreneur.

Ce sont des opportunités professionnelles et sa curiosité de découvrir de nouveaux horizons qui le poussèrent à quitter la France il y a vingt-deux ans. Après un stage de six mois en Italie puis sept ans passés à Londres, Stéphane Vojetta se fit transférer à Madrid où il posa définitivement bagages. Aujourd'hui marié à une Espagnole et père de trois enfants binationaux, cet entrepreneur est impliqué dans la gestion de plusieurs sociétés de soutien aux start-up en phase de développement. Il est également suppléant de Samantha Cazebonne, députée pour la 5^e circonscription des Français établis hors de France. Pour Stéphane Vojetta, l'expatriation est une grande chance, une opportunité que l'on offre à sa famille. Notamment à ses enfants qui ont la possibilité de baigner dans deux cultures différentes. « À chaque fois, c'est un grand bond dans l'inconnu. Un nouveau pays, une nouvelle langue c'est un sentiment d'aventure, une découverte du quotidien. Même après quinze ans en Espagne, je continue de découvrir des choses et à me sentir comme un invité de ce pays avec, parfois des yeux émerveillés, parfois un peu d'agacement. On ne se lasse jamais de l'expatriation », affirme-t-il. Selon lui, l'Espagne est un pays qui offre un équilibre entre travail et loisirs grâce à sa population très accueillante. « C'est pour cela que l'Espagne est un pays dans lequel beaucoup de Français expatriés qui ont l'habitude de déménager tous les trois, quatre ans posent souvent bagages et s'installent durablement », explique-t-il.

Une meilleure information

Si Stéphane Vojetta se dit satisfait de sa vie de Français en Espagne, il constate néanmoins que des progrès doivent encore être réalisés pour faciliter la vie des Français expatriés. Notamment en termes de communication, il déplore un déficit d'information: « Quand on est



▲ Stéphane Vojetta.

« MÊME APRÈS QUINZE ANS EN ESPAGNE, JE CONTINUE DE DÉCOUVRIR DES CHOSES ET À ME SENTIR COMME UN INVITÉ DE CE PAYS. »
STÉPHANE VOJETTA

« Français en Espagne, on se pose souvent des questions sur nos droits ou sur des accès aux démarches administratives et il est souvent difficile d'avoir la réponse. »

En réalité, de plus en plus de Français s'informent sur les réseaux sociaux plutôt qu'en contactant ou en consultant les sites du consulat ou de l'ambassade française. « On retrouve souvent des réponses erronées données par des personnes qui connaissent seulement une partie de la réponse, que ce soit pour des procédures administratives ou des sujets

plus concrets, en particulier ces derniers temps, comme la mobilité dans le cadre de la crise de la Covid-19 », déplore l'entrepreneur. En effet, la spécificité des communautés autonomes d'Espagne rend la situation particulièrement épineuse pour les expatriés Français. « Peut-on rentrer en France alors que notre région est fermée à double tour par les autorités espagnoles ? Voilà le type de question que beaucoup de Français et Françaises se posent. Si vous allez sur les réseaux sociaux, sur dix réponses, la moitié peuvent éventuellement pousser ces Français à se tromper, voire à commettre des illégalités », s'inquiète Stéphane Vojetta. Cette problématique est d'ailleurs devenue une des raisons principales qui l'a poussée à s'engager dans cette mission consulaire: « Une partie de notre programme n'est pas qu'une question de fond, mais aussi une question de forme, à savoir mieux communiquer avec les communautés de Français, notamment en utilisant les réseaux sociaux. » ♦



© France-Worms

LA SEMAINE DE L'ÉCO

KARINA CHABOUR

LE VENDREDI À 15H15 (HEURE DE PARIS)

La chaîne d'information internationale en français, anglais, arabe et espagnol

Partout dans le monde sur les offres câble, satellite, applications mobiles et TV



BRÉSIL MÉLANIE MONTINARD

« La diversité que je voulais offrir à mes enfants »

Cheffe d'une entreprise sociale et conseillère élue au CA de la Chambre de Commerce CCFB/RJ- Rio de Janeiro, Mélanie Montinard entend développer un réseau d'entraide au sein de la communauté française.



▲ Mélanie Montinard.

C'est en Allemagne que la Française connaît sa première expérience d'expatriation dans le cadre d'un échange universitaire. Elle partira ensuite en 2005 pour Haïti en tant que consultante, puis cheffe de projet sur des projets de développement et de sécurité communautaire pour les Nations unies et d'autres ONG. « Je suis arrivée en Haïti à 25 ans. Quand on est jeune, on veut changer le monde et on se dit que c'est possible », raconte Mélanie Montinard. Là-bas, elle rencontre un Franco-Haïtien qui deviendra plus tard son mari et avec qui elle aura deux enfants. Cependant, le tremblement de terre de 2010, l'épidémie de choléra et les tensions politiques obligeront Mélanie et sa famille à quitter Haïti. Le couple demande alors une mutation professionnelle et arrive par hasard à Rio de Janeiro en décembre 2010. Une destination initialement temporaire qui s'est finalement muée en installation définitive. Mélanie Montinard a d'abord dû ap-

« LORSQUE JE RENTRE EN FRANCE, JE RÉALISE QUE MA FAÇON D'HABITER ET DE VOIR LE MONDE EST DIFFÉRENTE »
MÉLANIE MONTINARD

prendre le portugais sur le tas, puis elle a repris ses études et s'est lancée dans un doctorat d'anthropologie sociale. Elle est aujourd'hui cheffe d'une entreprise sociale et conseillère élue au CA de la Chambre de commerce CCFB/Rio de Janeiro et s'intéresse notamment aux questions migratoires et de mobilité.

Une autre façon d'habiter le monde

Si Mélanie et sa famille ont choisi Rio de Janeiro, c'est pour la richesse culturelle qu'apporte la ville brésilienne. « Rio représente vraiment la diversité que

je voulais offrir à mes enfants. C'est une ville qui faisait sens au niveau de la mixité des ethnies, des classes sociales et des origines régionales. Rio permet le reflet de toutes ces rencontres. Pour autant, ce n'est pas toujours facile à vivre au quotidien car il y a aussi beaucoup d'inégalités et de violence », explique Mélanie Montinard. Selon la Française, ses différentes expériences à l'étranger lui auront apporté une façon d'habiter le monde : « Il y a des hauts et des bas, ce n'est pas toujours simple, surtout au début. On apprend la langue, les codes culturels, on fait des erreurs et on apprend. Ce type d'expérience mène à accepter la différence et à accepter d'être affecté par toutes ces rencontres multiculturelles. Lorsque je rentre en France, je réalise que ma façon d'habiter et de voir le monde est différente. »

Sensible aux besoins de sa communauté

À Rio depuis plus de dix ans, la Française a constaté une évolution dans la communauté française de cette ville de près de 7 millions d'habitants. « Elle est beaucoup organisée autour du lycée Molière, établissement français dans lequel mes enfants sont scolarisés. Bien qu'il reste un lycée d'élite, l'évolution depuis dix ans est assez frappante. On est passé d'une catégorie d'enfants d'expatriés à des enfants de parents français ou de binationaux pour lesquels la notion d'"expat" ne fait plus sens. Cela a été très marquant surtout depuis 2015 », explique-t-elle. Mélanie Montinard est sensible aux besoins de sa communauté. « Je me suis rendu compte qu'il y avait beaucoup de Français qui se trouvaient dans des situations complexes. Il y avait une envie, une nécessité de se réunir pour former un réseau d'entraide », témoigne-t-elle. Mélanie Montinard souhaite notamment défendre la mise en place d'un projet de soutien à l'employabilité et aux initiatives entrepreneuriales. ♦

ARGENTINE MARIE UTEAU VENEGAS

« Faire entendre une autre voix »

Cette globe-trotteuse, très engagée dans l'associatif, souhaite impliquer les Français d'Argentine à travers des initiatives citoyennes. Originalité de sa démarche avec « Collectif Solidaires » : sa tête de liste sera tournante.

Depuis toute petite, cette Franco-Chilienne voyage à travers le monde. Que ce soit au Chili, au Portugal, en Tunisie et maintenant en Argentine. Marie Uteau Venegas est installée à Buenos Aires depuis plus de dix ans. Cette passionnée de voyage a quitté la France pour l'Argentine à la suite d'un concours de circonstance. Désireuse de reprendre ses études en santé mentale à l'étranger, la Française avait d'abord opté pour le Chili, le pays de sa mère. Face au coût de la vie chilienne, Marie Uteau Venegas s'est rabattue sur l'Argentine et son système universitaire public adapté aux expatriés. Actuellement, la trentenaire délivre des cours de français dans les écoles publiques de la ville de Buenos Aires.

En parallèle, Marie Uteau Venegas a fondé avec quelques Français d'Argentine le Collectif Solidaires. Au départ ce groupe informel proposait des activités culturelles, des rencontres politiques, des diffusions de films... « On a voulu se structurer en 2020 suite de la crise du Covid-19. Au début de la pandémie, un décret argentin obligeait les touristes français à rester cloîtrés chez eux. On a décidé de leur venir en aide en proposant de faire leurs courses ou encore en les aidant à trouver un logement. Notre collectif s'appelle Solidaires car notre première activité a été cette action de solidarité envers les touristes bloqués. » Marie Uteau Venegas décrit ce Collectif comme étant de gauche, écologiste et féministe. Bien que militante France Insoumise, la jeune femme précise que nombreux sont les adhérents qui n'appartiennent à aucun parti politique. Ce groupe d'expatriés se retrouve autour de valeurs et de pratiques collectives.

Pour une démocratie citoyenne

Marie Uteau Venegas souhaite utiliser la force du Collectif Solidaires pour interpeller les députés et « faire entendre une autre voix ». La franco-chilienne souhaite faire remonter la parole des expatriés les plus précaires et des Français qui n'habitent pas forcément Buenos Aires. Deux



▲ Marie Uteau Venegas. © DR

**« APPORTER DAVANTAGE DE DÉMOCRATIE À UN SYSTÈME QUI LAISSE PEU DE PLACE À LA MOBILISATION CITOYENNE. »
MARIE UTEAU VENEGAS**

représentantes des régions de Patagonie et de Cordoba sont d'ailleurs présentes sur la liste du Collectif. Le Collectif Solidaires souhaite faciliter l'accès à l'information, notamment en ce qui concerne les droits. Marie Uteau Venegas fait remarquer que le groupement citoyen était parti du principe que le mandat serait « collectif et rotatif ». « On a décidé d'utiliser une brèche dans la loi qui permet au représentant des Français de l'étranger de démissionner, explique-t-elle. Seule la tête de liste changera tous les deux ans, mais les

décisions continueront à être prises collectivement. L'objectif est d'apporter davantage de démocratie à un système qui laisse peu de place à la mobilisation citoyenne. »

« Le sens du collectif, de l'engagement et du féminisme » des Argentins a séduit Marie Uteau Venegas lors de son arrivée à Buenos Aires. La Française explique que l'engagement politique est très fort en Argentine. « Il suffit d'aller chez l'épicier pour immédiatement débattre de ce qui se passe dans le pays. Je trouve que cela c'est un peu perdu en France, c'est dommage. » Marie Uteau Venegas a aussi été marquée par les mouvements féministes argentins qui sont très variés, populaires, et qui se nourrissent entre eux. C'est d'ailleurs par conviction féministe que le Collectif Solidaires a décidé de présenter une femme comme tête de liste aux élections consulaires. La Française ne cesse de se lancer dans de nouveaux projets. Aujourd'hui, elle est bénévole dans un jardin communautaire thérapeutique à Buenos Aires. ♦

SUISSE MARGAUX ISLER

« Il ne peut pas y avoir de justice climatique sans justice sociale »

Spécialiste en assurance sociale suisse, Margaux Isler est une binationale franco-suisse installée à Lausanne. Elle fait de la justice sociale, de l'écologie et du développement durable le cœur de son engagement.

D'origine suisse de par son père et française de par sa mère, Margaux Isler est une jeune binationale née à Samedan, une commune suisse du canton des Grisons. À l'âge de 7 ans, elle déménage en France où elle poursuivra sa scolarité. Une fois son diplôme de droit obtenu, elle revient dans son pays natal pour rejoindre son mari qui venait d'obtenir un poste en Suisse. Aujourd'hui, Margaux Isler est juriste et spécialiste en assurance sociale suisse et vit à Lausanne. En parallèle à son activité professionnelle, Margaux Isler est également co-présidente d'Europe Écologie Les Verts suisse ainsi que conseillère consulaire des Français de l'étranger. Ces responsabilités lui ont permis de se rapprocher de la communauté française de Lausanne et d'être témoin de leurs difficultés. « *Nous sommes sollicités par la communauté française pour tout ordre de question, que ce soit pour s'installer en Suisse ou pour toutes les questions sociales qui se sont accrues avec la pandémie. Nous avons été témoins de creux sociaux, des personnes qui ont rencontré de grandes difficultés financières, notamment des jeunes étudiants français. Nous avons dû leur trouver des aides ou leur venir en aide directement. En tant que spécialiste en assurance sociale suisse, c'est un peu cela ma qualité. Je ne propose pas que les aides françaises, je les oriente aussi vers des assurances suisses pour qu'ils puissent s'en sortir* », explique-t-elle.

Une double lecture de la politique

Margaux Isler expose les différentes causes qui lui tiennent à cœur et les changements qu'elle entend apporter : « *Nous souhaitons une revalorisation des bourses scolaires car les frais scolaires n'arrêtent pas d'augmenter ici en Suisse, et lorsqu'on est conseiller consulaire on essaie de trouver de meilleures conditions pour les familles. Nous aimerions aussi modifier la subvention STAFE (dispositif qui vient appuyer les projets associat-*



▲ Margaux Isler. ©

**« J'ESPÈRE QUE
CETTE VAGUE VERTE
QUI TRAVERSE LA
SUISSE PARVIENDRA
À DÉPASSER LE LAC
LÉMAN ET ARRIVERA PLUS
FORTEMENT EN FRANCE »
MARGAUX ISLER**

ifs dont l'objet est de nature éducative, caritative, culturelle ou d'insertion socio-économique, Ndlr). *Une augmentation de cette aide financée par le consulat permettrait d'aider les associations à faire rayonner notre francophonie et à soutenir celles agissant en faveur du développement durable.* » Binationale de naissance, Margaux Isler est consciente des avantages que lui confère ce statut. En effet, la nationalité suisse lui permet d'une part d'avoir un passeport reflétant la neutra-

lité. D'autre part, sa nationalité française fait d'elle une citoyenne européenne ce qui représente un grand avantage. Outre les aspects pratiques, cette double nationalité lui apporte une richesse culturelle ainsi qu'une double lecture de la politique : « *La France et la Suisse ont une vision politique complètement différente l'une de l'autre ce qui m'a permis d'acquérir deux intuitions politiques différentes. Par exemple, en Suisse, nous avons voté pour cinq objets de votation et, parmi eux, trois étaient écologistes (toutefois, le 13 juin dernier, la population suisse s'est opposée à 51,6% à un texte qui instaurait des taxes incitatives pour lutter contre le réchauffement climatique, Ndlr). J'espère que cette vague verte qui traverse la Suisse parviendra à dépasser le lac Léman et arrivera plus fortement en France. En Suisse, on a bien compris qu'il ne peut pas y avoir de justice climatique sans justice sociale et c'est vraiment cela que je veux transmettre à la France et aux futurs sénateurs et députés* », explique Margaux Isler. ♦

JAPON JEAN-MARC LISNER

« La biculture est magnifique pour l'avenir »

Au Japon depuis trente-cinq ans, Jean-Marc Lisner mène une vie bien remplie entre ses activités professionnelles, politiques et associatives. Auteur du livre « de Renault à Tokyo : les tribulations d'un entrepreneur français dans l'archipel nippon », il revient sur son expérience au pays du Soleil levant.

C'est par hasard que Jean-Marc Lisner s'est retrouvé au Japon en 1985. Enfant, il rêvait de découvrir la Sibérie. Un jour, il décide enfin de réaliser son rêve et embarque à bord du Transsibérien. Son périple prend fin au pays du Soleil levant, terminus du voyage. Ici, il tombe sous le charme de ce pays, conquis par la gentillesse de sa population. Jean-Marc Lisner abandonne alors son poste chez Renault et s'installe à Osaka avec ses deux sacs à dos. De professeur d'anglais à barman, Jean-Marc Lisner enchaîne les petits boulots avant de finalement être embauché par une entreprise japonaise. Mais l'entrepreneur ne s'arrête pas là, décidant en 1989 de monter son entreprise d'importation de meubles français. Il est aujourd'hui directeur général de Castel Japon, premier producteur de vins français, et Jean-Marc Lisner met ainsi la culture française à l'honneur au Japon. S'il est tombé amoureux du Japon, il remarque néanmoins que les différences culturelles sont importantes, notamment dans le cadre de son travail d'importateur de produits français. « *Les Japonais sont très rigoureux et dans le détail, ils vont remarquer le petit fil derrière le tapis ou le détail sur l'étiquette de la bouteille de vin. Le moindre détail qui, en France, passerait très bien, au Japon ne passe pas* », explique Jean-Marc Lisner. « *Vendre des produits au Japon et faire comprendre que nos cultures sont différentes, ce n'est pas toujours facile.* »

Soutien aux jeunes Français du Japon

Il décide plus tard de s'engager pour la communauté française et crée, en collaboration avec plusieurs jeunes Français du Japon, son association Emploi-Japon. L'idée : venir en aide aux jeunes Français résidant dans l'archipel et à la recherche d'un emploi, d'un stage ou d'une formation. « *Il n'y avait*



▲ Jean-Marc Lisner.

© Emmanuel Langlois

« CETTE VIE ENTRE LES DEUX CULTURES M'A VRAIMENT PERMIS DE M'AFFIRMER EN TANT QUE FRANÇAIS. »

JEAN-MARC LISNER

pas de structure qui aide les jeunes, ou moins jeunes, ayant perdu leur travail. Ils sont d'ailleurs nombreux en raison de la situation actuelle. Je me suis dit que j'allais faire quelque chose pour eux et j'ai essayé de mettre ce dispositif en place. » Après avoir été tête de liste d'Ensemble

au Japon pour ces élections consulaires 2021, Jean-Marc Lisner entend maintenant développer ce dispositif d'aide à l'emploi dont il s'occupe pour l'instant bénévolement.

Marié à une Japonaise et père de trois enfants qui ont fait toute leur scolarité au Lycée français de Tokyo, Jean-Marc Lisner s'épanouit pleinement au sein de la capitale japonaise. « *Cette vie entre les deux cultures m'a vraiment permis de m'affirmer en tant que Français. Ma véritable réussite, ce sont mes trois enfants qui sont japonais dans leur cœur et français de culture. Je crois que la biculture est magnifique pour l'avenir* », explique-t-il. ♦



DE RENAULT À TOKYO : LES TRIBULATIONS D'UN ENTREPRENEUR FRANÇAIS DANS L'ARCHIPEL NIPPON

« *C'était il y a 33 ans. La France me paraissait déjà malade, et mon travail, chez Renault, sans avenir... Une envie, soudaine, me prit de partir. Ce fut la Sibérie, en train, et le Japon, tout au bout... comme un rêve. Il fallait que je le réalise. Abandonnant définitivement la régie, ma R5 (mon seul bien à l'époque) et mes certitudes vacillantes, je m'installai là-bas, à Osaka d'abord, puis à Tokyo... [...]* »

• Un livre de Jean-Marc Lisner, aux éditions Blue Lettuce Publishing. En vente sur Amazon : www.amazon.fr/ - 16.88 €.

AUSTRALIE ÉLISE LÉGER

« *Mieux aider les Français* »

Basée depuis six ans à Sydney, mariée à un Australien, Élise Léger fait partie de cette nouvelle génération de globe-trotters.

Originaire de Sarlat, en Dordogne, celle qui se décrit volontiers comme une « Française de l'étranger » depuis très longtemps a vécu pendant huit ans avec sa famille en Afrique et Amérique latine, au gré des mutations de son père. « Cette période de ma vie m'a ouverte sur le monde et ses cultures, affirme-t-elle. J'y ai aussi découvert les institutions de la communauté française à l'étranger: écoles de l'AEFE, Alliances françaises... Je connais les joies et les challenges de vivre dans un pays étranger. » Après une classe préparatoire littéraire, puis un master en management dans une école supérieure de commerce, Élise Léger est désormais doctorante en management organisationnel. Elle travaille aussi à temps partiel comme professeure de français à l'Alliance française de Sydney. De l'expérience solidaire du Covid-19 est née une initiative citoyenne baptisée « Solidarité Français en Australie », qui présentait onze de ses membres à cette élection: « Notre groupe s'est demandé comment mieux aider les Français. Le bénévolat ne permet pas tout et le poste de conseiller des Français de l'étranger est un bon relais d'information, notamment envers d'autres élus pour faire remonter les problèmes. » ♦



▲ Élise Léger.

© DR

ÉTATS-UNIS BÉATRICE LEYDIER

« *Faire rayonner notre diaspora* »

Arrivée aux États-Unis il y a six ans comme étudiante, Béatrice Leydier, 27 ans, est désormais chercheuse au sein du laboratoire en économie du développement de l'Université de Georgetown à Washington.

Nourrie d'expériences à l'international, Béatrice Leydier estime que les conseils consulaires ont grandement besoin d'être renouvelés ! « On pense souvent que les expatriés sont plutôt des retraités et que les jeunes à l'étranger ne sont que de passage et ne s'installent pas, avance-t-elle. Mais cette image ne représente pas la réalité d'aujourd'hui : dans ma circonscription, presque un tiers des inscrits sur les listes électorales ont moins de 35 ans, et les deux tiers ont moins de 50 ans. Il y a beaucoup de jeunes actifs et de jeunes parents, et ce n'est pas uniquement parce que j'habite dans une grande ville : globalement, les moins de 50 ans sont extrêmement sous-représentés au sein des conseillers consulaires et de l'AFE dans le monde ! » Béatrice Leydier témoigne que comme elle, beaucoup sont arrivés avec un visa et ont décidé de rester aux États-Unis, avec des parcours peu linéaires. « Ces profils-là sont souvent entreprenants, dynamiques et auraient beaucoup à apporter à la communauté, assure-t-elle. Il y a un gros travail à faire pour toucher ces populations, les servir au plus près de leur besoin et les valoriser pour faire rayonner notre diaspora dans le monde. » ♦



▲ Béatrice Leydier.

© DR

Le journal DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

À la découverte
des **17 régions**
administratives
du Québec

Le Québec vous tend les bras !

Emploi, entrepreneuriat,
secteurs d'avenir, éducation...



Immigration : s'installer au Canada en 9 étapes

Voici les étapes une fois votre visa ou votre permis de travail canadien obtenu. Consultez le site d'Immigration et citoyenneté du gouvernement du Canada pour plus de renseignements.

1. Budget

« Si vous immigrerez en tant que résident permanent, vous devrez vous engager à subvenir à vos besoins essentiels pendant trois mois à compter de la date de votre arrivée », indique Danielle Staraci, conseillère en emploi et en intégration professionnelle. Au Québec, la somme exigée est de 3 243 \$ pour un adulte et de 4 756 \$ pour un couple. Le fédéral demande aussi une preuve de fonds suffisants pour une demande d'immigration par Entrée express : 12 960 \$ pour une personne seule, 16 135 \$ pour un couple ou une personne seule avec un enfant et 19 836 \$ pour un couple avec un enfant.

2. Documents importants

Préparez les documents remis par les autorités canadiennes, votre passeport (valable pour toute la durée de votre séjour), vos billets d'avion et documents de voyage, la liste de tous les biens que vous apportez au Canada, vos diplômes et relevés de notes, vos certificats de naissance et d'état civil, vos lettres de recommandation d'anciens employeurs ou propriétaires de logement, votre carnet de santé et de vaccination, le formulaire d'attestation de sécurité sociale et la preuve de votre assurance privée, s'il y a lieu; votre permis de conduire ainsi que vos relevés bancaires et d'autorisation de transfert de fonds.

3. Numéro d'assurance sociale (NAS)

Obtenez auprès de Service Canada un numéro d'assurance sociale (NAS) pour travailler au Canada et pour bénéficier de prestations gouvernementales.

4. Logement

Réservez, depuis votre pays d'origine, un appartement loué à la semaine. Lorsque vous connaîtrez mieux votre nouvelle ville et vos besoins, vous pourrez visiter des logements. Vous pourriez aussi envisager la colocation avec d'autres nouveaux arrivants ou résidents. En tant que nouvel arrivant, il importe que vous connaissiez bien ce qu'implique la location d'un logement au Canada, vos droits et vos devoirs. La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a élaboré des outils pour les nouveaux arrivants. Si vous optez pour acheter une maison, soyez bien conseillé lors de chacune des étapes du processus et n'oubliez pas tous les frais.

5. Compte bancaire

Lorsque vous aurez obtenu votre NAS (habituellement le jour même), vous pourrez ouvrir un compte bancaire auprès d'une institution financière. La Banque Nationale propose un forfait spécialement conçu pour les nouveaux arrivants.

6. Assurance maladie

Les Canadiens et les résidents permanents (et certains résidents temporaires) du Canada ont accès à des services hospitaliers et à des médicaments offerts gratuitement, grâce au système de santé canadien. Certaines personnes protégées non admissibles au régime de soins de santé provincial ni territorial peuvent avoir accès au Programme fédéral de santé intérimaire de Service Canada. Les personnes ayant un permis d'études ou un permis vacances-travail devront souscrire une assurance maladie privée. Notez enfin que le régime d'assurance public n'inclut pas tous les soins.

7. Permis de conduire

Chaque province et territoire possède sa propre réglementation. Vous devrez peut-être passer un examen ou échanger votre permis pour un document local.

8. Consulat de votre pays

Inscrivez-vous gratuitement au consulat de votre pays d'origine.

9. Biens de valeur

La location d'un coffret de sûreté pourrait vous offrir la tranquillité d'esprit tout en ayant un accès rapide à vos biens. Si vous faites l'acquisition d'une voiture, pensez à l'assurer; c'est obligatoire au Canada! Consultez le site du gouvernement du Canada pour en savoir davantage sur l'assurance auto.

L'assurance habitation est essentielle pour protéger vos biens personnels contre les imprévus. Consultez le Bureau d'assurance du Canada pour plus de renseignements.

S'installer dans un nouveau pays est un projet qui peut paraître colossal. Mais il existe de l'aide, des outils et des spécialistes pour vous accompagner dans cette nouvelle aventure. Et bien vite, vous retrouverez vos repères!

Découvrez comment la Banque Nationale du Canada accompagne les nouveaux arrivants à [bnc.ca/immigrer](https://www.bnc.ca/immigrer).



Dossier spécial QUÉBEC

22 Michèle Boisvert,
déléguée
générale du
Québec à Paris

« Le Québec, c'est la terre
de tous les possibles »

**24 Travailler,
entreprendre,
étudier**

Le Québec vous tend
les bras

**28 Les 17 régions
du Québec
à découvrir**

- 28 Région
métropolitaine de
Montréal
- 34 Capitale-Nationale
- 38 Abitibi-
Témiscamingue
- 40 Bas-Saint-Laurent
- 42 Centre-du-Québec
- 44 Chaudière-
Appalaches

- 46 Estrie
- 48 Gaspésie-Îles-
de-la-Madeleine
- 50 Laval
- 52 Montérégie
- 54 Lanaudière
- 56 Laurentides
- 58 Mauricie
- 60 Saguenay-
Lac-Saint-Jean
- 62 Côte-Nord
- 63 Nord-du-Québec
- 64 Outaouais



© Kristina Wushke

CONTRIBUTIONS

• La rédaction du Journal des Français à l'étranger remercie pour la réalisation de ce dossier la **Délégation générale du Québec à Paris** (www.international.gouv.qc.ca/fr/paris) pour sa précieuse collaboration.

• **Montréal International**, agence de promotion économique du Grand Montréal pour les investisseurs, les organisations internationales, les talents et les étudiants du monde entier.

• **Québec International**, l'agence de développement économique de la ville de Québec et ses environs, via sa plateforme destinée aux personnes souhaitant y immigrer. www.quebecentete.com

• **Autres sources** : État d'équilibre du marché du travail à court et moyen termes, gouvernement du Québec (2019). Occupation et vitalité des territoires, gouvernement du Québec (2018-2022). Emploi-Québec. Site officiel du gouvernement du Québec. Portail du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Un bel Avenir pour vous au Québec, site du gouvernement du Québec. S'installer, étudier et travailler au Canada, Guide Desjardins (2019).

L'application Journal des français à l'étranger.



Disponible sur
App Store

DISPONIBLE SUR
Google play



Propos recueillis par Didier Bras

**MICHÈLE BOISVERT,
DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE DU QUÉBEC À PARIS**

« Le Québec, c'est la terre de tous les possibles »

La proximité entre le Québec et la France va bien au-delà la dimension linguistique. Michèle Boisvert, déléguée générale du Québec à Paris, revient sur ces liens privilégiés qui perdurent des deux côtés de l'Atlantique.

Pouvez-vous nous expliquer les missions de la Délégation générale du Québec à Paris ?

La Délégation générale du Québec à Paris est la représentation diplomatique du Québec en France et à Monaco. Elle promeut les intérêts du Québec et travaille à renforcer la relation franco-québécoise dans tous les domaines. Nos équipes ont des mandats spécifiques à leur secteur, qu'il soit politique, économique, culturel... Notre service économique, par exemple, développe les échanges entre la communauté d'affaires québécoise et française. Notre Direction des services d'immigration, quant à elle, informe les personnes intéressées à s'installer au Québec sur les procédures d'immigration et des conditions du marché du travail et de la vie au Québec. Elle développe et renforce également des partenariats sur l'ensemble de son territoire et organise des activités liées à la mobilité internationale, dont les fameuses missions de recrutement *Journées Québec France*.

Depuis soixante ans, le Québec est reconnu en tant que nation par la France. Quelles sont les répercussions concrètes de ce statut ?

En octobre 1961, à la suite d'un grand ballet diplomatique, le Premier ministre du Québec, Jean Lesage, effectue sa première visite officielle en France. Il est reçu par le Président Charles de Gaulle avec tous les égards dus à un chef d'État. Le 5 octobre est inaugurée la « Maison du Québec à Paris » qui deviendra en 1964, la « Délégation générale du Québec », dotée des privilèges et immunités diplomatiques semblables à ceux octroyés aux pays signataires de la Convention de Vienne.

Cette relation transatlantique unique puise ses origines dans une histoire et une langue commune. La coopération franco-québécoise est née d'une volonté de faire œuvrer Québécois et Français



▲ Michèle Boisvert.

aux progrès mutuels de leur société. Depuis plus d'un demi-siècle, cette volonté politique qui transcende les allégeances partisans a favorisé la pérennité et l'expansion du périmètre des échanges. Les gouvernements du Québec et de la France entretiennent depuis une relation directe et privilégiée en permanente évolution.

En plus des concertations régulières entre les ministères et les institutions françaises et québécoises, cette relation est rythmée tous les deux ans par la rencontre des Premiers ministres de la France et du Québec qui fixent les objectifs de notre coopération. Depuis 1977, ils font le point sur plusieurs travaux et réflexions entre les appareils publics et institutions des deux États. Ces rencontres stimulent aussi le développement de liens

entre organismes et entreprises privés sur différents sujets.

En termes d'emploi, au-delà de la question linguistique, les Français ont-ils des caractéristiques particulières qui poussent le Québec à encourager leur immigration ?

La France est un territoire naturel de recrutement pour les entreprises québécoises parce qu'on y trouve des travailleurs francophones hautement qualifiés. Au-delà la question linguistique qui demeure centrale pour le Québec, les Français partagent avec les Québécois un certain nombre de valeurs. Ils sont de surcroît expérimentés et productifs. De plus, la mobilité ayant été au cœur de notre relation diplomatique, le recrutement est facilité par de nombreuses

ententes. Citons notamment celle sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles (ARM) qui facilite l'exercice de plus de 80 professions réglementées. Ou encore l'entente de sécurité sociale France-Québec. Nos gouvernements encouragent aussi la mobilité des étudiants et jeunes travailleurs. Il existe de nombreux accords entre nos universités et nous bénéficions du concours de l'Office franco-québécois pour la jeunesse qui a permis à plus de 150 000 jeunes Français de trouver un stage ou un emploi au Québec.

Inversement, selon vous, qu'est-ce qui donne envie aux Français de rejoindre le Québec?

Le Québec, c'est l'Amérique en français, la terre de tous les possibles... Ce sont ses grands espaces et sa proximité des centres urbains. Le Québec est créatif, audacieux, innovant... On y retrouve un esprit d'entreprendre nord-américain, un dynamisme économique, une qualité et un coût de la vie attractifs. Son positionnement géographique stratégique, ses ressources naturelles et sa culture unique en font une destination de choix. Montréal est également classée meilleure ville étudiante des Amériques en 2019, selon le classement de QS Best Student Cities 2019.

Comme le montre notre dossier sur les régions, les opportunités d'emploi sont diverses au Québec. Considérez-vous néanmoins que certains secteurs d'activité soient à privilégier?

Selon les prévisions d'Emploi-Québec, il devrait y avoir plus de 1,4 million de postes à pourvoir au Québec d'ici à 2028. Il y a certes des secteurs qui se développent à grande vitesse et qui recrutent davantage que d'autres. Je pense aux technologies de l'information, à l'intelligence artificielle, à la santé ou encore à l'agroalimentaire... Mais les secteurs sont vraiment variés et correspondent à tout type de profils. Ce qu'il faut savoir, c'est que le Québec choisit son immigration. Les offres d'emploi répondent par conséquent à un besoin de main-d'œuvre réel des entreprises.

Au plan géographique, y a-t-il des régions du Québec – notamment celles qui sont moins connues que Montréal ou Capitale-Nationale – qui mériteraient selon vous d'être particulièrement prospectées par les candidats français?

Au-delà des régions que vous citez, le territoire québécois offre par son éten-

due plusieurs spécificités. Les reportages publiés sur les régions du Québec sont dignes d'intérêt car ils reflètent parfaitement les caractéristiques de chaque région. Selon leur géographie, les abords du fleuve Saint-Laurent développent davantage le maritime, les régions centrales le forestier et les régions du Grand Nord se spécialisent dans le secteur minier de par la richesse de leurs ressources naturelles.

« LES FRANÇAIS PARTAGENT DES VALEURS AVEC LES QUÉBÉCOIS ILS SONT DE SURCROÎT EXPÉRIMENTÉS ET PRODUCTIFS. » **MICHÈLE BOISVERT**

Cela étant dit, le marché du travail du Québec est aussi composé de réalités régionales bien distinctes et différentes professions affichent parfois d'importants écarts selon les régions. Vous aurez plus de chance de trouver un emploi dans la restauration, par exemple, dans la région du Bas-Saint-Laurent qu'à Montréal ou à Québec.

Notre dossier rappelle également que l'immigration au Québec est grandement facilitée lorsqu'on dispose de compétences très recherchées ou, d'une manière générale, d'un diplôme de l'enseignement supérieur. Un jeune Français non diplômé n'a-t-il de fait aucune chance, même s'il est prêt à suivre une formation sur place?

En matière d'immigration, le Québec accueille des personnes qui vont pouvoir s'insérer et s'intégrer bien et facilement dans la société québécoise. La facilité de ces candidats à s'intégrer est très importante. Il n'est pas nécessaire d'avoir un diplôme d'enseignement supérieur, mais il importe d'avoir des aptitudes et des compétences. C'est ce que les employeurs recherchent avant tout!

Quelles sont vos attentes à propos des Journées Québec-France?

Tout simplement, je souhaite que les entreprises, autant celles qui ont l'habitude de participer à *Journées Québec France* que celles qui en sont à leur première expérience, soient satisfaites du nombre et de la qualité des candidats rencontrés. Et j'espère surtout que les Français, toujours plus nombreux à s'intéresser au Québec, puissent, grâce à cette mission de recrutement, réaliser une expérience de travail qui changera leur vie. ♦

Le journal DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

magazine • newsletter 7/7 • réseaux sociaux • emarketing

**Leader sur l'information pour la
mobilité internationale des Français :
actualités et services**

Abonnez-vous à notre
newsletter gratuite : en cadeau,
recevez un numéro gratuit du
Journal des Français à l'étranger



**FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER
.FR**





LE QUÉBEC VOUS TEND LES BRAS

Travailler, entreprendre, étudier au sein des 17 régions administratives du Québec

Le *Journal des Français à l'étranger* vous invite à découvrir les nombreuses opportunités de travail, d'études et d'entrepreneuriat au Québec. Nous avons choisi d'aborder ces questions en passant en revue les 17 régions administratives qui constituent cette province francophone du Canada. Chacune d'entre elles a ses particularités géographiques, culturelles, économiques. Des informations à prendre en compte pour choisir sa future destination. Mais avant toute chose, retour sur quelques points incontournables.

Selon les prévisions d'Emploi-Québec, organisme qui dépend du gouvernement québécois, près de 1,4 million d'emplois devraient être à pourvoir dans cette province canadienne d'ici 2028 ! Le vôtre vous attend peut-être déjà... Nombreux sont celles et ceux qui ont rêvé, qui rêvent et qui rêveront d'immigrer au Québec. Terre de tous les possibles, parfois fantasmée, si lointaine et si proche en raison de cette langue en partage. Reste à y voir clair et à mesurer le enjeux d'une telle expatriation. Premier point très important, la province du Québec (le Canada en compte dix) définit ses propres critères d'immigration. Par conséquent, il convient de s'adresser préalablement au Bureau d'immigration du Québec (<https://immigrantquebec.com/fr/preparer/immigrer-sexpatrier-permis-visas/bureau-immigration-quebec-canada>), plutôt qu'à l'ambassade du Canada pour effectuer cette démarche.



© Caglan Sayin

Travailler

★ À chaque région ses besoins

Ici le modèle anglo-saxon prédomine. Autrement dit, le marché du travail québécois se distingue par sa flexibilité, avec des opportunités pour trouver un emploi, mais sans la sécurité de celui-ci telle qu'on l'associe en France, quoique que cette notion soit de moins en moins réelle dans l'Hexagone... Le nouvel arrivant aura souvent l'occasion de commencer par des « petits jobs », un préalable qui participe de cette fameuse « expérience québécoise » et qui rassurera votre futur employeur, celui qui vous proposera ensuite le job de vos rêves. Si la pandémie est bien sûr venue rebattre les cartes de l'accès à l'emploi au Québec comme dans le reste du monde, les opportunités d'emploi demeurent réelles et repartiront probablement fort après la fin de la crise sanitaire. Mais ne nous y trompons pas, le Québec recherche avant tout des profils précis et bien formés professionnellement. Il est délicat de définir de manière globale les professions en

recherche de compétences au Québec.

Les besoins ne sont pas forcément les mêmes dans la région de Montréal, celle de Capitale-Nationale (qui comprend la ville de Québec), ou encore dans celles du Nord-du-Québec ou de l'Outaouais. Ce dossier s'est ainsi attaché à tenter d'identifier les secteurs d'activité dominants, et par conséquent les possibilités d'emploi qui en découlent au sein de ces 17 régions administratives du Québec. Pour les salariés, reste la question du permis de travail dont l'obtention nécessite d'avoir trouvé un emploi avant son départ. C'est à son futur employeur d'en faire la demande, ce dernier devant prouver qu'aucun travailleur canadien n'est en mesure de remplir le poste. Pour un emploi au Québec, il est nécessaire d'obtenir un Certificat d'acceptation du Québec, délivré par les autorités provinciales. Pour autant, il existe des solutions alternatives, notamment pour les plus jeunes qui envisagent d'abord des séjours temporaires.

★ Les secteurs d'activité en devenir

Dans sa stratégie de développement 2018-2022, le gouvernement du Québec a défini un certain nombre d'actions qui visent à renforcer la vitalité économique des régions. En conséquence, et avec les partenaires de terrain, les autorités québécoises ont ciblé des priorités régionales. Celles-ci permettent de faire ressortir des secteurs d'activité qui font l'objet d'un soutien particulier. Dans chacune des régions abordées dans ce dossier, vous trouverez dans la partie correspondante la liste de ces secteurs particulièrement porteurs, que ce soit en termes d'emploi ou d'investissement.

LES SITES INCONTOURNABLES

- **Emploi Québec, le site de référence du ministère du Travail québécois (marché du travail, perspectives, formation...)** : www.emploi.quebec.gouv.qc.ca
- **Un bel Avenir pour vous au Québec.** Cet excellent site du gouvernement du Québec est une très précieuse boîte à outils pour comprendre le marché de l'emploi, mais aussi tous les aspects qui peuvent intéresser le futur immigrant dans la province : formalités administratives, entrepreneuriat, découverte des régions, etc. : <http://unbelavenir.gouv.qc.ca/fr/>
- **Qualifications Québec (informations par professions, sur les salaires, perspectives d'emploi et leur localisation au sein de la province...)** : www.qualificationsquebec.com/reconnaissance-competences/cherchez-votre-profession/
- **Informations générales sur le travail au Québec** : www.quebecmetiersdavenir.com/le-marche-du-travail-au-quebec/
- **Guichet Emploi, site du gouvernement du Canada** : www.guichetemplois.gc.ca/jobsearch
- **Le site Québecentête.com, plateforme de l'agence de développement économique de la ville de Québec et sa région, nommée Québec International.** Cette plateforme est un portail d'informations destiné à orienter et à informer les personnes ayant un projet d'établissement dans la région, ainsi que les nouveaux arrivants dans la ville de Québec et ses environs. www.quebecentete.com/fr/travailler-a-quebec

★ Devenir résident temporaire

Il y a différentes manières d'obtenir ce statut. C'est le cas notamment du Permis-Vacances-Travail (PVT). Pour les Français, il concerne les jeunes âgés de 18 à 35 ans. Il permet de vivre et de travailler pendant deux ans sur tout le territoire canadien. Important : le Canada impose des quotas (variables selon les nationalités) et il est nécessaire d'avoir des économies pour subvenir à ses besoins en début de séjour (au minimum 2 500 \$CA ou son équivalent dans une autre devise). Le Volontariat en entreprise (V.I.E) est une autre option intéressante. Il permet, sous certaines conditions, d'exercer une mission (scientifique, technique, commercial, humanitaire...) dans une entreprise française à l'étranger. Il faut avoir entre 18 et 28 ans pour s'inscrire. Le volontaire reçoit une indemnité. Autre solution avec le programme Mobilité des jeunes travailleurs. Il permet aux jeunes entre 18 et 35 ans d'occuper un CDD de six mois à douze mois au Québec. Ce programme bénéficie d'un accord de mobilité spécifique France-Québec, accordé exclusivement par l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ).

POUR EN SAVOIR PLUS :

- PVT : <https://pvtistes.net/pvt-canada-2021>
- V.I.E : <https://mon-vie-via.businessfrance.fr>
- Programme Mobilité des jeunes travailleurs : www.ofqj.org

★ Le programme régulier des travailleurs qualifiés du Québec (PRTQ)

Ce programme constitue le plus important volet de l'immigration économique du Québec. La sélection pour ce programme se fait à partir d'une grille constituée de facteurs et de critères auxquels un pointage est associé. Les critères pris en compte sont le niveau et le domaine de formation, l'expérience professionnelle, l'âge, les connaissances en français et en anglais, les précédents séjours au Québec, les liens de parenté avec un citoyen canadien ou un résident permanent au Québec, la possession d'une offre d'emploi permanent validée par le ministère québécois, les caractéristiques liées au conjoint,

le nombre d'enfants et la capacité d'autonomie financière.

POUR EN SAVOIR PLUS :

www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/immigrer-installer/travailleurs-permanents/conditions-requises/index.html

★ Le Programme de l'expérience québécoise (PEQ)

Il s'adresse en particulier aux étudiants étrangers qui ont obtenu un diplôme admissible d'un établissement universitaire du Québec et aux travailleurs qualifiés avec une expérience de travail au Québec. Depuis le 26 janvier 2021, les candidats au PEQ doivent présenter leur demande de sélection permanente, transmettre les documents à l'appui de leur demande et payer les droits exigibles exclusivement via le système électronique Arrima (*voir chapitre suivant*).

POUR EN SAVOIR PLUS :

www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/informations/arrima/individus/programme-experience-quebecoise/index.html

★ Le portail Arrima

Toutes les personnes qui souhaitent immigrer au Québec dans le cadre du Programme régulier des travailleurs qualifiés (PRTQ), du Programme des étudiants étrangers (transmission des documents seulement), du Programme de l'expérience québécoise (PEQ) doivent obligatoirement passer par ce portail Arrima. L'accès à cette plateforme est entièrement gratuit.

ACCÉDER AU PORTAIL ARRIMA :

www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/informations/arrima/individus/programme-regulier-travailleurs-qualifies/index.html

★ La fiscalité des particuliers

Le régime fiscal du Québec est semblable à celui du Canada. Généralement, un employeur déduit les impôts et les cotisations de votre salaire. Cet excellent site, édité par Revenu Québec, détaille parfaitement les différents régimes d'imposition.

POUR EN SAVOIR PLUS :

www.revenuquebec.ca/fr/citoyens/votre-situation/nouvel-arrivant/regime-fiscal-du-quebec



© GaudiLab

Entreprendre

★ Le programme d'immigration pour les gens d'affaires

La voie privilégiée pour concrétiser un projet entrepreneurial au Québec consiste à solliciter l'accès à un « programme d'immigration pour les gens d'affaires ». Au nombre de trois, ces programmes sont destinés à celles et ceux qui sont déjà dotés d'une expérience en tant qu'entrepreneur, travailleur autonome ou investisseur (*toutefois, ce dernier programme est actuellement suspendu, en attente de refonte*). D'une manière générale, tous les candidats au programme « gens d'affaires » – entrepreneur, travailleur autonome ou investisseur – doivent démontrer qu'ils ont les moyens de s'établir économiquement dans la province, avec l'intention de s'y installer. Il est à noter que le programme « entrepreneurs » comprend deux volets différents d'attribution.

TOUS LES RENSEIGNEMENTS SUR :
www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/immigrer-installer/gens-affaires/demande-immigration/trois-programmes/entrepreneurs.html#001

★ Voici trois étapes importantes pour s'informer et accéder à ce programme gens d'affaires :

- Faire la distinction entre la sélection et l'admission des gens d'affaires :
www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/immigrer-installer/gens-affaires/demande-immigration/selection-admission.html
- Faire une demande d'immigration d'affaires :
www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/immigrer-installer/gens-affaires/demande-immigration/index.html
- Choisir l'un des trois programmes d'immigration pour les gens d'affaires :
www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/immigrer-installer/gens-affaires/demande-immigration/trois-programmes/index.html

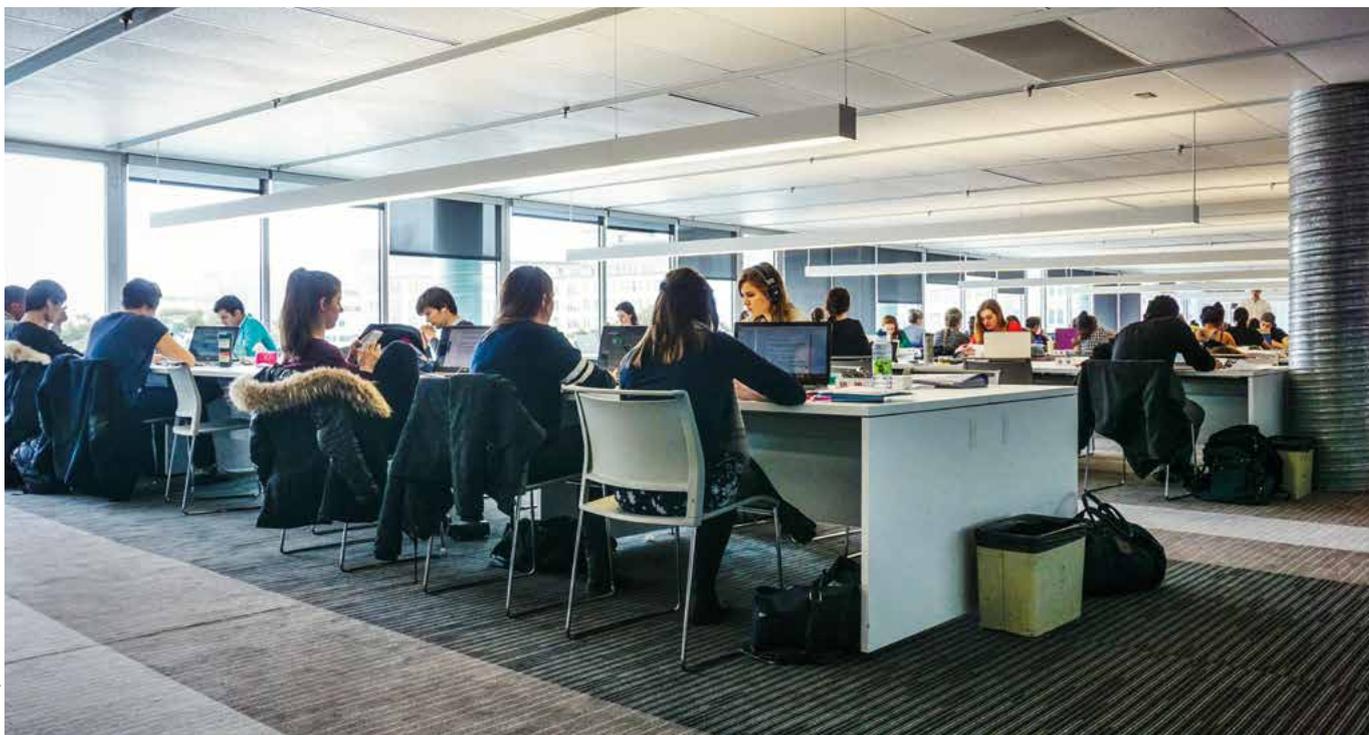
LE SITE INCONTOURNABLE :

- Portail gouvernemental des entreprises au Québec :
www2.gouv.qc.ca/entreprises/portail/quebec

★ La fiscalité des entreprises

Le lien suivant, édité par Investissement Québec et la firme Raymond Chabot Grant Thornton offre des informations très précieuses pour les entreprises étrangères qui envisagent de réaliser un projet d'investissement au Québec. Il présente notamment les principales mesures fiscales qui s'appliquent à une société en exploitation au Québec.

POUR EN SAVOIR PLUS :
www.investquebec.com/documents/qc/publications/FiscaliteAuQuebec.pdf



© ECRoy / Shutterstock.com

Étudier

★ Bilinguisme bienvenu !

Bonne nouvelle, les études au Canada font partie des moins onéreuses en Amérique du Nord ! Au Québec, on estime à environ 40 000 le nombre d'étudiants étrangers qui y poursuivent un cursus. En fonction des établissements, il est possible d'étudier en français, même si le bilinguisme s'impose évidemment ici comme une opportunité pour l'étudiant français.

Bon à savoir : les Français qui s'inscrivent en formation technique ou professionnelle, mais aussi en deuxième ou troisième universitaire bénéficient de nombreux avantages, dont l'exemption de frais de scolarité majorés pour les étudiants internationaux. Pour les formations de premier cycle universitaire, les frais de scolarité sont présents mais réduits. Et pour tous les étudiants français (incluant ceux de premier cycle universitaire) : l'accès au régime de l'assurance-maladie du Québec et à un permis de travail après l'obtention de leur diplôme.

★ Les diplômes d'études collégiales

Ils valident un niveau post-secondaire, dans la perspective de se former à une profession particulière. On dénombre au Québec plus de 100 programmes d'études

supérieures techniques et pré-universitaires dispensés dans une cinquantaine de Collèges d'enseignement général et professionnel (Cegep).

- Accès à tous les Cegep et centres de formation professionnelle par région : www.inforoutefpt.org
- Informations générales sur les Cegep : www.cegepsquebec.ca/nos-cegeps/presentation/quest-ce-quun-cegep/

★ Les diplômes d'études professionnelles

Ils valident un niveau post-secondaire, dans la perspective de se former pour un métier spécifique. On dénombre au Québec plus de 90 programmes d'études professionnelles dans une quarantaine de centre de formation professionnelle (CFP).

- Accès à tous les centres de formation professionnelle par région : www.inforoutefpt.org
- Panorama des formations professionnelles : www.quebecmetiersdavenir.com

★ Les diplômes universitaires

L'ensemble de la province du Québec dispose de dix-huit universités, principalement francophones, mais trois d'entre elles sont anglophones.

LES SITES INCONTOURNABLES

- Liste, emplacements et contacts de toutes les universités du Québec : www.destinationuniversites.ca/accueil/universites-quebecoises
- Guide administratif du gouvernement du Québec pour les étudiants étrangers : www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/PSG/ress_financieres/Guide-CS_EEPA.pdf
- Les démarches légales pour étudier au Québec : www.destinationuniversites.ca/etudiants-etrangers/immigration
- Comprendre le fonctionnement du système universitaire québécois : www.destinationuniversites.ca/accueil/lexique
- Équivalence des diplômes avec la France et liste des documents requis : www.destinationuniversites.ca/etudiants-etrangers/etudiants-francais



TRAVAILLER, ENTREPRENDRE, ÉTUDIER AU QUÉBEC



Montréal

La région métropolitaine de Montréal accueille plus de la moitié de la population du Québec. Très dynamique, urbanisée, très cosmopolite avec 23% de la population née à l'extérieur du Canada, elle est aussi un pôle économique, scientifique et technologique important en Amérique du Nord.

Le Grand Montréal inclut 82 municipalités locales, dont les villes de Montréal, de Laval et de Longueuil, ainsi que les villes des banlieues de la Rive-Sud et de la Rive-Nord. On dit souvent que Montréal marie le charme européen et l'effervescence nord-américaine. C'est aussi un pôle important de la culture francophone. Avec ses festivals (Francofolies, Festival international de jazz et autres), ses musées, salles de spectacles, studios de cinéma et de jeux vidéo, la ville regorge de créativité. La métropole est connue pour sa douceur de vivre en été, avec ses nombreux parcs dont le Mont-Royal, et pour la qualité de

ses infrastructures et activités qui permettent de profiter pleinement des hivers québécois. Si le Grand Montréal vous intéresse, il est intéressant de découvrir son agence de promotion économique qui donne accès à de très larges informations sur la métropole. Il s'agit de Montréal International (www.montrealinternational.com/fr/), qui a la responsabilité d'accueillir dans la région les investisseurs, les organisations internationales, les travailleurs et les étudiants du monde entier. Il s'agit-là d'une ressource incontournable. La métropole fait partie de ces rares grandes villes où le coût de la vie

demeure abordable. Montréal a aussi beaucoup à offrir aux familles qui s'y installent avec des aménagements adaptés à leur intention. Comme partout ailleurs, les démarches liées à la relocalisation peuvent être nombreuses : le logement, l'école pour les enfants, l'emploi, l'obtention d'un permis de conduire, d'un numéro d'assurance sociale, de la carte d'assurance maladie, l'inscription auprès d'un médecin de famille, etc. La clé du succès, c'est de s'informer ! Plusieurs sources d'information et d'accompagnement très efficaces, et pour la plupart gratuites, existent dans le Grand Montréal. Pour les

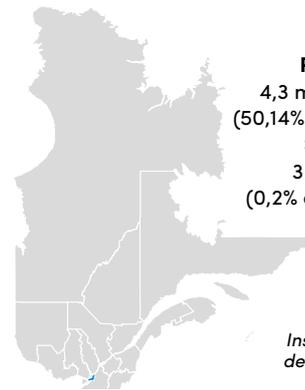
travailleurs internationaux (avec ou sans famille), le nouveau site Talent Montréal (<https://talentmontreal.com>), une initiative de Montréal International, constitue une excellente source d'information pour concrétiser un projet de vie dans la région et y trouver un emploi. Pour les étudiants internationaux, le site Je Choisis Montréal (<https://www.jechoisismontreal.com/fr/>), une autre initiative de Montréal International, contient toutes les réponses aux questions de celles et ceux qui souhaitent étudier à Montréal et y rester après les études. Enfin, pour la réalisation des premières démarches d'installation, la Citim (Clef pour l'intégration au travail des immigrants - <https://citim.org>) offre gratuitement un accompagnement sur mesure.

LES SECTEURS EN DEVENIR

Le dynamisme économique du Grand Montréal s'incarne par la vitalité de nombreux secteurs d'activité. C'est le cas notamment de l'industrie du **jeu vidéo** qui fait l'objet d'une croissance exponentielle. Montréal fait partie des cinq plus grands centres mondiaux de production avec la présence d'entreprises de grande renommée telles qu'Ubisoft, EA, Gameloft, Eidos-Montréal, WB Games, 2K...

Les poids lourds de l'industrie des **effets visuels** sont aussi bien ancrés à Montréal, avec un écosystème qui englobe la création de solutions techniques et l'animation au sein de 35 studios de production et postproduction. La liste des effets visuels de *blockbusters* réalisés à Montréal est longue : *X-Men*, *Apocalypse*, *1917*, *Blade Runner 2049*, *Star Wars*, *Game of Thrones*, et bien d'autres !

Montréal est aussi un leader dans un domaine appelé à façonner le monde de demain, celui de l'**intelligence artificielle**. Avec les travaux de chercheurs émérites comme Yoshua Bengio, une expertise de pointe s'est développée au fil des dernières années. Des géants tels que Google, IBM, Microsoft, DeepMind et Facebook Research ont choisi Montréal pour y implanter des centres de recherche ou d'innovation. Ces groupes peuvent, entre autres,



REPÈRES

Population :

4,3 millions hab.
(50,14% du Québec)

Superficie :

3 840,95 km²
(0,2% du Québec)

Sources :
Institut national
de la statistique
du Québec.

s'appuyer sur un maillage de plus de 600 chercheurs et étudiants en maîtrise, doctorat et postdoctorat au Mila, le plus grand laboratoire de recherche universitaire au monde en apprentissage profond. Les programmes spécialisés proposés par les universités du Grand Montréal sont parmi les plus convoités au monde, avec de très belles perspectives d'emploi.

Parmi les autres secteurs porteurs dans le Grand Montréal, on retrouve l'**aérospatiale**. Avec la présence de géants internationaux tels que Bombardier, Bell Helicopter Textron, CAE, ou encore Pratt & Whitney, on estime qu'une personne sur cinquante travaille dans ce secteur dans la Communauté métropolitaine. Les **sciences de la vie et technologies de la santé** représentent un autre axe caractéristique du dynamisme scientifique de la région.

L'industrie du Grand Montréal fait partie des principales grappes des sciences de la vie sur la côte Est. La métropole possède des forces complémentaires dans les domaines de la biopharmaceutique, du diagnostic, des appareils médicaux, des technologies de la santé et de l'intelligence artificielle, favorisant ainsi les collaborations d'affaires et de recherche. Grâce à un accès au financement, à un état d'esprit qui favorise les projets entrepreneuriaux et au boom récent du secteur, vous trouverez à Montréal une masse critique d'acteurs pour des partenariats stratégiques.

- **Montréal International** : www.montrealinternational.com
- **La guilde du jeu vidéo au Québec** : www.laguilde.quebec/fr/
- **Mila (institut québécois d'intelligence artificielle)** : <https://mila.quebec>

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

Montréal est une porte d'entrée exceptionnelle pour accéder au marché du travail québécois ; elle accueille près de 60% des personnes immigrantes nouvellement arrivées dans la province. Les profils de la population montréalaise témoignent d'ailleurs de cette attractivité puisque plus du tiers des citoyens de la région de Montréal sont aujourd'hui des personnes immigrantes.

Pour autant, les gouvernements accordent une importance aux besoins du marché du travail lorsqu'ils traitent des demandes d'immigration. Selon les prévisions régionales relayées par Emploi-Québec pour 2021, 60% des emplois à pourvoir requièrent un diplôme de formation professionnelle, technique ou universitaire, alors que plus du tiers exigent, au plus, un diplôme d'études secondaires.

L'activité économique de la région de Montréal représente plus du tiers du volume d'ensemble du Québec, avec une part prépondérante (plus de 80%) consacrée aux **services**. Dans ce vaste champ du tertiaire, plusieurs secteurs offrent de belles opportunités aux travailleurs et étudiants francophones, particulièrement ceux de la **santé** et des services sociaux, de l'**éducation**, ainsi que des secteurs de pointe, notamment l'**intelligence artificielle**, les **technologies de l'information et les effets visuels**.

Par ailleurs, le gouvernement du Québec a récemment mis en place un projet pilote d'immigration des travailleurs qualifiés dans les secteurs de la santé (préposées et préposés aux bénéficiaires), de la transformation alimentaire, de l'intelligence artificielle, des technologies de l'information et des effets visuels.

Le projet, qui doit débiter au printemps 2021, vise à sélectionner jusqu'à 550 immigrants annuellement pour chaque groupe sectoriel. D'autres secteurs pourvoyeurs d'emplois sont ceux des **sciences de la vie et technologies de la santé** (dont la biopharmaceutique, les appareils médicaux et toutes les technologies de la santé), des **technologies propres** et de la **finance**.

On peut également relever que la région est un carrefour du **transport des marchandises** et des exportations québécoises, avec près des deux tiers des entreprises exportatrices.



TRAVAILLER, ENTREPRENDRE, ÉTUDIER AU QUÉBEC

Dans un secteur proche de celui des transports, le domaine de la **logistique** est aussi régulièrement en demande de compétences et en pleine expansion. Scale AI, la supergrappe canadienne de l'intelligence artificielle (IA) vouée à la chaîne d'approvisionnement, est basée à Montréal et très active dans l'application des nouvelles technologies dans ce secteur. Des emplois sont aussi à pourvoir dans le secteur secondaire, notamment dans l'**industrie chimique, textile et agroalimentaire**. Montréal accueille aussi plus de 65 **organisations internationales**, dont 4 sièges de l'ONU, ce qui lui confère la troisième place parmi les villes accueillant ce type d'instances en Amérique du Nord. Parmi les plus prestigieuses, notons l'Organisation de l'aviation civile internationale, l'Institut de statistique de l'Unesco, le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, ainsi que l'Agence mondiale antidopage. Chercher un emploi peut s'avérer un processus complexe. Pour trouver l'opportunité de rêve, il faut bien s'informer sur les réalités et spécificités locales. Des guides professionnels sur place sont disponibles, ainsi que de nombreux organismes communautaires qui offrent gratuitement des services en employabilité très pertinents et efficaces. Le site web de Talent Montréal est une véritable mine d'information sur la vie et le travail à Montréal. De plus, ce site propose un service de recrutement très efficace qui permet aux travailleurs internationaux de postuler à partir de leur pays pour les emplois au sein des entreprises du Grand Montréal. L'équipe de Montréal International propose régulièrement des séances d'information virtuelles sur le marché de l'emploi à Montréal, et accompagne les entreprises montréalaises au niveau des procédures d'immigration de leurs recrues internationales. Montréal International offre le même service aux étudiants internationaux qui souhaitent trouver les premières expériences professionnelles à Montréal via son initiative « Je choisis Montréal », avec une page d'offres d'emplois pour les étudiants et des événements de recrutement.

ENTREPRENDRE

Vous êtes un entrepreneur et vous prévoyez démarrer une entreprise dans un domaine novateur comme l'intelligence artificielle, les jeux vidéo, les sciences de la vie, la cybersécurité, les « deep tech » ou les fintech ? Montréal vous accueillera les bras ouverts. Tous les ingrédients y sont : un environnement pétillant et interconnecté, le soutien institutionnel, des secteurs en pleine croissance ainsi que des incubateurs, des accélérateurs, des investisseurs en capital de risque et des institutions gouvernementales qui ont à cœur le succès des start-up. Tout cela, combiné au fait que le coût de la vie et des affaires à Montréal est le plus bas parmi les grandes villes des États-Unis et du Canada, fait de la métropole un concurrent sérieux de la Silicon Valley et autres villes nord-américaines pour attirer les entrepreneurs internationaux qui visent le marché nord-américain. L'entrepreneuriat est fortement encouragé par différents paliers de gouvernement. Dix pôles de compétitivité (appelés localement « grappes industrielles ») ont été définis, soutenus par des investissements conjoints du gouvernement du Québec, du gouvernement du Canada et du secteur privé. L'objectif : faire grimper, d'ici 2030, le Grand Montréal parmi les dix régions métropolitaines d'Amérique du Nord affichant la plus grande croissance du PIB par habitant. Parmi leurs avantages, ces grappes industrielles facilitent les interactions et les complémentarités entre les entreprises qui les composent. En 2019, Montréal a vu naître Bonjour Start-up Montréal, un organisme à but non lucratif dont la mission est d'accélérer la création, la croissance et le rayonnement des start-up de Montréal, ainsi que de positionner la métropole parmi les écosystèmes les plus dynamiques au monde. L'interconnectivité entre les grandes entreprises, les paliers gouvernementaux, le monde universitaire et l'écosystème start-up est un point marquant de l'environnement d'affaires de Montréal. Le secteur de l'intelligence artificielle en est un très bon exemple. Le Grand Montréal compte

sept accélérateurs dédiés à cette technologie, neuf centres de recherche et dix-sept laboratoires corporatifs (sept nouveaux l'an dernier). L'intelligence artificielle contribue à la force des secteurs de la robotique, de la fabrication de pointe, des technologies médicales et de la mobilité à Montréal. Plusieurs start-up fondées à Montréal ont vu une croissance impressionnante depuis quelques années, dont Sonder, Hopper, Stradigi AI, Dialogue et la licorne Lightspeed POS Inc., qui a été introduite en bourse en mars 2019 (valorisation de 1,4 milliard de dollars).

En août 2018, le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration a créé le programme immigrant entrepreneur, permettant aux entrepreneurs étrangers de lancer leur start-up au Québec. Le volet 1 du programme est justement destiné aux start-up, soit des entrepreneurs souhaitant créer et exploiter une entreprise innovante pour laquelle une offre de service est obtenue d'un accélérateur d'entreprises, d'un incubateur d'entreprises ou d'un centre d'entrepreneuriat universitaire.

- Établir votre start-up à Montréal : www.montrealinternational.com/fr/investir/votre-startup-a-montreal
- Bonjour Startup Montréal : www.bonjourstartupmtl.ca
- Montréal New Tech : www.montrealnewtech.com
- Informations sur les grappes industrielles : <https://cmm.qc.ca/projets/grappes-metropolitaines>
- Information sur le programme immigrant entrepreneur : <http://unbelavenir.gouv.qc.ca/fr/entreprendre-index.php>

ÉTUDIER

Montréal s'illustre au classement QS Best Student Cities 2019, occupant le premier rang des meilleures villes étudiantes des Amériques et la deuxième place dans le monde pour l'expérience étudiante. Les étudiants choisissent Montréal pour bénéficier de programmes uniques au monde, d'une opportunité d'étudier en français et en anglais, mais aussi pour profiter du dynamisme culturel de la ville, de son environnement sécuritaire et de son marché du travail porteur.



© Firefighter Montreal

Dans la métropole, on compte plus de 50 000 étudiants internationaux dans les 11 universités, 60 collèges (Cégep) et 50 centres de formation professionnelle. Environ le quart d'entre eux sont des Français. Avec le plus grand bassin de chercheurs universitaires, le pôle de recherche du Grand Montréal est l'un des plus financés au Canada. Les étudiants internationaux trouveront toutes les informations pertinentes pour un projet d'études à Montréal sur Je choisis Montréal, le portail des étudiants internationaux du Grand Montréal. Il propose une mine d'informations sur les études (y compris sur les formations pré-universitaires et techniques), mais aussi plus largement sur l'immigration et le mode de vie dans la métropole. Par ailleurs, la page Connexion Études permet

aux étudiants intéressés par un projet d'études à Montréal d'y compléter leur profil afin de trouver l'établissement qui correspond à leurs critères.

Bon à savoir : Je choisis Montréal propose aussi une multitude d'activités en recrutement qui mettent en communication les étudiants/diplômés avec les entreprises montréalaises. Une page d'offres d'emplois, ainsi que des événements de recrutement réguliers, permettent aux étudiants internationaux de trouver un premier emploi. À noter : les étudiants internationaux peuvent travailler jusqu'à vingt heures par semaine pendant les cours et à temps plein pendant les congés et vacances (avec un permis d'études à temps plein valide). Après les études, il est

possible d'obtenir le Permis de travail post-diplôme, un permis de travail ouvert pour une durée maximum de trois ans. Ceux qui souhaiteront transformer un projet d'études en projet de vie et rester à Montréal trouveront sur le portail toutes les informations pertinentes.

- Je choisis Montréal : www.jechoisismontreal.com
- Connexion études : www.jechoisismontreal.com/fr/connexion-etudes/
- Liste de tous les établissements d'enseignement dans le Grand Montréal : www.jechoisismontreal.com/fr/etablissements-denseignement-montreal



ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR :
WWW.FRANCAISALETRANGER.FR
 MOT CLÉ : MONTRÉAL



LA CITIM

LE PARTENAIRE INCONTOURNABLE

L'ARRIVÉE ET LES PREMIÈRES DÉMARCHES ADMINISTRATIVES, QUEL ACCOMPAGNEMENT ?

Vous venez de débarquer et la liste des tâches à accomplir s'annonce longue. Trouver un logement, comprendre comment fonctionne le système de santé, faire l'inscription des enfants à l'école, trouver une crèche ou plutôt une garderie pour bébé, ouf!

Et que dire de ce numéro unique à chaque individu et nécessaire pour travailler, le NAS (numéro d'assurance sociale)? Et le permis de conduire, la carte d'assurance maladie et la panoplie des cartes bancaires: carte de crédit, débit? Dès l'ouverture de votre compte en sol québécois, vous constaterez que le système bancaire est bien différent de celui de la France.

Pour éviter de vous perdre dans ce tourbillon, il existe des organismes communautaires pour vous renseigner. Il y a par exemple la CITIM (Clef pour l'intégration au travail des immigrants), située en plein centre-ville de Montréal. Un de ses atouts est la bonne connaissance de la culture française, car la CITIM a vu le jour il y a 34 ans sous la forme d'un club de recherche en emploi pour les ressortissants français. Aujourd'hui, l'OBNL continue à innover et diversifier ses services en desservant gratuitement toutes les personnes qui viennent d'arriver au Québec avec un visa de résident permanent (un grand nombre de PVTistes français), un permis de travail temporaire ou un permis d'étude.

Au sein de cette grande famille de professionnels en conseils, vous allez bénéficier d'un accompagnement personnalisé et de sessions de groupe pour mieux gérer vos démarches indispensables. Êtes-vous familiarisés avec les valeurs démocratiques et québécoises, les codes culturels en emploi et le cadre légal dans le monde du travail? Si ce n'est pas le cas, rien de plus utile que de suivre les sessions Objectif Intégration offertes en partenariat avec le ministère de l'Immigration, de la Francisation

et de l'Intégration (MIFI). De plus, selon votre admissibilité, vous pourriez être éligible à une allocation de participation à la totalité de la session. Et au cas où vous auriez des questionnements liés à des permis et des statuts, les webinaires avec des professionnels en droit de l'immigration répondront à vos besoins. Pour les dates à venir, veuillez consulter régulièrement l'agenda de la CITIM.

La recherche d'emploi, bien plus qu'un CV!

Une fois bien installée, la quête d'un emploi peut commencer. Qui dit « recherche d'emploi » pense spontanément au CV. Peut-on « importer » le CV à la française au Québec? Pas vraiment. « Adieu » photo, date naissance et autres informations personnelles, « bonjour » présentation des compétences et description des tâches effectuées dans les différents postes. Avoir un diplôme ne suffit pas pour convaincre qu'on sait accomplir les tâches. L'expérience de travail est primordiale. Le CV est un outil de vente, qui permet de démontrer qu'on a l'expertise et les qualités nécessaires pour le poste visé. Les employeurs recherchent une personnalité, une attitude et des compétences techniques. Faire un CV qui retient l'attention des recruteurs est tout un art, heureusement vous pouvez être accompagné pour le faire, durant des ateliers de groupe dédiés et par le biais d'un(e) conseiller(ère) qui pourra vous guider! Munis d'un CV à la québécoise, vous démarrez la recherche de la « job » rêvée. Mais comment s'y prendre? Répondre à des offres d'emploi, est-ce suffisant?

Marché caché et réseautage, tout un réseau pour vous aider!

Où et comment trouver des offres d'emploi? La CITIM vous propose un atelier sur les ressources et une banque

d'offres d'emploi affichées sur son site. Sachez que les offres d'emploi publicisées sur différents sites et plateformes représentent environ 20% des possibilités d'emploi disponibles, 80% sont dans le « marché caché ». Mais comment trouve-t-on du travail alors? Le réseautage est un moyen puissant. Mais attention, le réseautage n'est pas du piston. C'est une façon de communiquer par personnes interposées pour obtenir de l'information sur notre domaine, apprendre l'existence de possibilités d'emploi, se faire connaître par les employeurs et se démarquer. Comment faire, par où commencer quand on vient juste d'arriver dans le pays? Des organismes comme la CITIM vous font découvrir l'art du réseautage, en participant à des ateliers thématiques. La CITIM facilite aussi votre accès au marché caché par l'entremise d'un réseau d'entreprises.



L'entrevue ou comment bien se « vendre »

Avec persévérance, vous allez certainement décrocher une entrevue. Mais à quoi ressemble-t-elle cette entrevue en sol québécois? Globalement, c'est relaxe, on vous tutoie, on vous sert à boire, on essaie de vous mettre à l'aise pour vous connaître à votre meilleur. Mais ne baissez pas la garde, tout n'est pas gagné. Vous devez démontrer à l'employeur que vous êtes la personne idéale pour son poste. Pour réussir ce défi, la préparation est indispensable et on est là pour vous aider. Atelier de groupe, accompagnement individuel et simulation d'entrevue filmée, à la CITIM, on met tout en œuvre pour assurer votre succès en entrevue.

Vos premiers pas en entreprise au Québec

Une fois votre emploi décroché, l'intégration se poursuit. Les codes culturels en entreprise sont différents et parfois surprenants: des contrats de travail écrits qui sont inexistantes ou très sommaires; la relation et la proximité qu'entretiennent un patron et son employé, les heures supplémentaires parfois mal perçues, etc. Autant de situations qui peuvent vous dérouter, mais à la CITIM nous avons une ressource dédiée pour répondre à toutes vos questions au fur et à mesure de votre cheminement en entreprise. Et puis, si vous êtes installés dans la métropole en recherche d'un emploi dans des domaines comme le tourisme, la restauration, les TI, les employeurs exigeront probablement une connaissance de la langue

anglaise. En cas de besoin, la CITIM vous offre des cours de conversation en anglais en soirée à seulement 2,50\$/h. Ce service est une exception à l'offre gratuite et un investissement pour votre intégration. Ça y est, vos valises se remplissent et votre bagage de connaissances en installation et employabilité est maintenant un peu plus complet. Destination Canada, installation à Montréal? La CITIM vous attend. Vous serez toujours les bienvenus pour rencontrer du monde, vous informer et être soutenus dans la réalisation de votre rêve en sol québécois. Voir plus loin pour votre intégration: la CITIM est aussi reconnue pour son expertise concernant les ingénieurs diplômés à l'étranger et les PVTistes.

Avec la collaboration de Ariane Gingras, conseillère aux entreprises à la CITIM



TRAVAILLER, ENTREPRENDRE, ÉTUDIER AU QUÉBEC



Québec

© I11 photo

Capitale-Nationale

Bienvenue dans le berceau du Québec, au cœur d'une région qui associe patrimoine historique, vie culturelle, attraits touristiques et dynamisme économique, particulièrement dans le secteur tertiaire.

Cette région qui inclut l'actuelle ville de Québec est le berceau de la Nouvelle-France. C'est à l'île d'Orléans et sur la côte de Beauport par exemple que se sont établies plusieurs des familles fondatrices du Québec. Ce sont ces mêmes familles qui, par besoin d'espace, ont essaimé entre autres sur la Côte-du-Sud et dans Charlevoix, désormais rattaché à la région. Très active en recherche et développement, la région de la Capitale-Nationale compte de nombreux centres de recherche qui emploient du personnel spécialisé dans les hautes technologies telles les techniques biomédicales, l'optique-photonique, la géomatique et les technologies de l'information. Elle est aussi le deuxième pôle d'attraction des immigrants au Québec. Au-delà de son rôle administratif,

la ville de Québec offre une réelle qualité de vie. Au plan touristique, elle est la seule en Amérique du Nord dont les fortifications – joyau du patrimoine mondial de l'Unesco – sont encore pratiquement toutes intactes. En leur sein se trouvent notamment le superbe château Frontenac et le parc des Champs-de-Bataille, lieu de mémoire des épisodes militaires marquants de l'histoire de l'Amérique. Parmi ses autres atouts, il convient aussi de noter que la ville de Québec se situe au quatrième rang des villes les plus sûres dans le monde, selon la dernière étude de la plateforme participative Numbeo ainsi qu'au deuxième rang des meilleures villes pour les familles selon Movinga (2020). Non loin du centre-ville de Québec, la chute Montmorency et ses 86 mètres de hauteur, à l'embouchure

de la rivière éponyme et partagée administrativement entre la ville de Québec et la commune de Boischatel, fait aussi partie des visites incontournables. Toutefois, la plus grande partie du territoire de la Capitale-Nationale est forestière. À une centaine de kilomètres de la capitale provinciale, la sous-région de Charlevoix, au relief impressionnant entre fleuve et montagne, illustre de la beauté de la nature environnante. De fait, l'offre culturelle et touristique est très importante dans cette région. Au plan administratif, la région de la Capitale-Nationale est divisée en sept municipalités régionales de comté (MRC): l'agglomération de Québec, Charlevoix, Charlevoix-Est, la Côte-de-Beauport, la Jacques-Cartier, L'Île-d'Orléans et Portneuf.

LES SECTEURS EN DEVENIR

L'agroalimentaire occupe une part importante de l'activité économique régionale, ceci à tous les niveaux de la chaîne: production, transformation, jusqu'aux lieux de vente. La politique régionale vise d'ailleurs à la remise en production des terres agricoles inexploitées, au développement des marchés, au soutien à l'entrepreneuriat et à l'emploi dans ce secteur.

Les **hautes technologies** présentent un potentiel de croissance très important, la région se distinguant dans plusieurs secteurs de pointe, notamment les techniques biomédicales, l'optique-photonique, la géomatique et, d'une manière plus générale, les technologies de l'information et de la communication.

Par ailleurs, la région de la Capitale-Nationale présente des disparités dans l'accès au **numérique** (internet et réseau cellulaire). Par conséquent, cette activité présente une importante marge de développement.

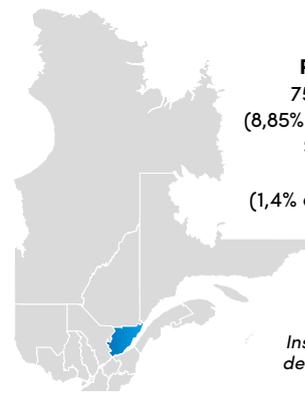
L'**activité forestière** fait également l'objet de projets de valorisation, particulièrement dans le domaine de la biomasse, largement disponible compte tenu des superficies disponibles, avec le projet à terme de valoriser le recours à cette énergie renouvelable qui présente l'avantage d'une assez faible empreinte carbone.

Le **tourisme**, ancré dans les propositions de découverte de la nature et une offre culturelle très diversifiée, est un autre axe important de l'activité régionale.

C'est le cas également au niveau des **transports**, notamment publics, compte tenu de l'évolution démographique attendue et de la concentration des services dans les pôles urbains.

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

L'attractivité de cette région en termes d'employabilité est considérable, avec un taux de chômage sous la barre de 5% depuis 2006, et même sous la barre des 3,5% en 2019, soit une situation de plein-emploi. Si les conséquences économiques de la crise sanitaire amènent aujourd'hui à pondérer ces taux, il n'en demeure pas moins que l'attractivité de la région est appelée à se poursuivre. La région de Québec est actuellement l'une des plus résilientes au Canada avec un taux de chômage de 4,7% (janvier 2021).



REPÈRES

Population :
757 065 hab.
(8,85% du Québec)
Superficie :
18 643 km²
(1,4% du Québec)

Sources :
Institut national
de la statistique
du Québec.

Pour autant, il est bon de rappeler que l'accès à l'emploi en tant qu'immigrant, dans cette région comme dans l'ensemble de la province, suppose un bon niveau de qualification, universitaire, et plus encore, professionnel (voir article d'ouverture du dossier sur les conditions d'immigration, p. 7).

Le manque de main-d'œuvre concerne un **nombre croissant d'entreprises**. En cause, la conjonction de la baisse de la population active, le vieillissement de la population et le dynamisme économique de ces dernières années.

Les emplois à pourvoir se trouvent dans de multiples domaines, mais certains secteurs présentent un potentiel évident. C'est le cas de l'**agroalimentaire**, du bioalimentaire, de l'hébergement et de la restauration, du commerce de gros et de détail, des technologies liées à la problématique du **développement durable**, mais aussi des **soins de santé** et de l'**assistance sociale** compte tenu du vieillissement de la population. Par ailleurs, le secteur des **assurances et des services financiers** connaît un essor particulier dans la ville de Québec qui accueille quelque dix sièges sociaux de sociétés pour un ensemble de 17 000 postes.

Il en va de même pour les différents segments d'emploi qui constituent le secteur des technologies de l'information et de la communication.

L'**électronique** occupe aussi une part importante avec quelque 540 entreprises présentes, à la source de 19 500 emplois. Des compétences dans le **service à la clientèle** et les métiers de la montagne sont aussi recherchés, boostés notamment par le développement du massif de Charlevoix, un projet récréotouristique majeur. Très active en recherche et développement, la région de la Capitale-Natio-

nale compte de nombreux centres de recherche qui emploient du personnel spécialisé dans les hautes technologies telles les techniques biomédicales, l'optique-photonique, la géomatique et les technologies de l'information.

ENTREPRENDRE

Les raisons sont nombreuses pour bâtir ou investir dans un projet entrepreneurial dans la région de la Capitale-Nationale et celle de Chaudière-Appalaches, et plus largement au Québec. D'une part, l'emplacement géographique de la province offre une proximité avec les marchés porteurs d'Amérique du Nord. Ajoutons les infrastructures de transports de qualité, une main-d'œuvre locale très qualifiée, la souplesse administrative et une fiscalité qui fait partie des plus intéressantes en Amérique du Nord. Il est important de noter que le gouvernement du Québec a défini des créneaux d'excellence pour chaque région de la province. En ce qui concerne la région Capitale-Nationale, ils sont au nombre de quatre :

- **Aliments Santé** : en pleine croissance, ce créneau vise à développer les offres alimentaires les plus respectueuses de la santé humaine, dans un contexte où l'industrie bioalimentaire génère près de 9% des emplois de l'ensemble du secteur agroalimentaire québécois. <https://alimentssante.ca/>

- **Québec BVI** : Véritable réseau d'affaires structuré, Québec BVI regroupe les acteurs du domaine du bâtiment vert et intelligent, qu'ils soient concepteurs, manufacturiers ou autres, autour d'un objectif commun : imaginer et façonner le futur de l'industrie du bâtiment. En mettant en place des initiatives novatrices et des projets de développement concrets, ce regroupement soutient l'expertise distinctive que possède la région de Québec et la positionne comme pôle d'excellence en matière de : bâtiments à faible empreinte écologique ; bâtiments à faible consommation énergétique ; produits architecturaux responsables ; technologies innovantes pour les bâtiments.

- www.economie.gouv.qc.ca/bibliotheques/creneaux/batiment-vert-et-intelligent/

- www.quebecinternational.ca/fr/quebec-bvi



TRAVAILLER, ENTREPRENDRE, ÉTUDIER AU QUÉBEC



Québec

© R.M. Nunes

• **Québec Epix:** Il s'agit d'un grand regroupement d'entreprises et d'acteurs technocratifs en jeu vidéo, en animation et en expériences immersives de la région de Québec. Ce haut lieu de collaboration et de mobilisation est propulsé par une volonté de contribuer à l'innovation, à la croissance et au positionnement de l'industrie des technologies créatives de la grande région de Québec. Par ses projets et activités, Québec Epix permet aux entreprises de toutes tailles d'unir leur vision et leurs compétences dans la mise en place d'initiatives de collaboration, d'échanges et de partenariat pour : stimuler leur compétitivité; positionner l'industrie technocrative de Québec sur la scène internationale; favoriser l'innovation et la R-D. Ce faisant, Québec Epix vise à propulser la reconnaissance internationale et les retombées économiques de l'industrie régionale, ainsi qu'à accroître les synergies d'affaires et d'innovation avec les partenaires de l'écosystème.

- www.economie.gouv.qc.ca/bibliotheques/creneaux/quebec-epix/
- www.quebecinternational.ca/fr/quebec-epix

• **Québec Vitae:** Québec Vitae est un regroupement voué à l'essor et à la croissance de l'écosystème des sciences de la vie et des technologies de la santé (SVTS) de la région de Québec. Grâce à ses projets et à ses

activités, Québec Vitae met en place les leviers nécessaires au développement d'une industrie plus forte, plus compétitive et encore plus performante. Ce regroupement mobilise des acteurs du domaine des affaires, des finances, de la recherche ainsi que des décideurs publics, tous ayant à cœur le développement du secteur des SVTS de la grande région de Québec. Les enjeux prioritaires identifiés collectivement par les membres du regroupement guident la stratégie et les actions de Québec Vitae. De plus, Québec Vitae contribue au rayonnement des forces de l'écosystème SVTS de la région en mettant de l'avant sa capacité à : transformer la recherche en succès commerciaux; attirer des capitaux; développer des infrastructures de pointe; assurer la création et la croissance d'entreprises innovantes et prospères.

- www.economie.gouv.qc.ca/bibliotheques/creneaux/quebec-vitae/
- www.quebecinternational.ca/fr/quebec-vitae
- www.linkedin.com/showcase/quebec-vitae/
- www.quebecentete.com, plateforme de l'agence de développement économique de la ville de Québec et sa région, nommée Québec International. La plateforme Québecentete.com est un portail d'informations destiné à orienter et à informer les personnes ayant un projet d'établissement dans la région, ainsi que les nouveaux arrivants dans la ville de Québec et ses environs.

ÉTUDIER

La région de la Capitale-Nationale compte quatre universités:

- **L'Université Laval**, à la réputation internationale, accueille 48 000 étudiants et plus de 1 000 professeurs répartis dans 17 facultés. Elle propose 500 programmes tous cycles confondus, 6 formules d'enseignement flexibles, plus de 1 000 cours à distance, mais aussi une importante offre de formation continue.

- www.ulaval.ca/les-etudes.html

- **L'Université TÉLUQ** a la particularité d'être une université d'enseignement à distance affiliée au réseau de l'Université du Québec. Elle propose des cursus du premier au troisième cycle et comprend quatre départements : sciences de l'administration ; éducation ; sciences et technologies ; sciences humaines, lettres et communication.

- www.teluq.ca

- L'INRS

L'Institut national de la recherche scientifique (INRS) accueille environ 700 étudiants par an, dont 60% sont internationaux. Il offre des programmes multidisciplinaires de 2^e et 3^e cycles visant à former la relève scientifique dans des secteurs stratégiques comme les sciences de l'eau, de la terre, de la santé, des matériaux ou encore dans les télécommunications. L'établissement peut s'appuyer sur quatre centres de recherche, dont un est situé à Québec : le Centre Eau Terre Environnement.

- <https://inrs.ca>

- L'ENAP

L'École nationale d'administration publique (ENAP) offre des programmes d'études en 2^e et 3^e cycles en administration publique. Elle accueille plus de 1700 étudiants et forme les futurs hauts fonctionnaires au Québec et au Canada : gestion municipale et régionale, diplomatie, administration publique, gestion de la santé et des services sociaux, etc.

- www.enap.ca/enap/fr/accueil.aspx

Pour les personnes intéressées par les études à Québec:

- www.quebecentete.com/fr/etudier-a-quebec/



ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR :
WWW.FRANCAISALETRANGER.FR
MOT CLÉ : CAPITALE-NATIONALE



CRYSTAL FINANCE

Conseil patrimonial international

Clientèle privée & non-résidente

www.crystal-finance.com

Contactez-nous directement au :



+33 4 67 04 66 36

contact@groupe-crystal.com



Rouyn-Noranda

© Joël Bourgain

Abitibi-Témiscamingue

Faisant partie des plus vastes régions du Québec mais peu peuplée, l'Abitibi-Témiscamingue a néanmoins enregistré une sensible augmentation de sa population depuis les dix dernières années.

À l'ouest du Québec, à la frontière de l'Ontario, l'Abitibi-Témiscamingue est réputée pour ses forêts et ses quelque 20000 lacs. C'est une région qui reste encore plutôt méconnue et qui accueille peu d'immigrants. Très majoritairement francophone, la région fut annexée au Québec en 1898. Le territoire s'est ouvert tardivement à l'immigration, au début du XX^e siècle. Son économie est essentiellement tournée vers l'exploitation des ressources naturelles – forêts, mines (la région est la première productrice d'or du Québec) – ainsi que sur l'agriculture et les élevages bovins. Au plan administratif, l'Abitibi-Témiscamingue est répartie en quatre municipalités régionales de comté (MRC) auxquelles il convient d'ajouter un territoire équivalent qui fait aussi office de chef-lieu régional, la

ville de Rouyn-Noranda. Les MRC de Rouyn-Noranda et Val-d'Or sont les plus urbaines, celles d'Amos, de La Sarre et de Témiscamingue sont à la fois urbaines et rurales.

LES SECTEURS EN DEVENIR

La région se distingue par la richesse de ses ressources naturelles. C'est le cas notamment avec son **potentiel forestier** et toutes les activités qui portent sur la transformation de cette richesse. Ce secteur forestier et de traitement du bois est particulièrement présent dans les municipalités régionales de comté (MRC) d'Abitibi, d'Abitibi-Ouest et de Témiscamingue. Par conséquent, les **systèmes de construction en bois** font ici partie des secteurs économiques à fort potentiel. Les **ressources minières** sont aussi très importantes, particuliè-

rement dans la municipalité régionale de comté de la Vallée-de-l'Or et sur le territoire de la ville de Rouyn-Noranda. Ce créneau d'excellence, désigné sous l'appellation de « techno-mines souterraines » repose sur les importants gisements de cuivre, de zinc, de nickel et d'or. Les municipalités régionales de comté de Témiscamingue et d'Abitibi-Ouest sont quant à elles portées davantage sur l'agriculture nordique axée sur la **production bovine**. Par ailleurs, la région est aussi attractive au niveau de ses services **d'enseignement** et de **recherche**, et des services de génie. Les entrepreneurs en construction, et d'une manière plus large ceux du secteur de la **fabrication industrielle** (métallique, plastique, etc.), bénéficient d'une reconnaissance internationale.

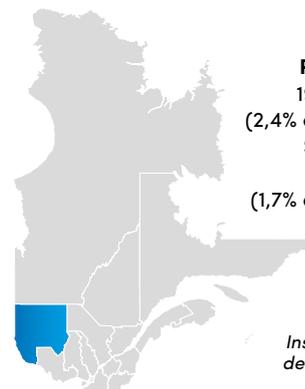
D'autre part, dans le cadre de sa stratégie 2018-2022, le gouvernement du Québec a pointé la nécessité de développer l'accès à **Internet** haute vitesse et la **téléphonie cellulaire** sur l'ensemble du territoire de l'Abitibi-Témiscamingue. Les compétences dans ces domaines sont ainsi appelées à être sollicitées.

- Site officiel de la ville de Rouyn-Noranda : www.ville.rouyn-noranda.qc.ca
- Découvrir l'Abitibi-Témiscamingue : www.bonjourquebec.com/fr-ca/ou-aller/regions-du-quebec/abitibi-temiscamingue
- Informations sur l'emploi : www.emploi.quebec.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/pdf/Regions/Abitibi-Temiscamingue/08_Perspectives-emploi-profession_2015-19.pdf

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

Avec un taux de chômage moyen autour de 3,9% début 2020 selon Statistique Québec, l'Abitibi-Témiscamingue occupait la troisième place en termes d'employabilité, même si les conséquences économiques de la crise sanitaire amènent aujourd'hui à pondérer ce taux. Mais c'est un fait établi, l'Abitibi-Témiscamingue – qui fait partie, avec la Côte-Nord et le Nord-du-Québec, des trois régions qui ont connu la plus forte baisse du chômage sur ces dix dernières années – connaît une pénurie de main-d'œuvre dans plusieurs secteurs d'activité, notamment dans l'**industrie minière** et les activités qui découlent de cette dernière. Emploi Québec relève également que dans la tranche d'âge 25-34 ans, un jeune sur six ne possède ni certificat, ni diplôme, ni grade. Les profils diplômés et bien formés sont donc ici fort recherchés.

Au plan industriel, la **transformation des matières premières** est une importante source d'emplois. Au sein du créneau d'excellence des techno-minessouterraines, le groupe MISA est un grand fleuron régional, provincial, et même national. Son champ de compétences concerne les géosciences, le forage, l'extraction du roc, le numérique et les professions de l'environnement minier en général. L'envergure de cette société la rend intéressante pour des professionnels en recherche d'emploi dans ces domaines. La région peut aussi s'enorgueillir d'accueillir sur son



REPÈRES
Population :
197 987 hab.
(2,4% du Québec)
Superficie :
22 185 km²
(1,7% du Québec)

Sources :
Institut national
de la statistique
du Québec.

territoire la seule **fonderie de cuivre** au Canada. Il s'agit de la fonderie Horne, qui a commencé son exploitation en 1927 et qui est encore aujourd'hui le plus grand producteur de cuivre et de métaux précieux en Amérique du Nord. Dans le **secteur manufacturier**, les entreprises de bois de sciage, des pâtes et papiers et de la fabrication de produits en bois sont très actives sur les marchés de l'Amérique du Nord. Pour autant, la part du tertiaire gagne en importance dans le PIB régional. Au sein du secteur des services, les **métiers de la santé et de l'éducation** représentent environ 70% des emplois.

- Fonderie Horne : www.fonderiehorne.ca/fr/Pages/home.aspx
- Groupe Misa : www.economie.gouv.qc.ca/bibliotheques/poles/groupe-misa

ENTREPRENDRE

La région entend développer l'innovation et de nouveaux axes de diversification économique. Les idées neuves sont donc ici les bienvenues, notamment dans le secteur du **numérique** et des **technologies de communication**. Si l'exploitation des ressources naturelles occupe une part importante dans l'économie régionale, l'objectif consiste aussi à développer la **deuxième et troisième transformation** de ces matières premières en complément de leur pure exploitation. Une étude réalisée en 2018 par la société québécoise EcoTec Consultants et citée par les services du ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec montrait que 24% des entreprises présentes en Abitibi-Témiscamingue étaient dédiées à la sous-traitance pour l'industrie minière, soit la part la plus importante consacrée à ces activités dans

l'ensemble de la province. Dans sa note stratégique 2018-2022, le gouvernement provincial insistait sur la nécessité de diversifier l'économie régionale avec l'apport de nouvelles entreprises ou organisations liées soit à la sphère culturelle, à l'environnement ou aux nouvelles technologies.

Bon à savoir : la Société de développement du Témiscamingue (SDT) facilite l'avancement des projets des entrepreneurs grâce à sa connaissance des enjeux du terrain. Un partenaire à solliciter pour tout projet entrepreneurial.

- Société de développement du Témiscamingue : www.lasdt.com
- Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue : www.observat.qc.ca

ÉTUDIER

La région de l'Abitibi-Témiscamingue compte un très vaste réseau d'enseignement professionnel, collégial et universitaire qui se décline à travers plus de 220 programmes. Les activités liées à la recherche (avec 10 chaires réparties dans 11 domaines), lui confèrent une réelle expertise qu'elle diffuse dans la province du Québec, et même dans le monde entier. L'université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) est un établissement de renom qui comprend un campus dans chacune des plus grandes villes de la région – Rouyn-Noranda, Val-d'Or, Amos, Mont-Laurier... Elle dispense des savoirs, y compris à distance, dans de très nombreuses disciplines : agriculture, ingénierie, éducation santé, gestion, études autochtones, création et nouveaux médias, développement humain et social, forêts, mines et eaux souterraines...

- UQAT : www.uqat.ca
- Liste, emplacements et contacts de toutes les universités du Québec : www.destinationuniversites.ca/accueil/universites-quebecoises/
- Les Collèges d'enseignement général et professionnel en Abitibi-Témiscamingue : www.cegepsquebec.ca/le-quebec/le-quebec-et-ses-regions/abitibi-temiscamingue/



ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR :
WWW.FRANCAISALETRANGER.FR
MOT CLÉ : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE



Bas-Saint-Laurent

Dotée d'un environnement naturel splendide, cette région présente un réseau de petites et moyennes entreprises étoffé qui offre des opportunités professionnelles diversifiées.

La région du Bas-Saint-Laurent longe la rive sud de l'estuaire du fleuve éponyme. Les régions de Chaudière-Appalaches et de la Gaspésie la bordent au sud-ouest et au nord-est, la province canadienne du Nouveau-Brunswick et l'État américain du Maine au sud. Agricole et forestière, la région est parcourue par la chaîne des Appalaches. Pour les amoureux de la nature et des grands espaces, elle est aussi un lieu privilégié pour observer les grands mammifères qu'on retrouve en forêt et en mer ou pour pratiquer des sports de randonnées et d'observation autonomes ou motorisés. Le Bas-Saint-Laurent est aussi réputé pour ses lacs, ses parcs naturels et ses couchers de soleil, autant d'atouts qui participent à son succès touristique. Le Bas-Saint-Laurent bénéficie d'une position géographique stratégique, avec la proximité de la mer, des services culturels

et administratifs de qualité ainsi que des ressources humaines compétentes. Des atouts propres à séduire les nouveaux arrivants à l'endroit desquels la région souhaite continuer à renforcer ses structures d'accueil et d'enracinement déjà bien présentes, consciente que la dimension démographique est un enjeu crucial pour son développement. La population du Bas-Saint-Laurent est divisée en 8 municipalités régionales de comté (MRC) et compte 114 municipalités avec une plus forte concentration dans les villes de Rimouski, Rivière-du-Loup et Matane, ces trois communes accueillant environ 40% de la population régionale.

LES SECTEURS EN DEVENIR

Initié à l'automne 2020, le **créneau d'excellence acéricole** est intimement associé à l'identité et à la

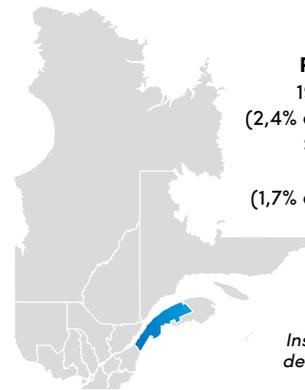
culture québécoise puisqu'il s'agit de la culture et de l'exploitation de l'érable à sucre. Ce créneau vise notamment à soutenir les entreprises de ce secteur en favorisant la recherche et le développement, les différents leviers d'exportation, l'innovation, la communication... Le créneau **Ressources, sciences et technologies marines (RSTM)** repose sur la capture de produits marins, leur transformation, l'aquaculture, ainsi que les biotechnologies et les technologies marines. Sur l'initiative du Bas-Saint-Laurent, au cours des dernières années, la Bretagne et la Côte d'Azur ont tissé plusieurs liens institutionnels et entrepreneuriaux avec ce créneau qui implique également les régions Côte-Nord et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (toute trois bordées par l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent).

Le créneau d'excellence **tourbe et substrats** s'inscrit quant à lui dans une vraie continuité régionale puisque la tourbe y est récoltée depuis près de quatre-vingt-dix ans. Selon les données de l'Association des producteurs de tourbe horticole du Québec, ce secteur génère quelque 2 000 emplois directs et indirects dans l'ensemble de la province. Enfin l'**écoconstruction** est le quatrième créneau d'excellence supporté par le ministère de l'Économie et de l'Innovation québécois. Il est ancré dans les très importantes **ressources forestières** de la région, l'objectif étant ici de développer la production et l'utilisation de produits à moindres impacts environnementaux.

- Les créneaux d'excellence pour la région du Bas-Saint-Laurent : www.economie.gouv.qc.ca/bibliotheques/creneaux/rechercher-un-creneau/
- Portrait régional du Bas-Saint-Laurent : www.economie.gouv.qc.ca/pages-regionales/bas-saint-laurent/portrait-regional/

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

La région du Bas-Saint-Laurent présentait début 2020 un taux de chômage de 5,5% selon les données de Statistique Québec. Traditionnellement, l'**agriculture** et l'**activité forestière** jouent un rôle important dans l'économie locale. Ces deux activités regroupent encore aujourd'hui environ 6% des emplois dans le Bas-Saint-Laurent. Pour autant, la région peut compter sur une économie assez diversifiée, ancrée dans un réseau étoffé de petites et moyennes entreprises. Les secteurs des nouvelles **technologies de l'information**, des technologies et **biotechnologies marines** et du **traitement de l'eau** sont en croissance. Il en va de même pour toutes les activités relatives à la préservation de l'environnement. Le secteur **agroalimentaire** occupe également une place importante dans l'économie régionale. Les services de l'emploi régionaux notent par ailleurs une croissance de l'emploi dans les domaines de l'**enseignement**, de la **santé** et des services sociaux, de la finance, des **assurances** et des services immobiliers. Les activités scientifiques sont aussi florissantes, notamment dans les quatre créneaux



REPÈRES
Population :
 197 987 hab.
 (2,4% du Québec)
Superficie :
 22 185 km²
 (1,7% du Québec)

Sources :
 Institut national
 de la statistique
 du Québec.

d'excellence et dans l'industrie des **technologies de l'information**. D'une manière générale, la région cherche particulièrement à garder – mais aussi à attirer ! – les travailleurs qualifiés en offrant une qualité de vie peu commune autour d'emplois intéressants.

- Emplois dans le Bas-Saint-Laurent : www.bas-saint-laurent.org/travailler

ENTREPRENDRE

Le gouvernement du Québec a exprimé sa volonté d'accélérer la **transformation numérique** et l'**automatisation des entreprises**. Deux priorités qui, avec les axes de développement mentionnés dans la partie « créneaux d'excellence », peuvent constituer de réelles opportunités entrepreneuriales. La recherche qui explore des applications à l'intelligence artificielle dans la plupart des secteurs de force de la région risque fort de créer des opportunités d'affaire pour des start-up à forte croissance. Le secteur manufacturier, bien présent à travers plusieurs grandes entreprises, offre de son côté plusieurs opportunités de sous-traitance tout comme les soins et services de santé.

La région cherche aussi à soutenir les initiatives relatives à l'économie sociale pour mettre en valeur, entre autres, l'autonomie alimentaire dans une logique de développement territorial durable et pour répondre aux besoins des collectivités, tout en tenant compte des réalités économiques et environnementales. Des enjeux pour lesquelles l'économie sociale peut offrir une meilleure garantie de pérennité. L'économie sociale recouvre aussi l'**aide aux personnes âgées**, les besoins étant criants en la matière compte tenu du

vieillesse de la population. Par ailleurs, les **sciences et technologies maritimes** sont plus que jamais un secteur clé du développement du Bas-Saint-Laurent, avec un potentiel de savoir et de savoir-faire illustré notamment par les douze centres de recherche et six centres collégiaux de transfert de technologie (CCTT) présents sur son territoire.

ÉTUDIER

Le réseau d'enseignement du Bas-Saint-Laurent est diversifié et présent sur tout le territoire. Son personnel accessible offre un accompagnement souvent personnalisé. Il est composé de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), de quatre Cegep (collèges d'enseignement général et professionnel) situés à Rimouski, Rivière-du-Loup, Matane et La Pocatière, de deux antennes collégiales (Centre Matapédien d'études collégiales et Centre d'études collégiales du Témiscouata) et de deux instituts spécialisés (Institut maritime du Québec à Rimouski et Institut de technologie agroalimentaire à La Pocatière). La région peut également compter sur un important réseau d'instituts scientifiques et centres de recherche : l'Institut des sciences de la mer de Rimouski, l'Institut Maurice-Lamontagne, Innovation maritime, le Centre spécialisé de technologie physique du Québec, le Centre national du transport en commun, le Centre de développement bioalimentaire du Québec, le Centre de recherche en imagerie numérique, le Centre collégial de transfert de technologie en optique photonique, Solutions Novika, et enfin le Service de recherche et d'expertise en transformation des produits forestiers.

- Université du Québec à Rimouski : www.uqar.ca
- Les Collèges d'enseignement général et professionnel dans le Bas-Saint-Laurent : www.cegepsquebec.ca/le-quebec/le-quebec-et-ses-regions/bas-saint-laurent/
- Organismes et centres de recherche dans le Bas-Saint-Laurent : www.bas-saint-laurent.org/babillards/



ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR :
WWW.FRANCAISALETRANGER.FR
 MOT CLÉ : BAS-SAINT-LAURENT



TRAVAILLER, ENTREPRENDRE, ÉTUDIER AU QUÉBEC



Drummondville

© Drummondville / Eric Beaupre

Centre-du-Québec

La région peut compter sur secteur industriel très diversifié et son implantation géographique, proche de la frontière américaine, favorise les échanges économiques. Autant d'atouts qui participent à la croissance de l'emploi observée ces dernières années.

La région du Centre-du-Québec est située sur la rive sud du Saint-Laurent, en face de la ville de Trois-Rivières, avec les régions voisines des Chaudières-Appalaches au nord, la Montérégie au sud, la Mauricie au nord-ouest et l'Estrie au sud-est. À mi-chemin entre la métropole et la capitale, c'est une région administrativement jeune qui n'a été créée qu'en 1997. Sa population, en croissance depuis une dizaine d'années, se concentre surtout à Drummondville et à Victoriaville, municipalité qui a fait l'objet d'importants projets d'aménagements depuis 2016. Ces deux villes accueillent à elles seules environ la moitié de la population régionale, les autres municipali-

tés étant essentiellement rurales. Au titre de l'identité culinaire, Drummondville peut aussi se targuer d'être la ville de naissance de la poutine, la fameuse spécialité québécoise à base de fromage en grains, frites et sauce brune, servie en son lieu fondateur, le restaurant Roy Jucep, depuis 1964 ! Au plan administratif le Bas-Saint-Laurent est divisé en 5 municipalités régionales de comté (MRC), 79 municipalités et 2 réserves indiennes.

LES SECTEURS EN DEVENIR

Dans sa stratégie de développement 2018-2022, le gouvernement du Québec a défini un certain nombre d'actions qui visent à renforcer la

vitalité économique des régions. En conséquence, et avec les partenaires de terrain, les autorités québécoises ont ciblé des priorités régionales via les « créniaux d'excellence ». Ceux-ci permettent de faire ressortir des secteurs d'activité qui font l'objet d'un soutien particulier. Voici quelques grands axes pour la région du Centre-du-Québec. Le crénial d'excellence **en technologies propres (CETP)** vise à promouvoir les initiatives concourant à la réduction de l'empreinte carbone et au déploiement d'une nouvelle économie verte. Le pôle **textiles techniques** est aussi très prometteur avec un important potentiel d'exportation à l'échelle

internationale. Le créneau d'excellence **bois ouvré**, qui renvoie à la filière de la transformation du bois et de l'ameublement, est actuellement ancré dans un réseau actif de PME. On peut également ajouter le pôle d'excellence québécois en **transport terrestre** qui concerne quant à lui l'ensemble des régions québécoises.

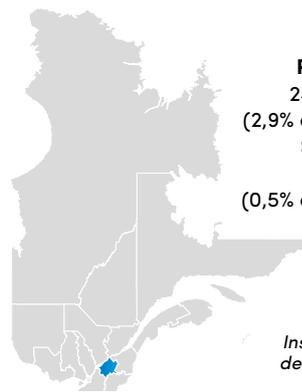
- Les créneaux d'excellence pour la région du Centre-du-Québec : www.economie.gouv.qc.ca/bibliotheques/creneaux/rechercher-un-creneau/
- Pôle d'excellence transport terrestre : www.economie.gouv.qc.ca/bibliotheques/poles/transport-terrestre/
- Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie textile du Québec (CSMO) : www.csmotextile.qc.ca
- Portrait régional du Centre-du-Québec : www.economie.gouv.qc.ca/pages-regionales/centre-du-quebec/

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

L'économie locale est assez diversifiée dans cette région qui pouvait se targuer d'un taux de chômage de seulement 3,9% début 2020 selon les données de Statistique Québec. Les activités agricoles participent de manière importante aux ressources régionales avec la présence de quelque 900 fermes laitières et des entreprises de production et de transformation alimentaire, mais bon nombre d'emplois – quasiment un emploi sur quatre – se trouvent dans le **secteur manufacturier**, la région occupant le premier rang dans ce segment d'activité dans l'ensemble du Québec.

Des opportunités d'emploi existent aussi plus largement dans le secteur industriel, notamment sur le site du parc industriel et portuaire de Bécancour – dans la ville éponyme, en face de l'agglomération de Trois-Rivières – qui compte une vingtaine d'entreprises évoluant dans les secteurs de l'**électrométallurgie** et de l'**électrochimie** et de l'industrie lourde.

La production industrielle se décline aussi via la **construction**, la fabrication de machines, de produits métalliques, de matériel de transport et du commerce (gros et détail). Le secteur des services est quant à lui tiré par les communications et le **tourisme**. Toutefois, le tertiaire est globalement moins pourvoyeur



REPÈRES
Population :
 247 333 hab.
 (2,9% du Québec)
Superficie :
 6 921 km²
 (0,5% du Québec)

Sources :
 Institut national
 de la statistique
 du Québec.

d'emplois dans la région du Centre-du-Québec – 63,4% de l'emploi total en 2019 selon les données du ministère de l'Économie québécois – que dans l'ensemble de la province (80,2%). Indicateur intéressant, depuis quelques années, la région a bénéficié d'une croissance sur le plan de l'emploi supérieure à la moyenne québécoise.

ENTREPRENDRE

Au-delà des pôles d'excellence précédemment mentionnés vers lesquels les futurs entrepreneurs pourront éventuellement s'adosser, il convient de rappeler que la région est particulièrement impliquée dans les projets de **développement durable** et de préservation de l'environnement, notamment dans la récupération et le **recyclage** des matières résiduelles. Le Centre-du-Québec, selon les projections du gouvernement de la province, entend aussi développer ses **infrastructures de télécommunication**, notamment en direction du secteur manufacturier où la **robotisation** et l'automatisation représentent des enjeux de compétitivité importants. L'idée étant de renforcer l'accès à Internet haut débit sur la totalité du territoire régional, tout en optimisant le fonctionnement des réseaux et la desserte cellulaire. Par ailleurs, la région ne compte pas moins de 300 entreprises évoluant dans l'**économie sociale**. Le Pôle d'économie sociale Centre-du-Québec est une intéressante source d'information pour en savoir plus sur cette approche qui regroupe des entreprises dans de nombreux domaines (éducation, santé, recherche, mais aussi secteur manufacturier, tourisme, immobilier, agroalimentaire, etc.).

À noter également, la structure MicroEntreprendre Centre-du-Québec aide les entrepreneurs au niveau du démarrage de l'entreprise, les accompagne et peut soutenir ceux qui n'ont pas accès au crédit traditionnel grâce à des prêts d'un montant allant jusqu'à 20 000 \$ pour une durée d'un à cinq ans.

- Pôle d'économie sociale Centre-du-Québec : <https://economiesocialecentreduquebec.com>
- MicroEntreprendre Centre-du-Québec : www.microentreprendre-cdq.ca/fr/a-propos/

ÉTUDIER

La ville de Drummondville dispose d'un campus de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), avec des cursus dispensés en formations initiale et continue, avec des programmes jusqu'au 3^e cycle. La région compte aussi trois collèges d'enseignement général et professionnel (Cegep) situés à Drummondville, Victoriaville, ainsi que l'École nationale du meuble et de l'ébénisterie (affiliée au Cegep de Victoriaville) qui propose des formations techniques et professionnelles. À noter que cette école dispose aussi d'un campus à Montréal. Plus insolite, un secteur boisé du parc industriel du site de Bécancour accueille un laboratoire en plein air conçu par des chercheurs de l'Université du Québec à Trois-Rivières, et dédié à l'observation de... la décomposition humaine, dans le but de faire progresser les enquêtes policières !

- Campus de l'UQTR à Drummondville : https://oraprdnt.uqtr.quebec.ca/pls/public/gscw031?owa_no_site=3655
- Cegep de Drummondville : www.cegepsquebec.ca/nos-cegeps/repertoire-des-cegeps/cegep-de-drummondville/
- Cegep de Victoriaville : www.cegepsquebec.ca/nos-cegeps/repertoire-des-cegeps/cegep-de-victoriaville/
- École nationale du meuble et de l'ébénisterie (ENME) : www.cegepsquebec.ca/nos-cegeps/repertoire-des-cegeps/ecole-nationale-du-meuble-et-de-lebenisterie-a-victoriaville



ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR :
WWW.FRANCAISALETRANGER.FR
 MOT CLÉ : CENTRE-DU-QUÉBEC



© IPIX Stock

Chaudière-Appalaches

Le dynamisme de la Chaudière-Appalaches en fait la région au plus haut taux d'employabilité du Québec, ainsi qu'un espace très propice à l'essor des PME.

La région est bordée au nord-est par le Bas-Saint-Laurent, au nord-ouest par le fleuve Saint-Laurent et la région de la Capitale-Nationale, au sud-ouest par les régions du Centre-du-Québec et de l'Estrie, et au sud-est par la frontière internationale avec les États-Unis. Très ouverte à l'immigration, la région de la Chaudière-Appalaches a connu une légère croissance de sa population au cours des quatre dernières années. Bien que l'agriculture et l'industrie forestière jouent toujours un rôle important, l'agroalimentaire, la pétrochimie, la métallurgie, les textiles, sans oublier les produits de l'érable, contribuent à la vitalité de la région. L'économie de la Chaudière-Appalaches est plus tournée vers la production de biens que l'économie de l'ensemble du Québec. Le secteur

primaire regroupe une proportion des emplois deux fois supérieure à ce que l'on observe dans l'ensemble du Québec (4,1% contre 2,2%). En 2019, la part des emplois dans le secteur de la fabrication était nettement supérieure à ce que l'on observe dans l'ensemble du Québec (18,7% contre 11,5%). Enfin, rappelons que le début du XX^e siècle a marqué la naissance de la première caisse d'économie sociale en Amérique du Nord : la Caisse populaire de Lévis, en Chaudière-Appalaches. Aujourd'hui, le mouvement Desjardins est une force dont le rayonnement dépasse les frontières du Québec.

LES SECTEURS EN DEVENIR

Le créneau d'excellence en **technologies propres (CTP)** vise

à promouvoir les initiatives qui concourent à la réduction de l'empreinte carbone et au déploiement d'une nouvelle économie verte.

Le pôle **Matériaux textiles techniques** (qui concerne également les régions de la Montérégie et du Centre-du-Québec) est aussi très prometteur avec un important potentiel d'exportation à l'échelle internationale. Le créneau d'excellence **Vallée de la plasturgie** regroupe les entreprises évoluant dans le domaine de la transformation des plastiques, de la mise en forme des matériaux composites, de la fabrication de moules.

Enfin, le créneau **Bois Chaudière-Appalaches** englobe l'ensemble des activités de conception, de

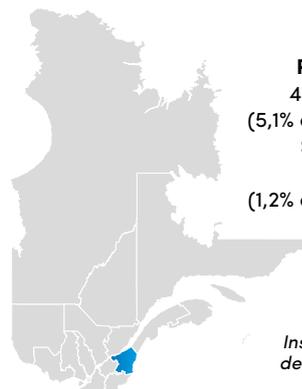
fabrication et de commercialisation liées à l'utilisation du bois dans l'habitation.

- Les créneaux d'excellence pour la région de la Chaudière-Appalaches : www.economie.gouv.qc.ca/bibliotheques/creneaux/rechercher-un-creneau/
- Information Créneau d'excellence en technologies propres : <http://accordenvironnement.com>
- Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie textile du Québec (CSMO) : www.csmotextile.qc.ca
- Portrait régional de la Chaudière-Appalaches : www.economie.gouv.qc.ca/pages-regionales/chaudiere-appalaches/

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

Avant tous les candidats à l'expatriation au Québec : c'est ici que le taux de chômage est le plus bas au Québec (il était estimé à 4% au mois de janvier 2021 selon les données de Statistique Canada). La région peut s'appuyer sur un important **secteur agricole**, celui-ci occupant la deuxième place en termes de revenus générés par cette activité sur l'ensemble du Québec, avec une prédominance des industries laitières, porcines et acéricoles (culture des érables). Le secteur **bioalimentaire** occupe également une place importante dans cette économie sectorielle, soumis à un enjeu de taille comme dans l'ensemble de l'agriculture : parvenir à attirer et à retenir la main-d'œuvre nécessaire à sa production.

Les **zones forestières** occupent aussi une part importante de la surface régionale, particulièrement dans les parties est et sud, alimentant une importante industrie de transformation. Au-delà, la région présente une économie diversifiée, soutenue par des **centres de recherche** spécialisés qui participent du dynamisme du territoire. De nombreuses professions sont pourvoyeuses d'emploi, notamment dans le domaine du **plastique** et des **matériaux composites**, mais aussi dans le tourisme, la **recherche** et le **développement**. La métallurgie et l'industrie pétrolière ont également leur place dans l'économie régionale, cette dernière étant présente avec la raffinerie de pétrole Jean-Gaulin située dans la ville de Lévis la plus importante des



Sources : Institut national de la statistique du Québec.

trois raffineries en exploitation au Québec. Dans le tertiaire, des opportunités existent également dans la **finance**, les assurances, la **santé** et l'enseignement.

- Informations pratiques (organismes d'accueil dans la région) : www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/region/chaudiere-appalaches.html
- Immigrez chez nous : plateforme d'informations régionales, traitant des avantages de la région de la Chaudière-Appalaches pour un projet d'expatriation, affichant des opportunités d'emploi et d'études.

ENTREPRENDRE

La région compte plusieurs entreprises manufacturières sur l'ensemble de son territoire, très actives sur les marchés d'exportation, notamment aux États-Unis. Il y a une culture entrepreneuriale exceptionnelle en Chaudière-Appalaches, particulièrement dans les trois MRC beauceronnes dont le dynamisme est légendaire au Québec, étant reconnue comme le « royaume de la PME ».

Le **tourisme** est probablement un axe pertinent à explorer du fait de la situation géographique enviable de la région, mais aussi en raison d'un accès aux infrastructures et à l'offre touristique inégalement répartis sur l'ensemble de la région.

Parallèlement aux **créneaux d'excellence** mentionnés précédemment et au profil du marché de l'emploi local, des idées innovantes peuvent aussi sous-tendre un projet entrepreneurial pertinent. Ainsi, la Chaudière-Appalaches veille à favoriser le développement viable de son territoire et de ses **ressources naturelles**, avec une attention particulière portée aux initiatives de protection des mi-

lieux humides et des ressources en eau. Une préoccupation environnementale d'ailleurs partagée avec bon nombre de régions québécoises et qui peut donner des idées à des entrepreneurs compétents dans cette diversité de domaines.

Bon à savoir : plusieurs missions de développement économique existent localement au sein de la région de la Chaudière-Appalaches pour informer et accompagner les projets d'affaires.

ÉTUDIER

La majorité des établissements d'enseignement de Chaudière-Appalaches sont des centres de formation professionnelle (CFP) et des collèges d'enseignement général et professionnel (Cegep). Parmi ces derniers, quatre d'entre eux dispensent des enseignements de qualité sur les sites de Beauce-Appalaches, Lévis, Thetford et La Pocatière-Campus de Montmagny.

L'Université du Québec à Rimouski (UQAR) dispose quant à elle d'un campus à Lévis qui accueille plus de 3 000 étudiants au sein d'infrastructures modernes, avec plusieurs laboratoires, et même une salle des marchés!

De nombreux cursus y sont proposés au sein des trois cycles d'études. La région compte également le Centre universitaire des Appalaches (CUA), situé à Saint-Georges, ville de 32 000 habitants au sud-est de la région et à une quarantaine de kilomètres de l'État américain du Maine. Le CUA a noué des partenariats avec l'UQAR et la prestigieuse université Laval et diffuse ses enseignements (y compris des formations destinées aux entreprises) sur l'ensemble du territoire des MRC de Beauce-Sartigan, de Robert-Cliche, des Etchemins, de la Nouvelle-Beauce, du Granit et des Appalaches.

- Contact courriel de l'UQAR à Lévis : campus_levis@uqar.ca
- Les programmes du campus de l'UQAR à Lévis : [https://uqar.ca/etudes/etudier-a-l-uqar/programmes-d-etudes?regrsli euxenseignement\[0\]=LEVIS](https://uqar.ca/etudes/etudier-a-l-uqar/programmes-d-etudes?regrsli euxenseignement[0]=LEVIS)
- Centre universitaire des Appalaches : www.cua.qc.ca/fr/le-cua



ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR : WWW.FRANCAISALETRANGER.FR
MOT CLÉ : CHAUDIÈRE-APPALACHES



TRAVAILLER, ENTREPRENDRE, ÉTUDIER AU QUÉBEC



© Pierre Leclerc

Estrie

Avec une population en croissance depuis ces dix dernières années, l'Estrie se distingue par la vitalité de son réseau de PME, la proximité des marchés nord-américains et la qualité de ses infrastructures d'affaires.

L'Estrie est entourée par les régions de la Montérégie au sud-ouest, du Centre-du-Québec au nord-ouest, de la Chaudière-Appalaches au nord et par la frontière américaine au sud. Cette région bénéficie d'une forte attractivité touristique qui s'explique notamment par sa nature resplendissante entre lacs et montagnes, ses parcs régionaux et nationaux, et une offre culturelle foisonnante. Au plan géographique, il convient de faire la distinction entre la région administrative de l'Estrie et celle des Cantons-de-l'Est. Cette dernière, bien que quasiment similaire géographiquement, désigne la région dans ses caractéristiques historique et touristique et comprend en plus la partie sud-est de la Montérégie avec les municipalités régionales de comté de

Brome-Missisquoi et Haute-Yamaska. L'agglomération de Sherbrooke accueille plus de la moitié des résidents de l'Estrie et la ville de Sherbrooke – à environ 130 kilomètres à l'est de Montréal et à une cinquantaine de kilomètres de la frontière américaine, réputée notamment pour son brillant pôle universitaire – est aussi le principal centre économique, culturel et institutionnel de la région.

LES SECTEURS EN DEVENIR

L'Estrie fait partie des régions concernées par le créneau d'excellence **en technologies propres (CETP)**. Celui-ci vise à promouvoir toutes les initiatives concourant à la réduction de l'empreinte carbone et au déploiement d'une nouvelle

économie verte dans une multiplicité de filières (air, eau, efficacité énergétique, énergies renouvelables, matières résiduelles, gestion environnementale, etc.).

Autre axe de développement porteur avec le pôle d'excellence de **l'industrie des systèmes électroniques** du Québec (ISEQ)l.

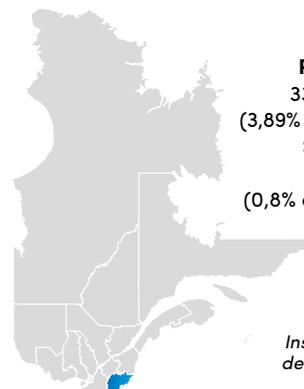
Le créneau **SAGE-Innovation** s'appuie sur le constat d'une démographie vieillissante, avec un nombre de personnes de plus de 65 ans qui pourrait presque doubler dans les vingt ans à venir. La démarche portée par ce créneau tend globalement à promouvoir les innovations dans le domaine de la santé, et particulièrement dans ses composantes de prévention et de soutien à l'autonomie.

Autre levier de croissance avec le créneau **Transformation du bois d'apparence**. L'Estrie occupe en effet le premier rang au niveau de la consommation et de la transformation de bois rond de feuillus durs, avec un prolongement dans le domaine de la fabrication des meubles et des produits connexes. Enfin, le créneau **Vallée des élastomères** valorise l'activité industrielle en lien avec ces polymères aux propriétés élastiques (caoutchouc, thermoplastiques élastomères...). La cible de clientèle prioritaire vise principalement l'industrie automobile.

- Les créneaux d'excellence en Estrie : www.economie.gouv.qc.ca/bibliotheques/creneaux/rechercher-un-creneau

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

Les secteurs pourvoyeurs d'emploi sont assez nombreux dans cette région. C'est le cas dans le primaire avec une activité importante dans l'agriculture et la production laitière. L'industrie occupe aussi une place de choix dans l'économie locale, l'Estrie occupant le troisième rang si l'on considère la part de ce secteur dans l'emploi total, après les régions de la Chaudière-Appalaches et du Centre-du-Québec. L'activité repose notamment sur les mines (notamment amiante et magnésium), la **plasturgie**, la transformation du caoutchouc et du bois en papier, la fabrication de matériels de transport, de **produits en bois ou métalliques**. L'industrie **textile** est aussi bien représentée en Estrie, bastion historique de cette filière, avec une recherche au niveau de l'innovation, incarnée par exemple par l'entreprise sherbrookoise FilSpec, spécialisée dans les fils textiles techniques haute performance. Des emplois sont aussi à dénicher dans la **microélectronique** et l'**informatique**. Toutefois, sans surprise, ce sont bien les services qui drainent la majorité des emplois. C'est le cas notamment pour le commerce, la finance, l'assurance, les cabinets comptables et juridiques, l'enseignement, et surtout la **santé**. À ce titre, la région peut s'enorgueillir du Complexe biomédical de Sherbrooke qui comprend la Faculté de médecine, le Centre de recherche



REPÈRES

Population :
333 704 hab.
(3,89% du Québec)
Superficie :
10 197 km²
(0,8% du Québec)

Sources :
Institut national
de la statistique
du Québec.

clinique, l'Institut de pharmacologie ou encore le Centre de développement des biotechnologies.

- Centre de recherche du Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke : www.crchus.ca/accueil/
- Liste des principaux sites d'emploi en Estrie : <https://sherbrooke-innopole.com/choisir-sherbrooke/travailler/>
- Informations pratiques (organismes d'accueil dans la région) : www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/region/estrie.html

ENTREPRENDRE

Réunis au sein d'un hub (<https://demarrersherbrooke.ca>) dédié au soutien entrepreneurial, de nombreux organismes apportent leurs connaissances des marchés locaux et leurs champs d'expertises pour aider à la réalisation des projets. C'est le cas notamment d'**Espace-Inc**, un réseau d'affaires qui peut notamment aider dans la constitution de montages financiers. **Sherbrooke Innopole**, pour sa part, accompagne gratuitement les entrepreneurs des secteurs industriel et technologique. La **Ruche Estrie** est l'interlocuteur de choix pour enclencher les processus de financement participatif (ou *crowdfunding*) au service de projets innovants. Un autre organisme, le **Fonds Émergence Estrie**, est quant à lui spécialisé dans le microcrédit pour soutenir des projets entrepreneuriaux. Important: le montant maximum de l'aide s'élève à 20 000 \$ et il nécessite d'avoir son siège social et ses activités en Estrie. **ProGestion Estrie** est un autre organisme d'accompagnement des entrepreneurs, mais spécialisé principalement dans le commerce de détail, la production artisanale et l'agroalimentaire. Citons également **Commerce Sherbrooke** qui, comme

son nom l'indique, soutient essentiellement les projets de développement et d'implantation commerciale, ou encore **Femessor** qui a pour objectif de booster l'entrepreneuriat féminin via des accompagnements, du réseau, des informations et aides au financement, ainsi que le soutien d'une communauté de femmes entrepreneures.

ÉTUDIER

L'Estrie offre un réseau scolaire complet, en français et en anglais, avec notamment une cinquantaine de centres de recherche. La région compte deux universités de renom. **L'université francophone de Sherbrooke**, qui a été fondée en 1954, est de réputation mondiale avec ses 8 facultés, ses 3 campus, ses 396 programmes destinés à plus de 30.000 étudiants. Cette université est aussi un pôle de recherche très important dans une multitude de domaines (environnement, nanotechnologies, matériaux du futur, numérique, santé, etc.).

L'université anglophone Bishop's est également située dans l'agglomération de Sherbrooke, dans l'arrondissement de Lennoxville. En dépit de sa petite taille (2 400 étudiants), elle jouit d'une excellente réputation. Les enseignements sont dispensés au sein de trois entités : la Faculté des arts et des sciences (lettres et sciences humaines, sciences naturelles et mathématiques, sciences sociales), l'école de gestion (Williams School of Business) et la Faculté d'éducation (School of Education). Deux collèges d'enseignement général et professionnel (Cegep) proposent aussi des enseignements de qualité. Le **Cegep de Sherbrooke**, avec ses plus de 5 000 étudiants, en plein cœur de ville, est le plus grand de la province en dehors de Montréal et Québec. Il propose 34 programmes dans les domaines des sciences humaines, de la santé, de l'art, des technologies, etc. À dix minutes de Sherbrooke, le collège **Champlain de Lennoxville** propose des programmes en arts visuels, histoire et civilisation, sciences humaines, communication, sciences de la nature, technique de comptabilité et gestion.



ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR :
WWW.FRANCAISALETRANGER.FR
MOT CLÉ : ESTRIE



Gaspé

© Kristi Blokhin

Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

Le tissu entrepreneurial de cette région compte une grande part de petites et très petites entreprises. Comme ailleurs au Québec, la démographie régionale est plutôt vieillissante et les compétences extérieures qualifiées sont bienvenues.

La péninsule de Gaspésie, à l'extrémité est du Québec, est un territoire essentiellement couvert de forêts. Les Îles-de-la-Madeleine sont quant à elles un archipel constitué d'une douzaine d'îles enclavées au centre du golfe du Saint-Laurent, avec une population concentrée sur l'île centrale où se trouvent les collectivités de Cap-aux-Meules, Fatima et L'Étang-du-Nord. Au sein de cette région administrative récente (1987), le littoral gaspésien présente une forte attractivité touristique en été et accueille la plus grande partie de la population régionale, souvent dans des municipalités de moins de 2 000 habitants. La région possède un autre atout, et non des moindres,

la tradition d'accueil chaleureuse des Gaspésiens et des îliens, au sourire facile et aux bras grands ouverts. La ville de Gaspé, la plus importante de la région, et la municipalité des Îles-de-la-Madeleine représentent ensemble près de 30% de la population régionale. Au plan administratif, la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine est organisée en six municipalités régionales de comté (MRC) et territoires équivalents (TE).

LES SECTEURS EN DEVENIR

Avec les régions du Bas-Saint-Laurent et de la Côte-Nord, la Région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine est au cœur du créneau d'excellence **Res-**

sources, sciences et technologies marines (RSTM) qui repose sur la capture des produits marins, leur transformation, l'aquaculture, ainsi que les biotechnologies et les technologies marines. Autre pôle d'excellence avec le **Récréotourisme** qui a pour objectif de valoriser les spécificités touristiques régionales, notamment dans les filières de la mer et de la montagne, mais également de la culture et des saveurs. Illustration de l'attractivité touristique de la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, le *National Geographic* la classait il y a quelques années parmi les vingt plus belles destinations à découvrir dans le monde.

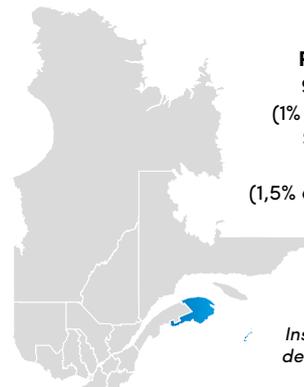
Le troisième créneau d'excellence repose sur l'**éolien**. Depuis le début des années 2000, le gouvernement québécois a misé sur la péninsule gaspésienne comme fer de lance de l'énergie éolienne dans la province. Plus de mille emplois sont en lien avec ce secteur, dans les domaines de la fabrication d'éoliennes, de ses différents composants, de l'installation et de la maintenance des parcs, et bien sûr de la production d'énergie.

- Les créneaux d'excellence en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine : www.economie.gouv.qc.ca/bibliotheques/crneaux/rechercher-un-crneau/

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

Traditionnellement, compte tenu de l'implantation géographique de la région, les secteurs de la pêche, de la forêt et du tourisme occupent une place importante dans l'activité économique locale. La péninsule gaspésienne et les îles-de-la-Madeleine sont ainsi réputées pour leur **production halieutique**, notamment celle du homard. De même l'**exploitation forestière** est ancrée dans un territoire composé aux trois quarts de massifs forestiers (principalement feuillus le long du littoral et résineux sur les surfaces plus en altitude). Et comme nous l'avons mentionné dans le paragraphe consacré aux créneaux d'excellence, l'éolien est un secteur très porteur, particulièrement dans cette région pour son expertise avec ce type d'énergie dans des conditions nordiques. Au-delà du poids économiques des activités précitées, c'est le secteur des services qui propose les meilleures opportunités d'emploi. C'est le cas dans les centres d'appels, dans les postes en lien avec les technologies de l'information et de la communication, le **tourisme** (notamment le tourisme santé-nature) et la culture. Enfin, les compétences sont aussi recherchées dans l'hébergement et la restauration, l'**enseignement**, les services sociaux et les métiers de la **santé**.

- Offres d'emploi en Gaspésie : <https://vivreengaspesie.com/emplois/>
- Informations pratiques (organismes d'accueil dans la région) : www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/region/gaspesie.html



REPÈRES

Population :
90 697 hab.
(1% du Québec)
Superficie :
20 085 km²
(1,5% du Québec)

Sources :
Institut national
de la statistique
du Québec.

ENTREPRENDRE

Selon les prévisions du gouvernement québécois, plus des trois quarts des entrepreneurs locaux envisagent de partir en retraite à court ou moyen terme. Autrement dit, les projets entrepreneuriaux sont ici très encouragés. Dans sa stratégie sur l'occupation et la vitalité des territoires, le gouvernement provincial indique vouloir soutenir les projets dans des activités ciblées telles que l'exploitation et l'aménagement forestier, l'agroalimentaire, la pêche et l'aquaculture, l'éolien, le tourisme, les technologies propres, l'enseignement et la recherche.

Bon à savoir : le site « Vivre en Gaspésie » propose de précieuses informations, conseils et orientations sur les projets professionnels dans la région, pour démarrer une entreprise ou prendre la relève d'une déjà existante, en relayant notamment les différents contacts des Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) qui offrent des soutiens techniques ou financiers.

Même type d'informations/ressources avec le site **Entreprendre à Gaspé**, avec en sus des liens sur le quotidien dans cette ville, le logement, le travail, etc. Par ailleurs, le Fonds d'aide aux initiatives régionales de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (**FAIR-GIM**), institué par le ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec, a pour vocation d'aider les entreprises existantes ou en démarrage qui présentent un potentiel de croissance, ceci afin de favoriser la diversification de l'économie régionale et la création d'emplois.

- Vivre en Gaspésie/entrepreneuriat : <https://vivreengaspesie.com/entrepreneuriat/>

- Entreprendre à Gaspé : <https://gaspapurplaisir.ca/vivre-a-gaspe/entreprendre/>
- Fonds d'aide aux initiatives régionales de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine : www.economie.gouv.qc.ca/fileadmin/content/programmes/aide_financiere/fonds/fonds_aide_initiatives_regionales/guide_promoteurs_fair.pdf

ÉTUDIER

Le Cégep (collège d'enseignement général et professionnel) de la Gaspésie-et-des-Îles propose des cursus d'études supérieures, en français et en anglais, y compris en formation continue, essentiellement dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture. Il possède trois campus, à Gaspé, Îles-de-la-Madeleine et Carleton-sur-Mer. Il comprend également l'École nationale des pêches et de l'aquaculture du Québec (à Grande-Rivière, à une trentaine de kilomètres de la ville de Percé, à la pointe de la péninsule gaspésienne). Le Groupe Collegia, un consortium de services de formation continue qui propose aussi des services aux entreprises, est aussi associé à ce Cégep. On peut également relever l'existence du Centre de recherche sur les milieux insulaires et maritimes, affilié à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), cette même université qui compte installer une station de recherche dans le parc national de la Gaspésie pour étudier l'impact des changements climatiques sur la biodiversité et la géomorphologie.

- Campus de Gaspé : www.cegepsquebec.ca/nos-cegeps/repertoire-des-cegeps/cegep-de-la-gaspesie-et-des-iles-campus-de-gaspe/
- Campus des Îles-de-la-Madeleine : www.cegepsquebec.ca/nos-cegeps/repertoire-des-cegeps/cegep-de-la-gaspesie-et-des-iles-campus-des-iles-de-la-madeleine/
- Campus de Carleton-sur-Mer : www.cegepsquebec.ca/nos-cegeps/repertoire-des-cegeps/cegep-de-la-gaspesie-et-des-iles-campus-de-carleton-sur-mer/
- École des pêches et de l'aquaculture du Québec : www.epaq.qc.ca
- Groupe Collegia : www.collegia.qc.ca
- Centre de recherche sur les milieux insulaires et maritimes : www.cermim.ca



ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR :
WWW.FRANCAISALETRANGER.FR
MOT CLÉ : GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE



TRAVAILLER, ENTREPRENDRE, ÉTUDIER AU QUÉBEC



Laval

© Mircea Costina

Laval

Laval fait partie de la Communauté métropolitaine de Montréal (avec Longueuil et les banlieues de la Rive-Sud et de la Rive-Nord). C'est l'une des régions du Québec où les créations d'entreprises sont les plus nombreuses.

Née en 1965 de la fusion des 14 communes, la ville de Laval est très attachée à sa qualité de vie et de nombreux facteurs concourent à cette ambition, notamment le sentiment de sécurité qui y règne ainsi qu'un bon équilibre entre les espaces verts, commerciaux et les quartiers résidentiels. La ville, dont près du quart de la population est issu de l'immigration, dispose en outre d'excellentes infrastructures en termes d'éducation, de loisirs, de transport et de santé. Laval compte aussi plusieurs organismes communautaires très impliqués dans le développement social du territoire.

Au-delà de la seule ville de Laval, la région administrative présente une vaste zone agricole qui constitue 30% du territoire, dont 10% est consacrée à l'horticulture. Laval compte également des milieux naturels précieux,

dont le parc de la Rivière-des-Mille-Îles, un remarquable espace faunique qui abrite une biodiversité unique. Enfin, pour celles et ceux qui associent inmanquablement cette ville québécoise à son homonyme française, préfecture de la Mayenne, sachez que les deux villes sont jumelées depuis 1984 ! Cette coopération s'articule autour de la gouvernance municipale, du développement durable, du développement économique et social, des enjeux de société et de la vie communautaire, ainsi que la culture et le patrimoine.

LES SECTEURS EN DEVENIR

La présence de la région administrative de Laval au sein de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) lui confère une place de choix au cœur de l'activité écono-

mique du Québec. La CMM a défini dix « grappes métropolitaines » qui regroupent dans cet espace géographique des entreprises ou institutions qui évoluent dans des secteurs très porteurs. Les interactions et les complémentarités entre ces entreprises permettent de favoriser leur capacité d'innovation et leur productivité. Ces dix grappes métropolitaines concernent les secteurs de l'aérospatial, de l'aluminium, du cinéma et de la télévision, de la logistique et du transport, de la mode, des sciences de la vie, des services financiers, des technologies de l'information (TIC), des technologies propres, et enfin des transports électriques et intelligents.

L'objectif d'un tel dispositif est de renforcer le rayonnement international de la région métropolitaine, d'encourager les investissements

directs étrangers et la venue d'une main-d'œuvre hautement qualifiée dans ces secteurs d'activité.

- Les grappes métropolitaines en détail : <https://cmm.qc.ca/projets/grappes-metropolitaines/>

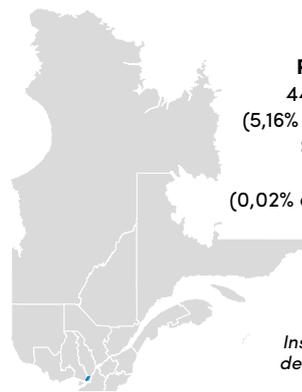
LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

Malgré une démographie favorable, la région de Laval est toujours à la recherche de compétences dans de nombreux domaines, avec essentiellement des profils de niveau technique ou universitaire. Dans le primaire, la **production horticole** occupe une place importante. La région est d'ailleurs reconnue comme le berceau de la production florale en serre au Québec. Le secteur secondaire est dynamisé par son **secteur manufacturier**, notamment dans la transformation alimentaire, la fabrication de produits métalliques pour l'**industrie aérospatiale** et globalement les professions en lien avec la biotechnologie. L'activité est aussi importante dans le secteur de la construction résidentielle. Cependant, c'est bien le secteur tertiaire qui recèle la majorité des opportunités d'emploi. Parmi les nombreuses professions concernées on trouve en premier lieu celles en lien avec les soins de **santé** et l'assistance sociale, les laboratoires pharmaceutiques, mais aussi les **services professionnels, scientifiques et techniques**, la finance, l'assurance, la comptabilité et la gestion des entreprises, l'**immobilier**, l'hébergement et les services de restauration.

- Perspective Carrière : services, conseils et recherche d'emploi à Laval : <https://perspectivecarriere.ca>
- Informations pratiques (organismes d'accueil dans la région) : www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/region/laval.html

ENTREPRENDRE

Si vous avez un projet entrepreneurial dans un domaine innovant tel que l'intelligence artificielle, les jeux vidéo, les sciences de la vie, la cybersécurité, les « deep tech » ou encore les FinTech, votre interlocuteur idéal est **Montréal International**, l'agence de promotion économique qui, depuis plus de vingt ans, est impliquée dans le rayonnement international du Grand Montréal dont fait partie la



Sources :
Institut national de la statistique du Québec.

région de Laval. Incontournable également, **Bonjour Start-up Montréal**, organisme à but non lucratif dont la mission est d'accélérer la création, la croissance et le rayonnement des start-up dans le Grand Montréal. Pour un projet dans le domaine scientifique, il convient de se rapprocher de la **Cité de la Biotech** de Laval, un pôle de biotechnologie et de sciences de la vie. Née du partenariat de la Ville de Laval et de l'Institut national de la recherche scientifique, elle comprend des entreprises biopharmaceutiques d'envergure et des instituts de recherche employant plus de 5 000 personnes. Par ailleurs, le **Service du développement économique** de la Ville de Laval est dédié à la recherche, à l'accueil de nouveaux entrepreneurs et/ou investisseurs. Le Service propose également quelques outils financiers et des informations précieuses dans le domaine de l'investissement immobilier.

- Montréal International : www.montrealinternational.com
- Bonjour Start-up Montréal : www.bonjourstartupmtl.ca
- Cité de la BioTech : www.citebiotech.com
- Laval Économique : <https://lavaleconomique.com/fr>
- Montréal New Tech : www.montrealnewtech.com

ÉTUDIER

Laval dispose de centres universitaires de renom. C'est le cas du **campus de l'Université de Montréal** – facilement accessible et proche de la station de métro Montmorency – qui propose 16 programmes qui vont du certificat au doctorat, dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'intervention psychosociale, à temps plein ou partiel.

Le campus, doté d'équipements technologiques de pointe, accueille près de 5 000 étudiants.

Le **Centre Armand-Frappier Santé Biotechnologie** (AFSB), qui est l'un des quatre centres de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), est quant à lui dédié essentiellement à la recherche et à la formation de deuxième et troisième cycle en santé humaine, animale et environnementale.

Par ailleurs, l'**Université du Québec à Montréal** (UQAM) compte également un campus à Laval avec des programmes de premier et deuxième cycle dont un MBA en administration des affaires et deux DESS en gestion et marketing.

Notons également la présence d'un collège d'enseignement général et professionnel, le **Collège Montmorency** qui offre 5 programmes de formation pré-universitaire, 23 programmes de formation technique, dont 19 en alternance travail-études). Le Collège Montmorency, l'Université de Montréal et l'Université du Québec à Montréal sont aussi regroupés au sein du Pôle lavallois d'enseignement supérieur en arts numériques et économie créative qui recense de nombreuses formations dans ces disciplines innovantes.

Enfin, il est aussi intéressant de relever la présence du **Centre de formation horticole de Laval**, en lien avec la place importante occupée par cette activité professionnelle dans la région, et qui propose des formations en construction d'aménagements paysagers, élagage, fleuristerie, horticulture et jardinerie, horticulture urbaine et paysagiste.

- Université de Montréal à Laval : www.umontreal.ca/nos-campus/laval/
- Centre Armand-Frappier Santé Biotechnologie : <https://inrs.ca/centres/linsr/centres-recherche/centre-armand-frappier-sante-biotechnologie/>
- Campus de l'UQAM à Laval : <https://etudier.uqam.ca/campus/laval>
- Pôle lavallois d'enseignement supérieur en arts numériques et économie créative : <https://polelavalartnumerique.com>
- Collège Montmorency : www.cmontmorency.qc.ca
- Centre horticole de Laval : <https://centrehorticolelaval.com>



ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR :
WWW.FRANCAISALETRANGER.FR
MOT CLÉ : LAVAL



TRAVAILLER, ENTREPRENDRE, ÉTUDIER AU QUÉBEC



© Pierre Leclerc

Montérégie

La diversité de l'activité économique de la Montérégie se retrouve sur son marché de l'emploi, avec un secteur secondaire vigoureux. Depuis ces trente dernières années, la région présente globalement un taux de chômage inférieur à l'ensemble du Québec.

Au sud-ouest du Québec, la Montérégie – qui doit son nom aux collines « montérégiennes » formant une ligne entre l'île de Montréal et les Appalaches – est un axe d'échanges stratégiques en raison de sa proximité avec Montréal à une quarantaine de kilomètres plus au nord, sa frontière avec la province canadienne de l'Ontario à l'ouest et celle des États-Unis (États de New York et du Vermont) au sud. Elle est rattachée par une partie de son territoire (la Rive-Sud) à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). Les échanges avec tous ces partenaires géographiques et commerciaux sont favorisés par des infrastructures de transport performantes, dont un vaste réseau routier qui donne facilement accès aux centres industriels du Nord-Est américain.

La Montérégie présente plusieurs zones urbanisées, avec une quinzaine de villes de plus de 25 000 habitants, dont la plus importante, Longueuil et ses près de 250 000 habitants, devant Saint-Jean-sur-Richelieu, Brossard, Granby et Saint-Hyacinthe, chacune de ces cités accueillant plus de 50 000 résidents.

Toutefois, la Montérégie est aussi la région la plus agricole du Québec, ses surfaces cultivées représentant le quart des espaces agricoles de l'ensemble de la province. Ces productions agricoles, végétales et animales, sont diversifiées, avec notamment la présence de vergers, cidreries et vignobles. Les parcs naturels sont aussi présents en Montérégie, avec une attention particulière portée à la préservation des écosystèmes.

LES SECTEURS EN DEVENIR

La Montérégie fait partie des régions concernées par le créneau d'excellence **en technologies propres (CETP)**. Celui-ci vise à promouvoir toutes les initiatives créatrices d'une nouvelle économie verte dans une multiplicité de filières (air, eau, efficacité énergétique, énergies renouvelables, matières résiduelles, gestion environnementale, etc.).

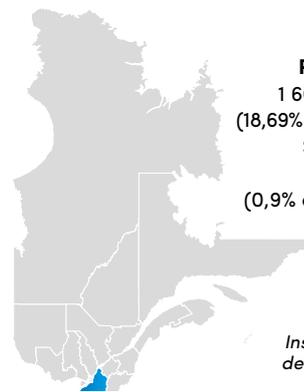
Le pôle textile fait aussi l'objet d'une attention particulière, précisément le secteur des **Matériaux souples avancés** (textiles à usage technique, géosynthétiques, membranes et autres matériaux souples à valeur ajoutée). Autre créneau d'excellence avec le pôle **Transformation métallique** qui va de la première transformation du métal jusqu'à la production de produits finis. Enfin, le créneau d'excellence **Trans-**

formAction est lié au secteur bioalimentaire. Selon les données du ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec, l'industrie agroalimentaire de la Montérégie fait partie des deux premiers employeurs du secteur manufacturier et connaît une croissance de l'emploi dans ce domaine qui devrait perdurer ces prochaines années. La ville de Saint-Hyacinthe, avec sa technopole alimentaire, est emblématique de ce dispositif.

- Les matériaux souples avancés en détail : www.economie.gouv.qc.ca/ministere/evenements/evenements/?no_cache=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=8171
- Réseau de la transformation métallique du Québec : www.rtmq.ca/fr

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

Selon les prévisions du gouvernement provincial, les trois quarts des emplois à pourvoir dans les années à venir serviront à compenser les départs en retraite, pour des postes nécessitant principalement des niveaux techniques et/ou universitaires. Il est toutefois intéressant de relever, toujours selon les analyses du gouvernement québécois, que la Montérégie compte moins de diplômés universitaires que l'ensemble du Québec. Le **bioalimentaire** occupe une place très importante dans cette région, boosté par un nombre important d'entreprises de production agricole et de transformation alimentaire (environ un emploi sur quatre en lien avec ces secteurs d'activité se trouve en Montérégie). La Montérégie compte également de nombreux **établissements manufacturiers** (alimentation, fabrication de matériel de transport, etc.), d'autres spécialisés en logistique, et peut se targuer d'être un **pôle technologique** extrêmement important au Québec, grâce notamment à sa présence dans le Grand Montréal via une partie de son territoire (Rive-Sud). Ces activités de pointe se déclinent notamment à travers les micro et nanotechnologies pour l'électronique, mais aussi la présence d'entreprises d'envergure mondiale, particulièrement dans les domaines du **transport aérospatial** et terrestre. Cette expertise de recherche en haute technologie se retrouve également dans les secteurs de **l'énergie** et des **métaux**.



REPÈRES

Population :

1 603 232 hab.
(18,69% du Québec)

Superficie :

11 112 km²
(0,9% du Québec)

Sources :
Institut national
de la statistique
du Québec.

Enfin, dans le domaine des services à la personne, les métiers de la santé offrent toujours de réelles opportunités d'emploi ainsi que les professions en lien avec l'environnement et le tourisme.

- Informations pratiques (organismes d'accueil dans la région) : www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/region/monteregie.html
- Services spécifiques aux immigrants en Montérégie : <https://immigrantquebec.com/fr/preparer/ou-sinstaller-quebec/monteregie>

ENTREPRENDRE

La question de la relève entrepreneuriale se pose dans bon nombre de régions du Québec et la Montérégie n'échappe pas à cette règle. Les autorités québécoises sont donc enclines à soutenir bon nombre de projets de reprises d'entreprises, entre autres par le mentorat d'affaires. Parmi les organismes dédiés au soutien à l'entrepreneuriat, le Centre d'aide aux entreprises de la Rive-Sud (CAE), organisme à but non lucratif, transmet des informations précieuses, avec notamment des cercles d'entraide qui offrent des accompagnements personnalisés et des informations sur les financements. Le Fonds d'emprunt Montérégie est quant à lui davantage spécialisé dans l'accès au microcrédit mais dispense aussi des modes d'accompagnement intéressants tels que la validation d'idées d'affaires, l'aide à la révision de plan d'affaires, les prévisions financières et les recherches de financement, ou encore les ouvertures vers les réseaux d'affaires.

Le magazine en ligne *Baron Mag* propose un dossier très intéressant sur l'entrepreneuriat en Montérégie, avec des témoignages de chefs d'entre-

prise, des présentations de sociétés, des boîtes à outils et des événements relatifs à l'entrepreneuriat. Bien que suspendue en 2021 en raison de la crise sanitaire mais appelée à reprendre ensuite, on peut également relever l'initiative de la Table d'action en entrepreneuriat de la Montérégie, via l'événement « LADN Montérégie », créé par et pour des entrepreneurs, qui ambitionne de faire de la Montérégie la région la plus entrepreneuriale du Québec.

ÉTUDIER

La Montérégie compte cinq collèges d'enseignement général et professionnel (Cégep) dans les villes de Granby, Saint-Hyacinthe, Valleyfield, Saint-Lambert, Sorel-Tracy et Longueuil (le Cégep Édouard-Montpetit). Ces établissements proposent essentiellement des programmes d'études collégiales pré-universitaires et techniques. La ville de Saint-Hyacinthe accueille aussi un campus de l'Institut de technologie agroalimentaire (ITA), centre de formation spécialisé qui dépend de l'Institut de technologie agroalimentaire du Québec. Par ailleurs, la ville de Longueuil compte le campus de l'Université de Montréal qui propose des programmes principalement en droit, sciences de la santé et sciences sociales. Cette même ville de Longueuil accueille un campus de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) qui offre plus de 300 programmes d'études. L'UQAM doit aussi inaugurer prochainement un nouveau campus au sein du Centre d'études collégiales de Saint-Constant, toujours en Montérégie, sur la Rive-Sud de la métropole du Grand Montréal. Pour sa part, l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) dispose de centres universitaires (services de formations continues et hors campus) en Montérégie, à Longueuil, Salaberry-de-Valleyfield, Sorel-Tracy et Saint-Hyacinthe. Et enfin, l'université de Sherbrooke dispose aussi d'un campus à Longueuil, avec une offre de plus de 120 programmes dont la majorité en deuxième cycle.



ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR :
WWW.FRANCAISALETRANGER.FR
MOT CLÉ : MONTRÉGIE



Terrebonne

© Richard Cavallieri

Lanaudière

Située dans le prolongement urbain des villes de Montréal et de Laval, cette région associe croissance démographique et économique. Lanaudière se distingue aussi avec ses grands espaces vierges et sauvages, qui lui confèrent une grande attractivité touristique.

À une demi-heure au nord de Montréal, sur la rive nord du fleuve Saint-Laurent entre les Laurentides et la Mauricie, Lanaudière connaît depuis ces dernières années un accroissement de sa population, particulièrement en milieu urbain. Celle-ci se concentre surtout dans la partie sud-ouest de la région; ses principales villes, dont les deux plus peuplées – Terrebonne et Repentigny – se trouvant dans le prolongement urbain des villes de Montréal et de Laval.

Cette situation géographique explique notamment l'importante croissance démographique constatée

ces dix dernières années. Le nord du territoire régional se caractérise quant à lui par la présence de forêts qui concourent à la vigueur de l'industrie du bois.

On relève d'ailleurs que malgré l'accroissement de la population urbaine, la part des résidents en milieu rural est plus importante dans cette région que dans l'ensemble du Québec (25,8% contre 18,5%). Lanaudière est aussi très attractive au plan touristique avec ses espaces vierges, ses quelque 10 000 lacs et rivières, ses chutes, ses cascades, ses plaines et ses montagnes. À noter également, la présence du parc national

du Mont-Tremblant, inauguré en 1895 et qui fut le premier de ce type créé au Québec. La ville de Joliette compte pour sa part le plus grand musée d'art en région.

LES SECTEURS EN DEVENIR

Dans sa stratégie de développement 2018-2022, le gouvernement du Québec a défini un certain nombre d'actions qui visent à renforcer la vitalité économique des régions. En conséquence, et avec les partenaires de terrain, les autorités québécoises ont ciblé des priorités régionales via les « créneaux d'excellence ». Ceux-

ci permettent de faire ressortir des secteurs d'activité qui font l'objet d'un soutien particulier. Voici les deux grands axes définis pour la région de Lanaudière.

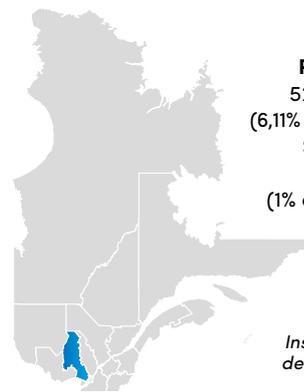
Tout d'abord, le créneau **Alliance Métal Québec** est centré sur toutes les entreprises spécialisées dans les ouvrages qui nécessitent une transformation ou un usinage complexe (produits en tôle forte, charpentes métalliques, fer ornemental et architectural, composants métalliques, etc.).

D'autre part, avec la région de la Mauricie, Lanaudière est au cœur du créneau **Design d'ameublement**. Ce pôle d'excellence concerne les entreprises spécialisées dans la fabrication de meubles résidentiels ou commerciaux, ainsi que les éléments architecturaux (boiseries, escaliers, armoires, etc.) et les divers composants connexes.

- Alliance Métal Québec : www.metalmanufacturing.net/fr/accueil
- Créneau Design d'ameublement : www.designameublement.org

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

La région bénéficie d'une économie assez diversifiée avec un maillage important de petites et moyennes entreprises et des possibilités d'emploi dans bon nombre de secteurs d'activité. Dans le primaire, Lanaudière occupe le **troisième rang des régions agricoles** du Québec. En corrélation avec cette place de l'agriculture dans l'économie régionale, Lanaudière se distingue également par l'importance de son secteur bioalimentaire. Dans le secondaire, le bioalimentaire, la **foresterie** sont aussi pourvoyeurs d'emploi, tout comme l'industrie manufacturière. D'autres secteurs sont émergents, comme la production de structures complexes, de composants métalliques et de meubles (en lien avec les deux créneaux d'excellence de la région), le caoutchouc, le papier, le vêtement, les produits en matière plastique, mais également la production et transformation agroalimentaire, ou encore les activités relatives à la **construction** résidentielle et commerciale. Pour autant, le secteur des services reste prédominant économiquement



REPÈRES

Population :
524 368 hab.
(6,11% du Québec)
Superficie :
12 308 km²
(1% du Québec)

Sources :
Institut national
de la statistique
du Québec.

et au niveau de l'employabilité globale avec, comme dans d'autres régions du Québec, les professions de **santé** qui restent très porteuses en termes d'emplois. Par ailleurs l'industrie du **tourisme** est aussi en forte progression dans cette région qui dispose de nombreux atouts dans ce domaine avec ses grands espaces et ses produits locaux.

- Informations pratiques (organismes d'accueil dans la région) : www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/region/lanaudiere.html
- Services spécifiques aux immigrants en Lanaudière : <https://immigrantquebec.com/fr/preparer/ou-sinstaller-quebec/lanaudiere>
- Répertoire des entreprises en Lanaudière : www.repertoirelanaudiere.qc.ca/repertoire

ENTREPRENDRE

L'organisme **Lanaudière économique** est un partenaire intéressant qui propose de nombreux services dont des conseils, mises en contacts, portraits d'entrepreneurs régionaux et différents événements dont la coordination régionale du concours québécois en entrepreneuriat « Défi Osentreprendre Lanaudière ». Le volet Création d'entreprise concerne les personnes de 18 ans et plus qui planchent sur un projet d'entreprise et qui en sont aux premières étapes de sa réalisation. Un autre organisme régional, **Développement économique D'Autray**, vise à accompagner les entrepreneurs afin de faciliter le développement de leur entreprise sur le territoire de la Municipalité régionale de comté (MRC) de D'Autray. Par ailleurs, trois sociétés régionales

d'aide au développement de la collectivité (**SADC**) proposent des services d'accompagnement à la croissance et des offres de financement. Elles sont présentes dans les MRC d'Achigan-Montcalm, de la Matawinie et de D'Autray-Joliette.

- Lanaudière économique : www.lanaudiere-economique.org
- Défi Osentreprendre, Louise Vachon (contact) : pole@lanaudiere-economique.org
- Développement économique D'Autray : www.mrcatray.qc.ca/affaires/soutien-aux-entreprises/
- SADC Achigan-Montcalm : www.sadc.org
- SADC Matawinie : www.matawinie.qc.ca
- SADC D'Autray-Joliette : www.sadc-atray.qc.ca

ÉTUDIER

Lanaudière compte trois Collèges d'enseignement général et professionnel (Cegep). Celui de **Terrebonne** accueille près de 1 900 étudiants et offre 8 programmes d'études pré-universitaires et techniques (hygiène dentaire, électronique industrielle, travail social, comptabilité et gestion, design industriel). Le Cegep de **L'Assomption** accueille pour sa part près de 2 000 étudiants et propose 12 cursus d'études, avec notamment des programmes techniques d'orthèses visuelles, juridiques, d'éducation à l'enfance, de services financiers et d'assurance ou encore d'intégration multimédia. Enfin, autre Cegep à **Joliette** avec près de 2 400 étudiants accueillis et 24 programmes d'études déclinés dans une grande variété de cursus techniques (productions agricoles et horticoles, soins infirmiers, électronique, éducation spécialisée, comptabilité, informatique, etc.).

- Cegep de Terrebonne : www.cegep-lanaudiere.qc.ca/terrebonne
- Cegep de L'Assomption : www.cegep-lanaudiere.qc.ca/lassomption
- Cegep de Joliette : www.cegep-lanaudiere.qc.ca/joliette



ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR :
WWW.FRANCAISALETRANGER.FR
MOT CLÉ : LANAUDIÈRE



Laurentides

Un environnement resplendissant, des lacs et des montagnes somptueux pour ravir les amoureux de la nature. Mais aussi un tissu économique diversifié et dynamique, tiré par les hautes technologies et les services, avec en premier lieu le tourisme.

Bordées par la région de l'Outaouais et la province de l'Ontario à l'ouest, par la région de Lanaudière à l'est, les Laurentides se trouvent au nord des régions de Montréal et Laval.

Elles tirent leur nom de la large chaîne de montagnes éponyme qui court de la région de québécoise de l'Outaouais en direction de la province du Labrador. Cette chaîne de montagnes, évaluée à un milliard d'années, fut autrefois aussi haute que l'Himalaya.

La démographie régionale a profité de la migration de nombreux habitants des régions de Montréal et de Laval pour augmenter de manière significative ; les Laurentides présentent

en effet l'une des plus fortes croissances démographiques du Québec, essentiellement dans la partie sud de la région, dans les municipalités intégrées à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). Les Laurentides présentent également bon nombre d'attraits touristiques. À titre d'exemple, la station de ski Mont-Tremblant fait partie des destinations les plus prisées en Amérique du Nord. Plus largement, les attraits naturels des Laurentides sont indéniables, ancrés dans un environnement et des sites patrimoniaux remarquables. La région est notamment réputée pour ses parcs régionaux, ses sentiers ou sa route verte.

Dans son étude sur l'occupation et la vitalité des territoires (2018-2002), le gouvernement du Québec soulignait que les Laurentides s'engageaient à intégrer les principes de mobilité durable dans la démarche d'aménagement des espaces, précisant par ailleurs que les acteurs du milieu devaient également moderniser leur vision de l'occupation du territoire et des transports.

LES SECTEURS EN DEVENIR

Dans sa stratégie de développement 2018-2022, le gouvernement du Québec a défini un certain nombre d'actions qui visent à renforcer la

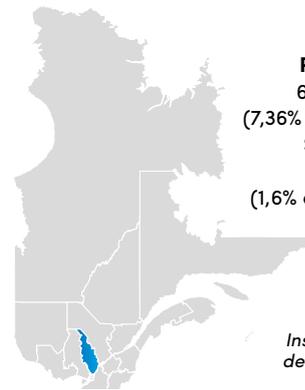
vitalité économique des régions. En conséquence, et avec les partenaires de terrain, les autorités québécoises ont ciblé des priorités régionales via les « créneaux d'excellence ». Ceux-ci permettent de faire ressortir des secteurs d'activité qui font l'objet d'un soutien particulier. Voici les deux grands axes définis pour la région des Laurentides.

Le créneau d'excellence **Signature Bois Laurentides** est orienté vers l'accompagnement et la synergie des entreprises de sylviculture de première, de deuxième et de troisième transformation. Ce créneau peut s'appuyer sur la diversité des espèces présentes dans la région. Le second créneau d'excellence dans les Laurentides est désigné comme **Tourisme de villégiature quatre saisons**. Il repose sur la forte attractivité de ce secteur dans la région, porté notamment par les activités liées aux sports de glisse, aux hôtels de villégiature, aux nombreuses activités de plein air, etc.

- Créneau Signature Bois : www.economie.gouv.qc.ca/bibliotheques/creneaux/signature-bois-laurentides/
- Créneau Tourisme Laurentides : www.creneautourisme-laurentides.com

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

Dans un marché de l'emploi assez diversifié où les entreprises de transformation alimentaire occupent une place importante, de nombreuses activités bénéficient des retombées de l'**industrie touristique**. C'est le cas dans les secteurs de la restauration et de nombreux services corrélés (hébergement, offres de loisirs, commerces, etc.) qui sont ainsi pourvoyeurs d'emplois. D'une manière générale, aux côtés du secteur touristique de villégiature qui poursuit sa progression, ce sont les services qui génèrent de plus en plus d'emplois dans la région. Par ailleurs, les Laurentides accueillent bon nombre d'entreprises de **haute technologie** qui dessinent l'avenir économique de la région grâce à leurs investissements et aux emplois créés. Plusieurs entreprises de fabrication de matériel de transport, notamment pour l'**aéronautique**, sont également



Sources : Institut national de la statistique du Québec.

présentes dans les Laurentides. D'autre part, le regroupement de plusieurs entreprises d'envergure en aéronautique autour du site aéroportuaire de Mirabel constitue un important levier de développement.

Reconnue pour ses emplois de moyenne et haute technologie, la région occupe le deuxième rang au Québec sur le plan des **exportations manufacturières**. On note aussi la présence d'entreprises forestières, notamment dans la transformation du bois, et les activités liées à la construction et au commerce de détail connaissent également un réel essor dans le sud de la région. Enfin les compétences professionnelles liées à l'enseignement et surtout au secteur de la **santé** sont toujours recherchées.

- Informations pratiques (organismes d'accueil dans la région) : www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/region/laurentides.html
- Services spécifiques aux immigrants dans les Laurentides : <https://immigrantquebec.com/fr/preparer/ou-sinstaller-quebec/laurentides>

ENTREPRENDRE

Plusieurs organismes soutiennent l'entrepreneuriat dans cette région sous des formes diverses. La société régionale d'aide au développement de la collectivité (**SADC**) des Laurentides, organisme à but non lucratif appuyé par Développement économique Canada, propose des services d'accompagnement à la croissance, des actions de mentorat, des offres de financement, ainsi que des conseils en acquisition d'entreprise. La **Maison de l'entrepreneur**, située

à Mont-Laurier, propose aussi d'accompagner les projets de création ou de développement d'entreprise. Même type d'accompagnement avec la Corporation de développement économique (**CDE**) de la MRC des Laurentides. De son côté, le **Fonds d'emprunt des Laurentides** propose des aides dans l'évaluation et la bonification des plans d'affaires et délivre des prêts pour le démarrage ou le développement des entreprises. Notons également **Laurentides International** qui, elle, est davantage centrée sur les conseils à l'export.

- SADC des Laurentides : www.sadclaurentides.org/sentreprenre/
- Développement économique Canada : <https://dec.canada.ca>
- Maison de l'entrepreneur : <https://maison-e.ca>
- CDE des Laurentides : <https://cdemrclaurentides.org>
- Fonds d'emprunt des Laurentides : <https://felalaurentides.org/services/>
- Laurentides International : www.laurentidesinternational.com

ÉTUDIER

Les Laurentides comptent deux Collèges d'enseignement général et professionnel (Cegep). Accueillant pas moins de 6 000 étudiants, le **Collège Lionel-Groulx**, créé en 1967 dans la ville de Sainte-Thérèse, propose des programmes pré-universitaires et une vingtaine de programmes techniques dans des domaines (santé animale, production horticole, électronique, comptabilité/gestion, soins infirmiers, formations artistiques, etc.).

Le **Cegep de Saint-Jérôme** propose quant à lui des formations dans cette ville ainsi qu'à Mont-Tremblant et Mont-Laurier. Les programmes sont répartis selon cinq grandes dominantes : santé et sciences, sciences humaines, art et culture, gestion et droit, technologie et innovation.

- Cegep Lionel-Groulx à St-Thérèse : www.clg.qc.ca
- Cegep de Saint-Jérôme : www.cstj.qc.ca



ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR : WWW.FRANCAISALETRANGER.FR
MOT CLÉ : LAURENTIDES



Mauricie

Région de tradition agricole avec près du quart de ses habitants vivant en milieu rural, la Mauricie a vu sa population augmenter depuis ces dix dernières années, essentiellement dans l'agglomération de Trois-Rivières, la principale ville mauricienne. En dépit d'une économie diversifiée, le secteur industriel est l'autre point fort de la Mauricie, notamment dans la transformation des produits forestiers.

Située à mi-chemin entre Québec, la capitale nationale, et Montréal, la métropole, la Mauricie se caractérise par de vastes espaces de nature et un nombre considérable d'étendues d'eau dont environ 17 000 lacs. Elle est d'ailleurs bordée par le fleuve Saint-Laurent qui marque la frontière avec les États-Unis. Royaume du plein air, on y trouve d'immenses territoires de chasse et de pêche, deux réserves fauniques et le parc national de la Mauricie. La capitale de la région, Trois-Rivières, fondée en 1634, est la deuxième ville la plus ancienne du Canada et la plus peuplée de la région avec plus de la moitié de la population mauricienne. Elle se démarque notamment grâce à sa dimension culturelle très importante avec, entre

autres, le Festival international de la poésie ou encore la manifestation Rythmes et Cultures du monde. Sur le plan administratif, la région de la Mauricie est organisée en six municipalités régionales de comté (MRC) et territoires équivalents (TE).

LES SECTEURS EN DEVENIR

Avec la Montérégie, l'Estrie, la Chaudière-Appalaches et le Centre-du-Québec, la Mauricie fait partie des régions concernées par le **Créneau d'excellence en technologies propres (CETP)**. Celui-ci vise à promouvoir toutes les initiatives concourant à la réduction de l'empreinte carbone et au déploiement d'une nouvelle économie verte dans

une multiplicité de filières (air, eau, efficacité énergétique, énergies renouvelables, matières résiduelles, gestion environnementale, etc.). Autre axe de développement porteur avec le pôle d'excellence de la **Conception et fabrication de machines** qui permet aux entreprises du secteur d'avoir un lieu de partage et de mettre en place des actions collaboratives. Enfin, le créneau **Design d'ameublement** cherche à coordonner les activités des entreprises de la chaîne logistique du secteur afin de faire face à la concurrence mondiale.

- Les créneaux d'excellence en Mauricie : www.economie.gouv.qc.ca/bibliotheques/creneaux/rechercher-un-creneau

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

La région étant caractérisée par l'abondance de ressources naturelles et une part importante dédiée au secteur industriel, son économie repose sur l'exploitation, la transformation ou encore la mise en valeur de ces ressources. Ainsi, les secteurs de l'**hydroélectricité**, des pâtes et papier, l'exploitation forestière et agricole, la **métallurgie** et les métaux légers offrent-ils de nombreux emplois. De même, les **secteurs du bois** et du **meuble** sont des domaines importants en Mauricie comme peut en témoigner l'appartenance de la région au créneau design d'ameublement de la stratégie de développement 2018-2022 du Québec.

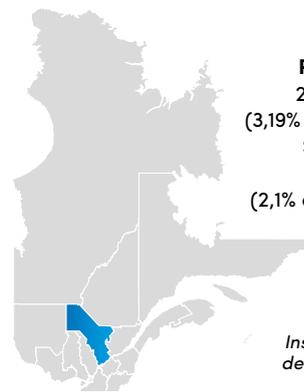
Le secteur de l'hébergement et du **tourisme** est également un pôle important de l'économie mauricienne. Le domaine du récréotourisme – néologisme québécois englobant le tourisme et les loisirs – connaît d'ailleurs un essor impressionnant. L'offre touristique en Mauricie se distingue par l'omniprésence de la nature et l'accès à de nombreux lieux culturels et historiques.

La Mauricie développe également son secteur des **technologies** et de l'innovation avec une importante concentration de centres de recherche et développement et de transferts technologiques. Dans ce secteur, le nombre de petites et moyennes entreprises augmente constamment et l'implantation de la Technopole de la vallée de Saint-Maurice stimule davantage l'essor de ces disciplines.

- Centre de recherche d'emploi de la Mauricie : <https://cremauricie.com>
- Site d'emploi à Trois-Rivières : www.emploitroisrivieres.com
- Informations pratiques (organismes d'accueil dans la région) : www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/region/mauricie.html

ENTREPRENDRE

La Mauricie possède de nombreux organismes et associations permettant de financer la création d'entreprise et de conseiller au mieux les futurs entrepreneurs. À ce titre, le Centre d'aide aux entreprises Laprade à Trois-Rivières permet de contribuer



REPÈRES

Population :
274 013 hab.
(3,19% du Québec)

Superficie :
35 448 km²
(2,1% du Québec)

Sources :
Institut national
de la statistique
du Québec.

à l'essor des entreprises de la ville, mais également d'autres territoires de la Mauricie par le biais de solutions de financement souples et rapides.

Le fonds de diversification économique du Centre-du-Québec et de la Mauricie est un programme qui permet notamment aux entrepreneurs de financer leurs projets à hauteur de 25% maximum. Pour les entrepreneures, l'organisme Femmessor-Mauricie permet, lui aussi, de proposer des solutions de financement, des modes d'accompagnement, des formations pour des projets d'entreprises détenus majoritairement par des femmes. Enfin, le Carrefour d'entrepreneuriat et d'innovation de l'UQTR vise à développer la culture entrepreneuriale auprès de la communauté universitaire et tend à accompagner au mieux les étudiants désireux de se lancer dans un projet.

- Centre d'aide aux entreprises Laprade : www.caelaprade.com
- Société d'aide au développement des collectivités de Shawinigan : www.sadccm.ca
- Société d'aide au développement des collectivités de la MRC de Maskinongé : www.environnementmauricie.com/organisme/societe-daide-au-developpement-des-collectivites-de-la-mrc-de-maskinonge/
- Fonds de diversification économique du Centre-du-Québec et de la Mauricie : www.economie.gouv.qc.ca/bibliotheques/programmes/aide-financiere/fonds-de-diversification-economique-du-centre-du-quebec-et-de-la-mauricie/
- Femmessor : <https://femmessor.com/mauricie>
- Carrefour d'entrepreneuriat et d'innovation de l'UQTR : www.facebook.com/CEI.UQTR/

ÉTUDIER

La Mauricie dispose d'une université dans sa capitale Trois-Rivières qui accueille chaque année environ 15 000 étudiants, dont environ 13% proviennent de l'étranger. Fondée en 1969, l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) dispense près de 300 programmes d'études, notamment dans les domaines des sciences et de l'économie. Deux collèges d'enseignement général et professionnel (Cegep) permettent de former les étudiants entre les études secondaires et l'université dans la région. Il s'agit de celui de Trois-Rivières et celui de Shawinigan (cette ville étant surnommée la « Cité de l'énergie » en raison de son histoire hydroélectrique et industrielle), au centre de la Mauricie. Le Cegep de Trois-Rivières offre 42 filières techniques et pré-universitaires à environ 4 000 étudiants notamment dans le domaine technologique. Le collège de Shawinigan, quant à lui, accueille 1 200 étudiants qui peuvent se spécialiser dans de nombreuses formations et en particulier dans le domaine des sciences. Par ailleurs, dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat, trois écoles des entrepreneurs ont été mises en place au Québec, dont une en Mauricie avec notamment un projet de soutien aux femmes entrepreneures (SFE).

- Université du Québec de Trois-Rivières : www.uqtr.ca
- Cegep de Trois-Rivières : www.cegeptr.qc.ca
- Cegep de Shawinigan : www.cegepshawinigan.ca
- Formations professionnelles en Mauricie : www.inforoutefpt.org/progSec.aspx?sanction=5®ion=4
- Formations techniques en Mauricie : www.inforoutefpt.org/progCol.aspx



ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR :
WWW.FRANCAISALETRANGER.FR
MOT CLÉ : MAURICIE



© Kristi Blokhin / Shutterstock.com

Saguenay-Lac-Saint-Jean

L'économie de cette région est principalement orientée vers la foresterie et l'agriculture, l'industrie agroalimentaire étant représentée par quelque 1 200 entreprises dans ce secteur. Le tourisme concourt aussi de manière importante aux ressources du Saguenay-Lac-Saint-Jean, la région accueillant chaque année plus d'un million de visiteurs.

Région alliant espaces verts et urbains, le Saguenay-Lac-Saint-Jean offre une qualité de vie très agréable à ses habitants. Selon le sondage de l'indice de bonheur Léger (*la plus grande firme canadienne de sondage, de recherche et de stratégie marketing*), la région obtiendrait un score supérieur à la moyenne nationale. Situé entre le nord du lac Saint-Jean et l'embouchure du célèbre fjord de la rivière Saguenay, le Saguenay-Lac-Saint-Jean est souvent décrit comme un pays à part entière en raison de son isolement pendant une longue période hivernale. Ses habitants sont surnommés les « Bleuets » en raison de la forte présence de cette baie qui pousse dans ce territoire, et principalement en Amérique du Nord. Troisième région la plus

grande du Québec, elle compte quatre parcs nationaux comme celui de la Pointe-Taillon, des Monts-Valins ou encore du Fjord-du-Saguenay qui sont de véritables terrains de jeu pour les randonneurs débutants ou plus aguerris. Sur le plan administratif, elle est composée de cinq municipalités régionales de comté (MRC) et territoires équivalents (TE).

LES SECTEURS EN DEVENIR

Le **créneau AgroBoréal** est développé depuis 2013 et doit être prolongé jusqu'en 2024. Derrière cette appellation insolite se trouvent des pratiques qui sont ancrées dans des conditions géographique et climatiques particulières, associées à des facteurs humains, et qui vont

caractériser les différents produits issus de ce terroir, qualifié de boréal. L'existence de ce créneau d'excellence vise à valoriser ces éléments distinctifs pour servir l'image de marque du secteur, en collaboration avec les partenaires de l'industrie. L'objectif étant également que la Mauricie soit reconnue au titre de leader national dans le développement durable de filières boréales compétitives. Autre créneau développé : celui du **Tourisme d'aventure et d'écotourisme**. En effet, la région offre des territoires et des paysages qui recèlent de véritables pépites pour le secteur touristique. Enfin, la Mauricie se focalise également sur le créneau de la **Transformation de l'aluminium**

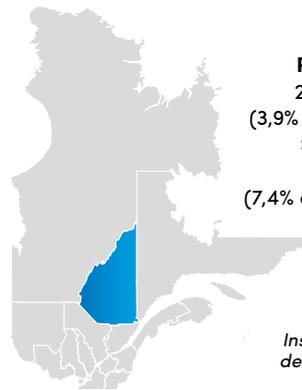
avec son image de marque protégée au Canada, en Europe et une partie du Moyen-Orient : Vallée de l'aluminium^{MD}. L'objectif, d'ici 2022, est de faire reconnaître la région comme un pôle attractif et innovant dans le secteur.

- Les créneaux d'excellence en Saguenay-Lac-Saint-Jean : www.economie.gouv.qc.ca/bibliotheques/creneaux/rechercher-un-creneau/

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

Le secteur de l'**hydroélectricité** est un des principaux moteurs de la croissance saguenay-jeannoise, et la région envisage la construction barrages hydroélectriques à long terme. Responsable de 35% de la **production d'aluminium** canadienne, le Saguenay-Lac-Saint-Jean possède de nombreuses alumineries et est même le siège du Centre québécois de recherche et de développement de l'aluminium (CQRDA) et du Centre des technologies de l'aluminium (CNRC-CTA). Autre secteur porteur en termes d'emploi : celui du tourisme d'aventure et de l'**écotourisme**. Riche de ses espaces naturels, avec notamment de nombreuses montagnes et parcours de randonnée, le secteur touristique est en développement constant comme nous l'avons évoqué dans le chapitre précédent. Mais dans le projet de développer des approches moins généralistes et plus thématiques, plus de 50 entreprises sont aujourd'hui spécialisées dans le tourisme d'aventure. Enfin, le climat du Saguenay-Lac-Saint-Jean est un véritable atout pour le développement du secteur agroalimentaire. L'activité la plus développée est celle de la production laitière suivie par celle des bleuets et des grandes cultures.

- Carrefour Jeunesse-Emploi du Lac-Saint-Jean-Est : www.bivoie.com
- Carrefour Jeunesse des emplois des bleuets : <http://cjedesbleuets.ca/offre/>
- Offres d'emploi en arts, culture et communication : <https://culturesaguenaylacsaintjean.ca/services/offres-d-emplois>
- Informations pratiques (organismes d'accueil dans la région) : www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/region/saguenay.html



REPÈRES
Population :
 278 791 hab.
 (3,9% du Québec)
Superficie :
 95 761 km²
 (7,4% du Québec)

Sources :
 Institut national
 de la statistique
 du Québec.

ENTREPRENDRE

Les entrepreneurs de la région se tournent de plus en plus vers l'économie sociale pour monter des projets entrepreneuriaux. Plusieurs organismes permettent aux entrepreneurs saguenay-jeannois de développer leurs idées dans ce sens. L'organisme à but non lucratif MicroEntreprendre Saguenay-Lac-Saint-Jean est un des acteurs les plus importants dans l'aide au développement économique des entreprises dans la région. Ses actions facilitent la création et le développement des entreprises notamment par le biais de micro-crédits visant à lutter contre l'exclusion sociale et économique et à la pauvreté. La société de développement économique de Saguenay Promotion Saguenay permet de mobiliser et accompagner les entrepreneurs du territoire, et notamment de soutenir les investisseurs étrangers grâce à des formations mais également des financements. La Société d'aide au développement des collectivités du fjord (SADCF) accompagne également et stimule les entrepreneurs dans une logique de développement économique durable. Le territoire sur lequel elle œuvre est néanmoins restreint car il ne concerne que l'MRC du Fjord-du-Saguenay. D'autres SADC se trouvent donc sur le territoire régional comme celle du Haut-Saguenay, du Lac-Saint-Jean-Est ou encore du Lac-Saint-Jean-Ouest.

- MicroEntreprendre Saguenay-Lac-Saint-Jean : www.microentreprendre-saglac.ca/fr/
- Promotion Saguenay : <https://promotion.saguenay.ca/fr/a-propos>

- SADC du Fjord : <https://sadcdufjord.qc.ca>
- SADC du Haut-Saguenay : www.sadchs.qc.ca
- SADC du Lac-Saint-Jean-Est : www.sadc.lacstjean.qc.ca
- SADC du Lac-Saint-Jean-Ouest : www.sadclsjo.com/fr/

ÉTUDIER

Le tissu éducatif au Saguenay-Lac-Saint-Jean se caractérise notamment par la prédominance des préoccupations environnementales dans les enseignements dispensés. Les élèves, depuis leur plus jeune âge, ont souvent la possibilité de passer des journées en forêt afin de profiter des enseignements en plein air. Après l'enseignement secondaire et avant l'enseignement en université, les étudiants ont l'occasion d'étudier dans des Cégep : collèges d'enseignement général et professionnel. Le Saguenay-Lac-Saint-Jean dispose de trois Cégep : celui de Chicoutimi, de Jonquière et celui de Saint-Félicien. La région possède également le Collège d'Alma. La région compte l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) qui accueille chaque année 7000 étudiants issus de nationalités très diverses. Elle accueille également l'École des arts numériques, de l'animation et du design (UQAC-NAD) qui permet de spécialiser dans l'imagerie de synthèse. Un campus de l'École nationale de l'administration publique (ENAP) est également présent dans la région. De même, l'École des entrepreneurs du Québec possède un campus saguenay-jeannois.

- Cégeps du Saguenay-Lac-Saint-Jean : www.cegepsquebec.ca/le-quebec/le-quebec-et-ses-regions/saguenay-lac-saint-jean/
- Université de Québec au Saguenay-Lac-Saint-Jean : www.uqac.ca
- Campus de l'École des entrepreneurs du Québec au Saguenay-Lac-Saint-Jean : <https://eequebec.com/campus/sag-lac/>
- École nationale d'administration publique au Saguenay-Lac-Saint-Jean : https://enap.ca/enap/156/Saguenay_enap



ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR :
WWW.FRANCAISALETRANGER.FR
 MOT CLÉ : SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN



TRAVAILLER, ENTREPRENDRE, ÉTUDIER AU QUÉBEC



© Paulo_Bites

Côte-Nord

Avec une population qui vit essentiellement sur le littoral, l'activité économique de cette région très vaste est concentrée essentiellement autour de ses deux pôles urbains, Sept-Îles et Baie-Comeau. Les ressources de la Côte-Nord sont surtout liées à l'exploitation de ses ressources naturelles.

Vaste région du nord-est du Québec, la Côte-Nord longe la rive du Saint-Laurent depuis Tadoussac jusqu'au détroit de Belle Isle, et s'étend au nord autour du Labrador. La région connaît un déclin démographique, le plus important sur l'ensemble de la province, expliqué entre autres par un coût de la vie plus élevé que dans le reste du Québec (notamment en raison des coûts de transport) et l'éloignement des services publics pour les habitants de certains villages éloignés des centres urbains.

LE SECTEUR EN DEVENIR

La Région Côte-Nord est au cœur du créneau d'excellence **Ressources, sciences et technologies marines** (RSTM) qui repose sur la capture des produits marins, leur transformation, l'aquaculture, ainsi que les biotechnologies et les technologies marines.

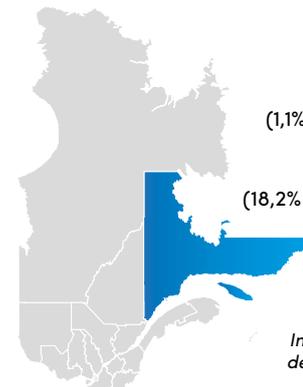
- Le créneau d'excellence **Sciences et technologies marines** : www.economie.gouv.qc.ca/bibliotheques/creneaux/ressources-sciences-et-technologies-marines-rstm

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

Le secteur primaire occupe une place importante dans la région, beaucoup plus que dans l'ensemble du Québec (9,5% contre 2,2%). L'exploitation des **ressources naturelles** est ainsi prédominante, leur transformation l'est aussi mais dans une moindre mesure. Ce processus d'exploitation et de transformation des ressources concerne surtout les secteurs de **l'énergie** (notamment hydroélectrique), de la forêt, des mines et de la métallurgie (aluminium). D'autre part, la région fait face à des pénuries d'enseignants, ce qui a conduit récemment le ministère de l'Enseignement à favoriser l'embauche d'**enseignants** immigrants ou retraités. Enfin, le vieillissement de la population induit des emplois dans le secteur des soins de **santé** et de l'assistance sociale.

ENTREPRENDRE

Le Plan Nord, un programme de développement économique piloté par la Société du Grand Nord vise à mettre en valeur les ressources et le développement durable du territoire situé au nord du 49° parallèle, une surface qui re-



présente les trois quarts de la province. Il met en exergue neuf thématiques prioritaires : l'énergie, l'environnement et la biodiversité, la main-d'œuvre et la formation, la promotion du territoire et de sa culture, la responsabilité sociale des entreprises, les secteurs d'activité économiques porteurs, les services de proximité et les infrastructures sociales, les télécommunications, les transports.

- **Société du Grand Nord** : <https://plannord.gouv.qc.ca/fr/spn/>
- **PAN 2020-2023** : <https://plannord.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/2020/12/Plan-daction-nordique-2020-2023.pdf>

ÉTUDIER

L'Université francophone du Québec à Chicoutimi (UQAC) dispose d'un centre d'études dans la ville de Sept-Îles : le Centre d'études de l'est de la Côte-Nord. Celui-ci propose des programmes à temps complet ou partiel. En dehors de l'université, le réseau d'enseignement repose sur cinq centres de services scolaires regroupant les établissements d'enseignement publics préscolaires, primaires, secondaires et professionnels. Par ailleurs, la région compte deux Collèges d'enseignement général et professionnel (Cegep), l'un à Sept-Îles, l'autre à Baie-Comeau.

- Centre d'études de l'est de la Côte-Nord à Sept-Îles : www.uqac.ca/sept-iles
- Cegep de Sept-Îles : www.cegepsquebec.ca/nos-cegeps/repertoire-des-cegeps/cegep-de-sept-iles/
- Cegep de Baie-Comeau : www.cegepsquebec.ca/nos-cegeps/repertoire-des-cegeps/cegep-de-baie-comeau/



ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR :
WWW.FRANCAISALETRANGER.FR
MOT CLÉ : CÔTE-NORD



Chibougamau

© Ciltien

Nord-du-Québec

La faible densité de population du Nord-du-Québec est inversement proportionnelle aux très importantes ressources naturelles que recèle cette région.

Région la plus vaste du Québec, le Nord-du-Québec en est également la moins densifiée. Elle est majoritairement peuplée par des francophones et deux populations autochtones qui sont les Cris et les Inuits. Sa capitale, Chibougamau, est la ville la plus peuplée de la région. Sur le plan administratif, la région du Nord-du-Québec est organisée en trois municipalités régionales de comté (MRC) et territoires équivalents (TE).

LE SECTEUR EN DEVENIR

Le Nord-du-Québec se positionne sur le créneau du **Tourisme nordique**. En effet, la région est très méconnue et pourtant, elle offre un nombre incalculable d'opportunités de développement touristique. L'objectif de promouvoir l'accueil de petits groupes prônant le respect de la culture et la responsabilité environnementale.

- Créneau d'excellence Tourisme nordique : www.economie.gouv.qc.ca/bibliotheques/creneaux/tourisme-nordique/

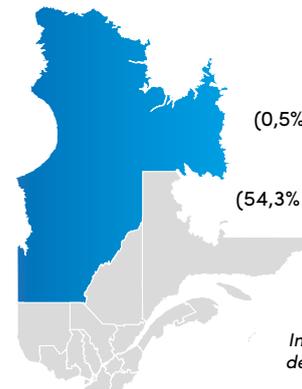
LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

L'omniprésence des ressources naturelles telles que le bois et les minéraux dans la région font des industries minières, hydroélectriques et forestières les moteurs de l'économie du Nord-du-Québec. Elle produit d'ailleurs 49% du potentiel d'électricité total du Québec. Des emplois sont aussi à dénicher dans les secteurs de **l'éducation**, de la **construction** ou encore dans les métiers de la santé.

- Site d'emploi au Nord-du-Québec : www.emploisaunordduquebec.com/fr/

ENTREPRENDRE

Le Nord-du-Québec met en place des actions pour dynamiser le développement socio-économique de la région et de créer davantage par le biais de la création d'entreprises. Il existe, à ce titre, des sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) afin d'accompagner les entrepreneurs dans leurs démarches comme



REPÈRES

Population :
46 178 hab.
(0,5% du Québec)
Superficie :
707 164 km²
(54,3% du Québec)

Sources :
Institut national
de la statistique
du Québec.

celle de Chibougamau-Chapais ou encore de Matagami. L'organisme Femmessor Nord-du-Québec-Jamésie permet d'accompagner le développement de projets entrepreneuriaux majoritairement initiés par des femmes.

- Société d'aide au développement des collectivités de Matagami : www.sadcdematagami.qc.ca
- Société d'aide au développement des collectivités de Chibougamau-Chapais : <http://sadccc.ca>
- Centre d'entrepreneuriat nordique : www.entrepreneuriatnordique.ca/a-propos
- Femmessor : <https://femmessor.com>

ÉTUDIER

La région Nord-du-Québec ne possède que quatre écoles d'enseignement secondaire dont l'école de la Porte-du-Nord et l'école MacLean Memorial dont la moitié des élèves font partie de la communauté des Cris. Il n'existe pas d'université propre à la région, néanmoins l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) possède un point de service à Chibougamau au Nord-du-Québec.

- Université UQAT : www.uqat.ca/uqat/campus-centres-points-de-service/chibougamau/
- École MacLean Memorial : www.cqsb.qc.ca/fr/ecole-maclean-memorial
- École de la Porte-du-Nord : www.ecolelaportedunord.com



ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR :
WWW.FRANCAISALETRANGER.FR
MOT CLÉ : NORD-DU-QUÉBEC



TRAVAILLER, ENTREPRENDRE, ÉTUDIER AU QUÉBEC



Gatineau

© Henryk Sadura

Outaouais

Cette région ancre son développement dans les hautes technologies. On ne compte pas moins de 70 entreprises de ce secteur implantées en Outaouais.

L'Outaouais, région située à l'extrême sud-ouest du Québec, est composée de vastes territoires de nature et de zones urbaines très développées à proximité. Cette diversité d'espaces permet de bénéficier d'une qualité de vie très appréciable. Sa capitale, Gatineau, concentre plus de 70% de la population régionale.

LE SECTEUR EN DEVENIR

L'Outaouais, qui possède une grande diversité de ressources naturelles, est associé au plan stratégique du créneau d'excellence **Collectif bois de 2019 à 2024**. Celui-ci regroupe des entreprises de transformation qui sont accompagnées dans leur développement dans une démarche écoresponsable.

- Créneau d'excellence Collectif bois : www.economie.gouv.qc.ca/bibliotheques/creneaux/collectif-bois/

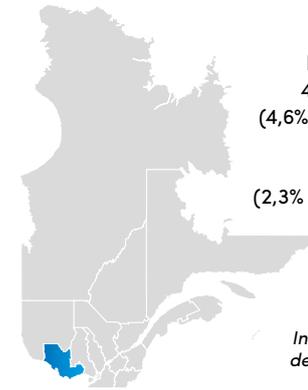
LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

L'économie de la région repose, aujourd'hui, en grande partie sur le secteur de la haute technologie. En effet, depuis les années 90, l'Outaouais a

entamé un processus de diversification économique en développant le secteur des technologies de l'information. Les métiers de la **sécurité** et de l'**identité numérique** sont notamment en pleine émergence. Plusieurs projets sont d'ailleurs développés dans ce domaine grâce à l'incubateur Cilex, installé dans l'Université du Québec en Outaouais. L'**agroalimentaire** occupe aussi une place importante dans l'emploi local.

ENTREPRENDRE

L'Outaouais dispose de nombreux organismes et associations pour développer l'entrepreneuriat sur son territoire. Ainsi, l'organisme MicroEntreprendre Outaouais permet, par exemple, d'aider au financement des futurs entrepreneurs. La société d'aide au développement des collectivités (SADC) de Papineau-Collines soutient les entreprises dans leur développement économique et les entrepreneurs dans leurs démarches. L'organisme ID Gatineau, mandaté par la ville, accompagne les entreprises à fort potentiel de croissance et créatrices de richesses dans leur



REPÈRES

Population :
401 388 hab.
(4,6% du Québec)

Superficie :
30 471 km²
(2,3% du Québec)

Sources : Institut national de la statistique du Québec.

démarrage, développement et croissance notamment grâce à des services d'accompagnement et des aides au financement. Enfin, le Centre d'entrepreneurship de l'Outaouais a comme objectif de promouvoir la culture entrepreneuriale au sein de la région et de soutenir la création d'entreprise et les entrepreneurs naissants.

- MicroEntreprendre Outaouais : <https://meoutaouais.ca/fr/>
- SADC de Papineau-Collines : www.sadcpapineau.ca
- ID Gatineau : <https://idgatineau.ca>
- Centre d'entrepreneurship de l'Outaouais : www.entreprendreoutaouais.com/fr

ÉTUDIER

L'Outaouais dispose d'une université à Gatineau et Saint-Jérôme qui propose près de 100 formations à plus de 7 000 étudiants. Fondée en 1981, l'Université du Québec en Outaouais (UQO) dispense de nombreux programmes d'études notamment dans de nombreux domaines. Un collège d'enseignement général et professionnel (Cegep) permet de former les étudiants entre les études secondaires et l'université dans la région. Il est composé de trois campus, tous situés à Gatineau. Le Cegep de l'Outaouais offre plus de 40 filières techniques et préuniversitaires notamment dans les domaines de la santé, l'environnement, l'administration, le génie et les arts et communication. L'Outaouais accueille également l'un des quatre campus de l'École des entrepreneurs du Québec.



ACCÉDEZ À TOUS LES LIENS INTERNET SUR : WWW.FRANCAISALETRANGER.FR
MOT CLÉ : OUTAOUAIS

DESTINATION GRANBY

QUÉBEC / CANADA



Centre d'interprétation
de la nature du lac Boivin



J'Y VIS

Granby offre un milieu de vie exceptionnel pour ses 69 000 citoyens! Une ville à la campagne.

J'Y ÉTUDIE

Le Cégep de Granby offre un monde de possibilités dans un établissement d'enseignement supérieur.

J'Y TRAVAILLE

À Granby on retrouve 270 entreprises manufacturières, de la PME à la grande entreprise, et près de 1 900 établissements commerciaux et de services.

J'Y INVESTIS

Entrepreneuriat, innovation, collaboration, diversité et savoir-faire définissent bien le milieu des affaires de Granby.

J'Y IMMIGRE

Avec l'aide de SERY et du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (Arrima-Services aux individus) votre intégration à Granby en sera facilitée.

CONSULTEZ LES EMPLOIS DISPONIBLES SUR GRANBY-PROFITEZ.COM

NOS ENTREPRISES RECRUTENT
VIA LES JOURNÉES QUÉBEC :
JOURNEESQUEBEC.GOUV.QC.CA

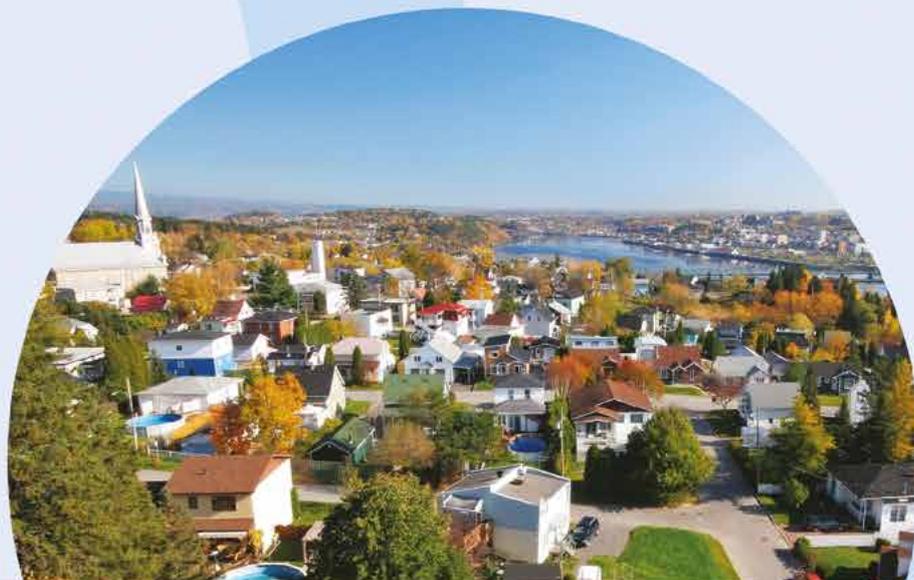
Granby
Ville rayonnante

Granby
PROFITEZ!

UN
EMPLOI
EN SOL
QUÉBÉCOIS



Le point de rencontre entre employeurs et personnes immigrantes



Avez-vous immigré au Québec ?

Êtes-vous à la recherche d'un emploi ?

**Les employeurs du Québec
recherchent votre talent.
Nous pouvons vous aider à les rencontrer !**

Inscrivez-vous gratuitement au :

www.emploisolquebecois.ca

Avec la participation financière de :

Québec



fccq | Fédération des chambres
de commerce du Québec

SOS FRENCH IN TEXAS

Des Français solidaires

Agressions, catastrophes naturelles, violences conjugales... En quelques semaines d'existence, l'association créée par Fabrice Buron à Houston a déjà traité une vingtaine de dossiers critiques de Français en détresse sur le sol américain, signe que la demande est énorme. Les bonnes volontés sont les bienvenues.

C'est le consul de France qui a soufflé l'idée de cette association à Fabrice Buron : « Soutien Objectif Solidaires (SOS) French in Texas ». Il avait conscience que les services diplomatiques français ne pourraient pas régler toutes les situations. « *Cela va de la retraitée qui ne touchait plus ses droits depuis cinq mois au touriste agressé, alors complètement démuné et qu'on a aidé en participant à ses frais de retour, en passant par la violence conjugale, jusqu'à la tentative de meurtre* », énumère Fabrice Buron. Le Français et sa petite équipe de bénévoles parent au plus pressé : « *On essaie de trouver la bonne ressource, le bon avocat. Pour le cas de violences conjugales, il a fallu aider la personne à partir immédiatement de chez elle et lui trouver un endroit où elle se sente en sécurité.* »



▲ Fabrice Buron.

Contrairement à l'image d'Épinal, les Français de l'étranger ne vivent pas forcément dans l'opulence et certains d'entre eux font face à de gros soucis d'ordre psychologique, juridique ou médical... Il est même parfois question d'assurer sa propre survie et celle de ses enfants. « *La nécessité de créer cette organisation locale est surtout apparue vitale au cours de l'année 2020 avec la recrudescence de situations de détresse individuelle ou familiale. L'apparition du Covid-19 a engendré un accès très limité à des aides ou à d'autres ressources* », explique Fabrice Buron. Lui-même employé par une société de logiciels pour l'industrie pétrolière, marié à une Américaine, un faux-air de Droopy, le Français reconnaît que son engagement associatif est chronophage et s'apparente à un véritable travail de fourmi : « *Il faut développer un réseau par le bouche-à-oreille, d'abord sourcer*

**CONTRAIREMENT
À L'IMAGE D'ÉPINAL,
LES FRANÇAIS DE
L'ÉTRANGER NE VIVENT
PAS FORCÉMENT
DANS L'OPULENCE...**

tous les experts, les professionnels locaux, notamment les avocats, que l'on peut mobiliser bénévolement. Cela prend un temps énorme de discuter, comprendre la situation, identifier les personnes qui peuvent aider ou trouver une situation économiquement viable. »

Une démarche humaniste et caritative

Le rayon d'action de l'association dépasse d'ailleurs les frontières du Texas puisqu'il s'étend aux États voisins de

l'Arkansas, de l'Oklahoma et de la Louisiane, concernant finalement 15 000 Français au total. SOS French In Texas rappelle qu'elle ne fonctionne que par l'implication et le soutien de la communauté. Si vous souhaitez aider, vous pouvez le faire en tant que volontaire, en faisant un don sur www.sosfrenchintexas.org/donate. Ces dons seront utilisés pour des aides financières sur les différents dossiers (loyer, frais légaux, soins, etc.). Si votre profession relève du domaine médical – infirmier(e), médecin –, légal (avocat) ou psychosocial (psychologue, thérapeute), traduction..., vous pouvez devenir intervenant ou même recommander des professionnels qui pourront apporter leur aide, de préférence à titre gracieux.

S'agissant de sujets très sensibles, chaque dossier est traité en toute confidentialité au sein du bureau. On peut contacter l'association en accédant à son site Internet (www.sosfrenchintexas.org) afin de remplir un formulaire en ligne. Apolitique, laïque, SOS French in Texas « *ne regarde pas d'où vient la personne mais la situation dans laquelle elle se trouve, dans une démarche humaniste et caritative* », précise Fabrice Buron. Il y a quelques mois, l'association s'est encore vu reconnaître toute son utilité publique puisque c'est à elle qu'a été versée une subvention exceptionnelle débloquée par le ministère des Affaires étrangères pour les victimes françaises du Covid-19. Elle l'a ensuite répartie entre les différents demandeurs en fonction de l'urgence de leur situation. ♦

Lui écrire :

fabrice.buron@sosfrenchintexas.org



LE JOURNAL DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

Des écrits et des écrans

Apparu il y a trois ans dans le paysage médiatique, le *Journal des Français à l'étranger* est aujourd'hui le leader de l'information en matière de mobilité internationale. Parallèlement à son magazine, à son site internet et à sa présence sur les réseaux sociaux, le JFAE développe depuis cette année des productions vidéos en direct. Un succès qui ne doit rien au hasard car l'aventure avait commencé bien plus tôt...

C'était il y a plus de vingt ans... Constatant le faible écho de la présence de nos compatriotes à l'étranger, Jean-Pierre Pont, aujourd'hui éditeur du *Journal des Français à l'étranger*, crée la publication *Vivre à l'étranger* qui va vite devenir une référence en matière de mobilité internationale. Une continuité logique pour celui qui a travaillé et vécu aux quatre coins du monde, acteur et témoin de tant d'histoires, parfois si insolites, de nos compatriotes à l'étranger. S'ensuivront la création de plusieurs titres dans la presse et l'édition, et de nombreuses collaborations dans les médias nationaux qui vont façonner son expertise. Puis en 2018, c'est la première édition papier du *Journal des Français à l'étranger**, accompagné de la création du site internet dédié.

Une présence quotidienne
Trois ans après, le journal a épousé l'air du temps avec une présence accrue dans l'espace numérique. Aussi, cette année a donné lieu au lancement de nombreuses productions vidéos, sur des thématiques concrètes (par exemple la protection sociale ou encore le rôle des conseillers consulaires) à partir de témoignages de Français vivant à l'étranger. En version *live*, c'est aussi la possibilité d'assister à de grandes conférences virtuelles – notamment avec Pole Emploi International, la Délégation générale du Québec à Paris... – afin de créer une réelle interaction avec les différents intervenants. Ces productions ont trouvé leur public comme en témoigne l'audience du JFAE en progression régulière. La clé du succès ? Des nouveautés et des contenus

toujours plus étoffés sur le site Internet, une information diffusée quotidiennement via la newsletter, sept jours sur sept et tout au long de l'année, ainsi que des relais vers les plateformes professionnelles ou d'échanges comme LinkedIn, Facebook, Twitter, Instagram... Sans oublier bien sûr les application pour mobile (Apple et Android) qui permettent de rester connecté.

Informé, analyser, partager
Au plan éditorial, le site se caractérise entre autres par plusieurs rendez-vous hebdomadaires :

- Le point sécurité dans le monde (avec le partenaire International SOS) : décryptage de l'actualité internationale, les enjeux géopolitiques, les zones de vigilance, etc.



- L'actualité des Permis Vacances Travail (PVT) : en partenariat avec le site Pvtistes.net, état des dernières mesures susceptibles d'impacter les titulaires de ce programme.

- Les points clusters dans le monde : la rubrique indispensable, mais aussi celle qu'il sera agréable de clore au plus vite...

- Conseils aux voyageurs : via le Quai d'Orsay, les indispensables rappels de sécurité avant tout voyage dans le monde.

Selon l'adage, on est bien servi par soi-même... mais pas seulement. Aussi, les partenariats avec les CCI FI pour leur expertise en matière d'emploi ou d'investissement, avec des médias de renom comme France Info (Emmanuel Langlois), RFI (Corinne Mandjou) ou encore France Bleu permettent d'élargir une certaine vision du monde et les sources d'information.

Des dossiers complets

L'année écoulée a permis d'étoffer considérablement le fonds éditorial du *Journal des Français à l'étranger*. À titre d'exemple, le dossier « Emploi en Europe : la croisade pour l'emploi des jeunes » a été largement consulté. Ga-

geons qu'il ait pu permettre à de jeunes compatriotes de poser les jalons d'une belle carrière à l'international. Outre-Atlantique, le Canada reste la terre de tous les possibles, comme l'ont illustré les nombreux articles sur toutes les facettes d'une telle expatriation, de Halifax à

TROIS ANS APRÈS SA CRÉATION, LE JOURNAL A ÉPOUSÉ L'AIR DU TEMPS AVEC UNE PRÉSENCE ACCRUE DANS L'ESPACE NUMÉRIQUE.

Vancouver... Et au-delà du grand dossier sur les régions du Québec que vous avez en mains dans ce numéro, d'autres sont en gestation, autour de l'Acadie, de l'Ontario, de la Colombie-Britannique. Et toujours en termes de perspectives, rendez-vous est pris pour la présidence française de l'Union européenne le 1^{er} janvier prochain avec une multitude d'angles éditoriaux dont nous vous parlerons bientôt.

De nouveaux sites pays

Sur notre petite planète, le quotidien, les attentes et les préoccupations d'un Français en Chine ne sont évidemment pas celles de son compatriote au Canada ou au Liban. Là aussi, pour renforcer les interactions, le partage, la proximité et les retours d'expérience, nous venons de lancer quinze premiers sites sur le modèle « Français au..., Français en... ». Les premiers pays concernés sont les États-Unis, le Canada, le Royaume-Uni, la Suisse, l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la Chine, le Maroc, Israël, le Danemark, l'Indonésie, le Luxembourg, le Qatar et le Liban.

Tous ces nouveaux sites et tous ces autres contenus – qu'il nous est ici impossible d'évoquer de manière exhaustive – sont bien sûr à retrouver sur : www.francaisaetranger.fr Alors à très vite...

La rédaction

** Pour la petite histoire, ce titre était déjà en gestation depuis fort longtemps puisqu'il a été acquis en avril 1997 ! Tout vient à point, etc.*

MISSION LAÏQUE FRANÇAISE

L'heure de la résilience

Enseignants, parents et élèves du réseau ont immédiatement réagi à la pandémie dès son apparition l'an dernier. Après des mois de classe à distance, on s'achemine, selon les établissements et les pays, vers une rentrée plutôt en mode hybride pour septembre prochain.

Il y a d'abord eu le premier moment de sidération en mars 2020 où il a fallu agir, dans l'urgence, pour assurer la continuité pédagogique des établissements et s'adapter aux mesures parfois contradictoires des autorités sanitaires et éducatives des pays. Les communautés scolaires ont ensuite fait preuve d'une grande résilience. *« Avec l'appui de notre service de la pédagogie et de nos conseillers formateurs sur le terrain et au siège, les enseignants se sont bien organisés pour faire face à ce défi extraordinaire de "faire classe" à distance et de pouvoir associer les familles à ces interactions avec les élèves »,* salue Jean-Paul Rebaud, directeur général de la Mission laïque française (MLF). Il rappelle que l'association a toujours demandé et conseillé à ses établissements de respecter scrupuleusement les mesures imposées par les autorités locales et relayées par les ambassades de France. *« Avec le médecin conseil de l'établissement, nous avons mis sur pied un protocole sanitaire qui sécurise l'accueil des élèves,* témoigne Brice Léthier, proviseur du grand lycée franco-libanais de Beyrouth (lire encadré p. 71), *et ce que nous constatons, c'est que le nombre de suspicions et de cas de Covid-19 ou de cas contacts est en très nette diminution. »*

L'établissement mise aussi sur la campagne de vaccination actuellement en cours au Liban. *« Même si la pandémie donne aujourd'hui les premiers signaux de sa régression dans les pays où nous sommes majoritairement implantés, il est clair que ces mesures seront maintenues dans la plupart de nos établissements à la*



▲ Jean-Paul Rebaud.

prochaine rentrée, avant, nous l'espérons, de connaître une disparition progressive, assure M. Rebaud. *Je retiens personnellement de cette expérience inédite que l'école est bien une "activité essentielle" partout dans le monde.»*

Une rentrée plus sereine ?

Sans parler encore de retour à la normale, chacun espère que les établissements pourront à nouveau organiser la

prochaine rentrée de septembre 2021 plus sereinement que la précédente. *« Nous n'imposerons de règles particulières à aucun établissement, mais certaines bonnes habitudes seront promues comme le port du masque ou encore le lavage régulier des mains. Nous respecterons, bien entendu, toutes les mesures sanitaires encore imposées ici ou là, et dans cette hypothèse nous avons d'ailleurs demandé à nos établissements de*

LE PREMIER PARTENAIRE DE L'ÉTAT

La Mission laïque française, ce sont aujourd'hui 111 établissements scolaires sur programme français implantés dans 36 pays, en particulier au Liban, au Maroc, en Espagne pour les 32 lycées dont l'association est pleinement propriétaire et responsable, et aux États-Unis pour la moitié des 61 établissements qui sont ses partenaires. Complété par 17 écoles d'entreprise, ce réseau atteignait 63 000 élèves l'an dernier. Il représente près de 20% de l'enseignement français à l'étranger. Jean-Paul Rebaud pointe l'extraordinaire esprit de solidarité que cette crise a révélé avec les parents et nos élèves : *« Depuis 120 ans, la MLF a souvent dû affronter les aléas de l'Histoire, mais rarement comme aujourd'hui, partout et en même temps. Elle doit cette capacité de survie à ses personnels, enseignants, administratifs, de service, équipes de direction, personnels du siège à Paris ; tous se sont mobilisés pour faire face et j'en suis, avec nos instances dirigeantes, très fier. »* Depuis sa création en 1902, la MLF est le premier partenaire de l'État pour cette présence de l'éducation française dans le monde, et, à ce titre, est reconnue par les ministères de l'Éducation nationale et des Affaires étrangères. *« Nous entretenons par ailleurs des liens permanents avec l'AEFE, auprès de qui nous allons prochainement signer un nouvel accord-cadre pour l'appui apporté en particulier à huit de nos établissements, dont cinq au Liban »,* détaille M. Rebaud.



© Pulse

prévoir les deux scénarios (*“avec” ou “sans” Covid-19*) aussi sur le plan financier», précise Jean-Paul Rebaud. Malgré des contraintes parfois très fortes, la MLF n’a eu au final à connaître qu’un seul cas de fermeture avec l’école Total à Port Harcourt au Nigeria, même si certains établissements, comme ses deux lycées en Arabie saoudite et l’école d’Erbil au Kurdistan irakien sont en enseignement distanciel depuis quatorze mois. *« L’impact de la crise économique s’est fait sentir d’abord parmi nos familles en Espagne et aux États-Unis en particulier, constate M. Rebaud, pour celles qui ont eu des difficultés à maintenir leurs enfants dans nos établissements. Nous avons ainsi perdu un peu plus de 2 000 élèves (soit 3,5% de nos effectifs) à la dernière rentrée de septembre 2020. »* Pour la première fois depuis

« LES ENSEIGNANTS SE SONT BIEN ORGANISÉS POUR FAIRE FACE À CE DÉFI DE “FAIRE CLASSE” À DISTANCE »
JEAN-PAUL REBAUD

de nombreuses années, la MLF va ainsi connaître un déficit important malgré l’aide de l’État par l’intermédiaire de l’AE-FE (Agence pour l’enseignement français à l’étranger), dans ses lycées au Liban et à Addis Abeba (Éthiopie). Toutes dépenses, pertes et surcoûts confondus, on estime que la crise sanitaire représente jusqu’à présent, pour l’ensemble du réseau, une dépense supplémentaire de plus de 12,5 millions d’euros. Les effectifs ne devraient toutefois pas connaître de nouvelles baisses, bien au contraire, comme le montrent les chiffres qui remontent sur les réinscriptions, ainsi que sur les taux de recouvrement des droits de scolarité, et ce malgré l’augmentation nécessaire de ces droits pour la prochaine année scolaire après le gel décidé pour 2020-2021. ♦

BEYROUTH SOUMIS À UNE TRIPLE CRISE

Le grand lycée franco-libanais de Beyrouth est le plus important des cinq établissements de la Mission laïque française au Liban, et l’un des plus fréquentés du réseau. Ici, la pandémie a commencé avec un peu d’avance, témoigne Brice Léthier, le proviseur : *« On a commencé à travailler sur l’enseignement à distance dès la fin de l’automne 2019, puis la pandémie est arrivée et dès mars 2020, nous avons basculé en télétravail. Ce qui a été remarquable, c’est la capacité des professeurs à s’approprier des outils informatiques totalement nouveaux pour eux. Ils ont adapté leur enseignement et leurs pratiques professionnelles. »* Depuis avril, seuls les élèves de maternelle et de CP ont été autorisés à revenir à 100% du temps physiquement au lycée, car la distanciation sociale pouvait être assurée. Les autres ont alterné présentiel et cours à distance. *« Pour septembre, nous envisageons trois scénarios, détaille M. Léthier : le premier, celui que nous souhaitons tous, consiste en une reprise en présentiel et à temps plein, mais nous envisageons également le mode hybride et un enseignement entièrement à distance. »* Depuis la crise, les transports scolaires ont été rétablis mais pas la restauration au lycée français de Beyrouth. Le 4 août 2020, en pleine pandémie, le pays a aussi dû faire face à une explosion spectaculaire et meurtrière dans le port de Beyrouth. *« Le lycée a été particulièrement touché mais il est aujourd’hui revenu en état de fonctionnement quasi-normal, assure M. Léthier. Le souci est qu’ensuite l’inflation a explosé et le pouvoir d’achat s’est effondré. Les difficultés au quotidien ne font que s’accroître. Pour le lycée, le fait même de se procurer du carburant pour les bus qui assurent le ramassage scolaire devient compliqué. »* Malgré le soutien de l’État français et le recours à la caisse de solidarité alimentée par les familles, de nombreux élèves ont quitté l’établissement : l’effectif est passé de 3 400 à à peine 3 000.

RÉSEAU ÉDUCATION

AEFE, vers une nouvelle rentrée particulière

La situation a beau s'arranger sur le front de l'épidémie de Covid-19 en Europe, au Maghreb, en Afrique ou aux États-Unis, certaines régions comme l'Amérique latine ou l'Asie restent sensibles. L'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) se met en ordre de marche pour septembre.



© Marie Lopez-Vivanco

▲ Olivier Brochet.

Le réseau de l'AEFE, ce sont 540 établissements dans 138 pays. Ils accueillent 370 000 élèves, dont deux tiers d'enfants étrangers. Voilà pour les chiffres. Et depuis le début de l'an dernier, l'Agence fait face à une situation inédite. «*La crise a d'abord été violente, témoigne Olivier Brochet, directeur de l'AEFE, très difficile pour l'ensemble du réseau, puis elle s'est inscrite dans la longue durée puisque les premiers établissements ont été touchés dès janvier 2020 en Asie.*» Aujourd'hui encore, 40% des lycées français gérés par l'Agence ne fonctionnent toujours pas de façon normale, certains sont même totalement fermés depuis mars 2020. «*Beaucoup d'établissements doivent travailler de façon hybride, avec un mélange de présentiel et de distanciel, en fonction des conditions et des règles sanitaires qui s'imposent à eux,* détaille M. Brochet,

**« BEAUCOUP
D'ÉTABLISSEMENTS
DOIVENT TRAVAILLER DE
FAÇON HYBRIDE, AVEC UN
MÉLANGE DE PRÉSENTIEL
ET DE DISTANCIEL »
OLIVIER BROCHET**

mais le plus important, c'est que durant toute cette crise, la mission éducative a continué à être remplie et tous les élèves ont pu bénéficier d'un enseignement de qualité, salué aujourd'hui par l'ensemble des familles.» Dès le début de la crise, l'AEFE s'est attachée à permettre aux équipes de construire cet enseignement à distance, avec l'objectif de bien doser la manière de travailler. «*Il ne*

s'agissait pas, précise M. Brochet, de placer les enfants huit heures par jour devant un écran avec un professeur qui ferait son cours normalement, mais de bien tenir compte, en fonction de l'âge des enfants, de leurs besoins éducatifs. Il a fallu construire une séquence pédagogique qui tienne dans la durée. »

Immense travail de formation

Un cadre réglementaire a donc été fixé, puis enrichi et renforcé à plusieurs reprises au cours de l'année par les équipes d'inspection et d'enseignants formateurs de l'Agence. «*Il a fallu, au début, mettre l'accent sur la maîtrise des outils numériques, car beaucoup d'enseignants n'étaient pas à l'aise avec ces instruments. Cela a représenté un gros travail de fond et un immense travail de formation qui est allé croissant en quantité et en qualité. Nous avons avancé à marche forcée et c'est aujourd'hui un véritable acquis* », se félicite M. Brochet. Ainsi, rien que sur le premier trimestre 2020, l'AEFE a mené 90 000 actions de formation et d'accompagnement des enseignants dans le réseau, ce qui est exceptionnel. L'approche a toutefois été déconcentrée : des règles générales et un cadre ont été fixés mais les décisions sur l'organisation de la rentrée sont restées à la main de l'établissement en lien avec le poste diplomatique (ambassade) ou consulaire. «*Nous devons nous adapter aux règles des États, souligne le directeur de l'AEFE, mais dans les États fédéraux par exemple (Brésil ou États-Unis, ndlr), la décision ne peut être que locale.* »

Un soutien financier de l'Etat

Pendant cette période longue et difficile, le réseau a pu compter sur un soutien financier important de la part de l'État français, avec une rallonge

de 100 millions d'euros en plus de la subvention annuelle de 500 millions d'euros que l'AEFE perçoit chaque année pour son fonctionnement. La plus importante partie du financement de l'Agence repose toutefois sur les droits de scolarité payés par les familles qui scolarisent leurs enfants dans les lycées français de l'étranger. « Nous avons craint une baisse d'effectifs, mais les chiffres sont quasiment stables cette année par rapport à l'année précédente, observe M. Brochet. On a une très légère baisse, mais de quelques centaines d'élèves à l'échelle du réseau. Ce sont néanmoins

des chiffres globaux, il y a des zones et des établissements qui ont connu des baisses parfois importantes et d'autres qui ont bien résisté, voire augmenté. » Dans le détail, la situation en Amérique latine reste compliquée, même si la situation s'améliore un peu dans quelques pays. « C'est une zone dans laquelle la circulation très intense du virus fait que de nombreux établissements sont fermés depuis plus d'un an », explique M. Brochet. Quelques pays du Moyen-Orient sont également toujours confrontés à des fermetures importantes. L'Agence garde aussi un œil sur l'Asie, où la tendance des gou-

vernements à beaucoup refermer leurs frontières pour protéger leur pays a des conséquences sur l'arrivée des enseignants, en particulier cet été.

Outils évolutifs et précieux

Hormis ces trois zones, la tendance à l'amélioration se confirme depuis quelques semaines en Europe, au Maghreb, en Amérique du Nord (États-Unis et Canada) et même en Afrique, où seuls des établissements au Nigeria et en Afrique du Sud ont été fermés. « L'AEFE nous accompagne depuis l'arrêt en présentiel des premiers établissements

3 QUESTIONS À

CHRISTOPHE NERRAND

PROVISEUR DU LYCÉE PASTEUR DE SAO PAULO (BRÉSIL)

« La pandémie a créé un besoin encore plus grand de socialisation »



▲ Christophe Nerrand.

Le Brésil est le deuxième pays le plus touché au monde par le Covid-19 après les États-Unis. Comment traversez-vous cette crise ?

Le lycée Pasteur accueille un millier d'élèves, de la maternelle à la terminale. La pandémie représente une expérience de vie aussi inédite qu'angoissante pour la communauté scolaire. Du point de vue humain, je vois que chacun fait au mieux et s'adapte à cette longue période. Il ressort certainement un besoin de plus en plus grand de socialisation et d'envie de se retrouver en présentiel. Certes les technologies, bien utilisées, ont permis de maintenir les contacts et les échanges, mais le

retour partiel à l'école a été un début de soulagement. La situation sanitaire à São Paulo a été complexe, très évolutive, avec plusieurs vagues inquiétantes. Les gestes barrières sont intégrés, nous évoluons avec vigilance dans le cadre d'un protocole sanitaire strict.

Concrètement, quelles mesures avez-vous prises ?

Du point de vue de l'école, il a fallu assurer la continuité des enseignements dans un cadre contextualisé. 2020 a été une année de fermeture de l'établissement, de confinement et de mise en place de l'enseignement à distance, adapté à chaque niveau et à chaque discipline avec les temps synchrones et asynchrones. L'ensemble a duré plus de huit mois. 2021 a été l'année de l'enseignement hybride avec un retour partiel en présentiel. L'établissement, dans son organisation actuelle, a réussi à accueillir l'intégralité des élèves de maternelle et 50% des autres élèves un jour sur deux.



▲ Lycée Pasteur de Sao Paulo.

Comment envisagez-vous la prochaine rentrée ?

Nous préparons deux rentrées dans le cadre du rythme sud (rentrée scolaire en février et « petite rentrée » en août) dans un contexte d'incertitude sanitaire et économique. La rentrée d'août 2021 va se réaliser dans la continuité de ce que nous connaissons actuellement : l'enseignement hybride. Nos grands principes sont posés et intégrés :

- Journée de présentiel complète avec le même groupe d'élèves.
- Enseignement à distance complémentaire ou présentiel.
- Fonctionnement de la restauration scolaire.
- Protocole sanitaire certifié et inspecté par un grand cabinet conseil.

Lui écrire :
proviseur@lfpasteur.com.br

RÉSEAU ÉDUCATION



▲ Miguel Tesson.

GUINÉE : TOUS LES VOYANTS AU VERT POUR LA RENTRÉE

Le lycée français de Conakry n'a renoncé aux cours en présentiel qu'un peu plus de trois mois, au plus fort de la crise. Depuis septembre dernier, les élèves ont retrouvé les bancs de leurs classes. Et l'équipe se prépare à une nouvelle rentrée quasi-normale à la fin de l'été. Miguel Tesson est un homme raisonnablement optimiste. Proviseur du lycée Albert-Camus de Conakry depuis deux ans, il explique que la période d'enseignement à distance a finalement été assez réduite dans l'établissement, le continent africain étant relativement épargné par le Covid-19. « Les cours en distanciel n'ont été mis en place que de mars à juillet 2020, détaille-t-il. Depuis septembre dernier, nous avons fonctionné entièrement en présentiel, après la mise en place un protocole sanitaire élaboré par un comité scientifique comprenant l'achat et l'installation de matériels pour se laver les mains, du gel hydroalcoolique dans tout l'établissement et un contrôle systématique de la température. » Il a aussi été décidé d'affecter une salle par classe au secondaire. Les gestes barrière restent obligatoires. Le lycée Albert-Camus, unique établissement français en Guinée, accueille un millier d'élèves, un effectif en hausse constante. Un projet d'extension et de rénovation de l'établissement est d'ailleurs en cours. La livraison à la rentrée prochaine du nouveau bâtiment de l'élémentaire va aider à organiser la prise en compte de cette augmentation du nombre d'élèves. « Autre source de satisfaction, ajoute M. Tesson, tous les postes d'enseignants et de personnels, résidents ou en contrat local, sont pourvus et, particularité cette année, pour cette dernière catégorie, une part importante de titulaires de l'Éducation nationale vont nous rejoindre en disponibilité. » Le chef d'établissement se félicite également de l'adhésion des familles et des équipes pédagogiques au plus fort de la crise : « Elles ont fait preuve d'une véritable réactivité à l'annonce de la suspension des cours en présentiel au lycée. » Un sondage réalisé en juin 2020 montre d'ailleurs que près de 86% des parents se déclarent satisfaits des méthodes retenues pour l'enseignement à distance.

Lui écrire : proviseur@lyceealbert-camus-conakry.net



▲ Lycée français de Conakry.

du réseau, témoigne Miguel Tesson, proviseur du lycée français de Conakry (lire encadré ci-contre). Des outils évolutifs et précieux nous ont été proposés par la direction de l'enseignement, de l'orientation et de la formation. J'ai également pu m'appuyer sur le document de l'AEFE au sujet des conditions de réouverture des établissements pour l'envisager localement avec le comité scientifique de l'"équipe France" en Guinée. » L'Agence a également organisé des réunions régulières auprès des équipes de direction, en visioconférence, afin de lutter contre le sentiment d'isolement des établissements.

Il est toutefois encore difficile, dans de très nombreux pays, de savoir comment pourra se dérouler la rentrée de septembre. « Dans certains cas, les établissements sont encore obligés de se résoudre à un travail à distance », indique M. Brochet. « Avec le recul, je retiens aujourd'hui la force du travail en équipe, à différentes échelles, témoigne Christophe Nerrand, proviseur du lycée Pasteur de Sao Paulo, au Brésil (lire encadré p. 73). Nous avons essayé d'anticiper les situations sanitaires complexes et tenté de mettre en œuvre des solutions pragmatiques et évolutives. Je garde en mémoire les réunions de concertation avec les équipes et le dialogue avec l'AEFE qui m'ont permis d'enrichir la réflexion commune, le pilotage et d'aboutir à des déci-

sions concertées. Le soutien du comité de gestion a aussi été essentiel. »

Arrivée des nouvelles équipes

En parallèle de l'organisation de la rentrée, l'AEFE s'est également attelée à assurer la mobilité des équipes durant les congés d'été, pour permettre aux personnels qui le souhaitent de quitter leur pays pour revenir en France. « Beaucoup ne sont pas rentrés depuis plus d'un an, certains depuis dix-huit mois, souligne M. Brochet. Et il faut organiser l'arrivée des nouvelles équipes qui prendront leurs fonctions en septembre, ce qui, dans certains pays, est extrêmement compliqué. On a, sinon des fermetures de frontières, du moins des règles extrêmement strictes qui sont imposées avec par exemple des quatorzaines obligatoires dans des hôtels payants. Le cœur du travail aujourd'hui est de faire en sorte qu'il y ait à la rentrée dans chaque classe les enseignants qui doivent y être. » À la grande satisfaction de l'Agence, la baisse des candidatures a été globalement limitée et la plupart des postes ont été pourvus. « Nous n'avons pas eu plus de difficulté qu'une année normale et plutôt un peu moins que celles qu'on avait rencontrées l'an dernier où la sidération et l'impact de la pandémie avaient posé quelques problèmes à l'été pour garantir que les postes soient bien remplis », conclut M. Brochet. ♦

LA COOPÉRATIVE D'INTÉGRATION FRANCOPHONE

TON ÎLE, TON AVENIR
Île-du-Prince-Édouard



Immigration francophone
de l'Île-du-Prince-Édouard

VIVRE ET TRAVAILLER À L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

Ça pourrait être votre nouveau chez vous !
- Canada -

Pour bénéficier des **services d'accueil et d'intégration** de la CIF, vous devez être un nouvel arrivant au **Canada** d'expression française et :

- ★ avoir un statut de résident permanent,
- ★ ou un statut de réfugié,
- ★ ou être détenteur d'un permis de travail temporaire ou d'un permis d'étude.

NOS SERVICES

- ★ Services pré-départ,
- ★ Accueil et orientation,
- ★ Programmes d'apprentissage linguistique en anglais et en français,
- ★ Intégration sociale,
- ★ Intégration en milieu de travail,
- ★ Connexions à la communauté francophone et acadienne.

LES SECTEURS QUI RECRUTENT

- ★ Transport de marchandise
- ★ Éducation et petite enfance
- ★ Technologie de l'information
- ★ Aérospatial
- ★ Santé
- ★ Construction
- ★ Pêche
- ★ Agriculture
- ★ Tourisme

Vous voulez en savoir plus sur l'immigration à l'Île-du-Prince-Édouard,
Contactez-nous directement :

@ services@cifpe.ca

 www.tonile.ca





L'offre parfaite pour vous installer

Profitez de l'offre bancaire pour nouveaux arrivants
jusqu'à 5 ans après votre arrivée au Canada*



Jusqu'à 3 ans sans frais mensuels
fixes sur votre compte bancaire.



Profitez d'un service
d'accompagnement téléphonique
gratuit pendant un an.



Ouvrez votre compte bancaire
depuis votre pays avant votre
arrivée au Canada.



Avec plus de 400 succursales,
nous sommes là pour vous guider
et vous offrir tous les services
bancaires indispensables.



Faites une demande de
carte de crédit, même sans
historique de crédit**.

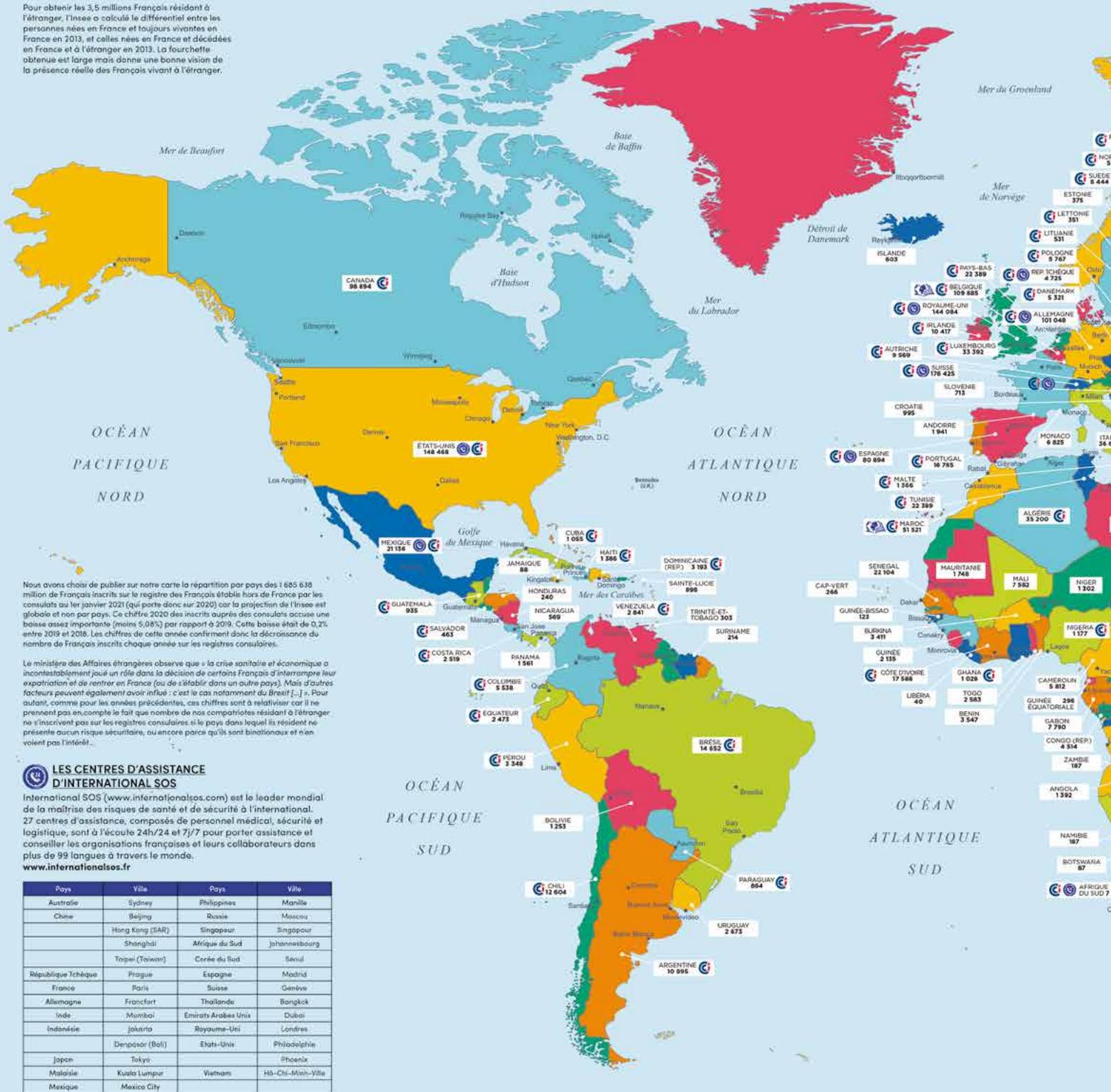
bnc.ca/immigrer

* Certaines conditions s'appliquent, pour plus de détails, visitez le bnc.ca/immigrer. Vous pouvez bénéficier de l'offre pour les nouveaux arrivants si vous êtes un immigrant installé au Canada depuis moins de cinq ans. L'offre peut être modifiée ou retirée en tout temps et ne peut être combinée ou cumulée à aucune autre offre, promotion ou avantage. Certains frais liés aux transactions non incluses dans l'offre pour les nouveaux arrivants peuvent s'appliquer. Pour plus de détails sur les frais de transactions, consultez le Guide de tarification. Le Service d'assistance téléphonique est en vigueur pour 12 mois à compter de la date d'ouverture de compte. ** Financement octroyé sous réserve de l'approbation de crédit de la Banque Nationale. Certaines conditions s'appliquent. Seulement certaines cartes de crédit sont admissibles. Des garanties pourraient être requises.



*Source : Insee Analyses, octobre 2015.

Pour obtenir les 3,5 millions Français résidant à l'étranger, l'Insee a calculé le différentiel entre les personnes nées en France et toujours vivantes en France en 2013, et celles nées en France et décédées en France et à l'étranger en 2013. La fourchette obtenue est large mais donne une bonne vision de la présence réelle des Français vivant à l'étranger.



Nous avons choisi de publier sur notre carte la répartition par pays des 1 685 636 million de Français inscrits sur le registre des Français établis hors de France par les consulats au 1er janvier 2021 (qui porte donc sur 2020) car la projection de l'Insee est globale et non par pays. Ce chiffre 2020 des inscrits auprès des consulats accuse une baisse assez importante (moins 5,06%) par rapport à 2019. Cette baisse était de 0,2% entre 2019 et 2018. Les chiffres de cette année confirment donc la décroissance du nombre de Français inscrits chaque année sur les registres consulaires.

Le ministère des Affaires étrangères observe que « la crise sanitaire et économique a incontestablement joué un rôle dans la décision de certains Français d'interrompre leur expatriation et de rentrer en France (ou de s'établir dans un autre pays). Mais d'autres facteurs peuvent également avoir influé : c'est le cas notamment du Brésil [...] ». Pour autant, comme pour les années précédentes, ces chiffres sont à relativiser car ils ne prennent pas en compte le fait que nombre de nos compatriotes résidant à l'étranger ne s'inscrivent pas sur les registres consulaires si le pays dans lequel ils résident ne présente aucun risque sécuritaire, ou encore parce qu'ils sont binationaux et n'en voient pas l'intérêt.

LES CENTRES D'ASSISTANCE D'INTERNATIONAL SOS

International SOS (www.internationalsos.com) est le leader mondial de la maîtrise des risques de santé et de sécurité à l'international. 27 centres d'assistance, composés de personnel médical, sécurité et logistique, sont à l'écoute 24h/24 et 7j/7 pour porter assistance et conseiller les organisations françaises et leurs collaborateurs dans plus de 99 langues à travers le monde. www.internationalsos.fr

Pays	Ville	Pays	Ville
Australie	Sydney	Philippines	Manille
Chine	Béijing	Russie	Moscou
	Hong Kong (SAR)	Singapour	Singapour
	Shanghai	Afrique du Sud	Johannesbourg
	Taipei (Taïwan)	Corée du Sud	Séoul
République Tchèque	Prague	Espagne	Madrid
France	Paris	Suisse	Genève
Allemagne	Francofort	Thaïlande	Bangkok
Inde	Mumbai	Emirats Arabes Unis	Dubai
Indonésie	Jakarta	Royaume-Uni	Londres
	Dangpooor (Bali)	États-Unis	Philadelphie
Japon	Tokyo		Phoenix
Malaisie	Kuala Lumpur	Vietnam	Hô-Chi-Minh-Ville
Mexique	Mexico City		



